

**UNIVERSITÉ GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES**

DEPARTEMENT SCIENCES POLITIQUES

**LES LANGUES COMME INSTRUMENTS POLITIQUES - LE
CAS DE L'UNITE TERRITORIALE AUTONOME DE
GAGAUZIE - REPUBLIQUE DE MOLDAVIE**

THÈSE DE MASTER RECHERCHE

Bilun KONYAR

Directeur de Recherche : Doç. Dr. Hakan YÜCEL

JANVIER 2025

**UNIVERSITÉ GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES**

DEPARTEMENT SCIENCES POLITIQUES

**LES LANGUES COMME INSTRUMENTS POLITIQUES - LE
CAS DE L'UNITE TERRITORIALE AUTONOME DE
GAGAOUZIE - REPUBLIQUE DE MOLDAVIE**

THÈSE DE MASTER RECHERCHE

Bilun KONYAR

Directeur de Recherche : Doç. Dr. Hakan YÜCEL

JANVIER 2025

REMERCIEMENT

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude à toutes les personnes qui ont contribué, de près ou de loin, à la réalisation de cette thèse. Le soutien, les conseils et l'encouragement que j'ai reçus tout au long de ce parcours ont été inestimables.

Tout d'abord, j'adresse mes remerciements les plus sincères à mon directeur de thèse, Doç. Dr. Hakan Yücel, pour son expertise, sa disponibilité et ses précieux conseils. Son accompagnement méthodologique et sa patience inébranlable ont été déterminants dans l'élaboration et l'aboutissement de cette recherche. Sa rigueur scientifique et sa bienveillance m'ont constamment inspiré et motivé à donner le meilleur de moi-même.

Je ne saurais oublier ma famille, et tout particulièrement ma mère bien-aimée, ainsi que mes amis. Leur soutien moral et leur encouragement constant ont rendu ce voyage académique non seulement possible, mais aussi profondément significatif.

Enfin, je remercie chaleureusement tous les participants à mon étude, dont le temps, la disponibilité et la volonté de partager leurs expériences ont constitué une contribution précieuse et indispensable à la réalisation de ce travail.

À toutes ces personnes, je vous exprime ma reconnaissance la plus sincère.

Table des Matières

REMERCIEMENT	i
ABREVIATIONS	iii
LISTE DES FIGURES	iv
RESUMÉ	v
ABSTRACT	vi
ÖZET	vii
INTRODUCTION	1
<i>Contexte et problématique</i>	3
<i>Le cadre théorique</i>	5
<i>Méthodologie</i>	7
1. CONTEXTE HISTORIQUE	10
1.1. L'histoire de la Moldavie	12
1.1.1 La principauté de Moldavie (1359-1812) : Fondements historiques d'une identité moldave	12
1.1.2 La Bessarabie (1812-1918) : Un champ de tensions géopolitiques et de transformations ethniques	17
1.1.3 La Moldavie (1918-1940) : Unification, identité et transformations politiques	22
1.1.4 La soviétisation de la Moldavie et les débats sur l'identité nationale (1940-1991)	24
1.1.5 La Moldavie après l'indépendance (1991 à nos jours) : Défis et opportunités	27
1.2 Les Gagaouzes – identité préservée	29
1.2.1 Les origines des Gagaouzes : une langue et une culture hors du temps	30
1.2.2 La Gagaouzie et son autonomie : Le processus menant à l'autonomie de la Gagaouzie	39
2. LES POLITIQUES LINGUISTIQUES ET LEURS EFFETS DANS LA REGION AUTONOME DE GAGAOUZIE EN REPUBLIQUE DE MOLDAVIE: IDENTITE, DIVERSITE ET DYNAMIQUES POLITIQUES ..	48
2.1 Le cadre juridique : Langue officielle, langues minoritaires et construction identitaire	49
<i>Niveau national</i>	50
<i>L'agence des relations interethniques (ARI) : Un acteur clé de la gestion de la diversité en Moldavie</i>	54
<i>Niveau régional : Le cadre juridique de la langue en Gagaouzie</i>	56
<i>Niveau international</i>	59
2.2 Pratiques et usages de la langue gagaouze	61
<i>La présence de la langue gagaouze dans l'éducation</i>	63
<i>La présence de la langue gagaouze dans le média</i>	65
<i>L'usage des langues minoritaires dans les sphères publiques et institutionnelles</i>	68
2.3 Le discours politique de Chişinău : Déclarations de la présidente Maia Sandu sur la protection de la langue et de la culture gagaouzes	70
2.4 Les initiatives de la République de Türkiye pour promouvoir la culture et la langue gagaouze	74
CONCLUSION	80
BIBLIOGRAPHIE	83

ABREVIATIONS

ARI	: Agence des Relations Interethniques
ONU	: Organisation des Nations Unies
OSCE	: Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe
RSSM	: République Socialiste Soviétique de Moldavie
RSSAM	: République Socialiste Soviétique Autonome Moldave
TIKA	: Agence Turque de Coopération et de Développement
UE	: Union Européenne
UNESCO	: Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
UTA Gagaouzie	: Unité Territoriale Autonome de Gagaouzie

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : La Carte actuelle de la République de Moldavie

Figure 2 : Le drapeau de la République de Moldavie

Figure 3 : Le premier drapeau des Gagaouzes

Figure 4 : Le drapeau actuel de UTA Gagaouzie de la République de Moldavie



Université : Université Galatasaray
Institut : Institut des Sciences Sociales
Département : Sciences Politiques
Programme : Sciences Politiques
Directeur de recherche : Doç. Dr. Hakan YÜCEL
Diplôme sollicité- Date : DEA –Janvier 2025

RESUMÉ

LES LANGUES COMME INSTRUMENTS POLITIQUES : LE CAS DE L'UNITE TERRITORIALE AUTONOME DE GAGAOUZIE -LA REPUBLIQUE DE MOLDAVIE

Bilun KONYAR

Cette étude examine le rôle des politiques linguistiques dans la construction et la préservation de l'identité gagaouze en UTA Gagaouzie, une région autonome de la République de Moldavie. Reconnue pour sa diversité ethnique, la Moldavie abrite plusieurs groupes ethniques, parmi lesquels les Gagaouzes, un groupe d'origine turque et chrétiens orthodoxes, occupent une place singulière. Leur langue, le gagaouze, constitue à la fois un marqueur identitaire et un outil de préservation culturelle face aux pressions de la modernisation et de la mondialisation.

Cette recherche s'appuie sur des cadres théoriques comme le concept de « communauté imaginée » de Benedict Anderson, l'idée de « capital linguistique » de Pierre Bourdieu, et les réflexions de David Crystal sur la mort des langues. Elle analyse le contexte historique et juridique de la région, en mettant en lumière les politiques éducatives, médiatiques et administratives mises en œuvre pour soutenir la langue gagaouze, tout en explorant les limites de leur efficacité. De plus, elle aborde les contributions de Türkiye à la promotion de la langue et de la culture gagaouzes.

Mots-Clés : Politiques Linguistiques, Identité Gagaouze
Code d'enregistrement : 911

University	: Galatasaray University
Institute	: Institute of Social Sciences
Scientific department	: Political Sciences
Programme	: Political Sciences
Supervisor	: Doç. Dr. Hakan YÜCEL
Degree Awarded and date	: MA –January 2025

ABSTRACT

LANGUAGES AS A POLITICAL INSTRUMENT: THE CASE OF THE AUTONOMOUS TERRITORIAL UNIT OF GAGAUZIA IN THE REPUBLIC OF MOLDOVA

Bilun KONYAR

This study examines the role of language policies in the construction and preservation of Gagauz identity in ATU Gagauzia, an autonomous region of the Republic of Moldova. Known for its ethnic diversity, Moldova is home to several ethnic groups, among which the Gagauz, a group of Turkish origin and Orthodox Christian, hold a unique position. Their language, Gagauz, serves both as a marker of identity and as a tool for cultural preservation in the face of modernization and globalization pressures.

This research draws on theoretical frameworks such as Benedict Anderson's concept of the "imagined community," Pierre Bourdieu's idea of "linguistic capital," and David Crystal's reflections on language death. It analyzes the historical and legal context of the region, highlighting the educational, media, and administrative policies implemented to support the Gagauz language, while also exploring the limitations of these policies. Furthermore, it addresses Türkiye's contributions to the promotion of the Gagauz language and culture.

Keywords : **Language Policies, Gagauz Identity.**
Science Code : **911**

Üniversite	: Galatasaray Üniversitesi
Enstitü	: Sosyal Bilimler Enstitüsü
Anabilim Dalı	: Siyaset Bilimi
Program	: Siyaset Bilimi
Tez Danışmanı	: Doç. Dr. Hakan YÜCEL
Tez Türü ve Tarihi	: Yüksek Lisans-Ocak 2025

ÖZET

DİLLERİN SİYASİ BİR ARAÇ OLARAK KULLANIMI: MOLDOVA CUMHURİYETİ GAGAUZ ÖZERK YERİ ÖRNEĞİ

Bilun KONYAR

Bu çalışma, Gagauzya'nın Moldova Cumhuriyeti'ne bağlı özerk bir bölge olarak, kimlik inşasında ve korunmasında dil politikalarının rolünü incelemektedir. Etnik çeşitliliğiyle tanınan Moldova, aralarında Gagauzların da bulunduğu birçok etnik gruba ev sahipliği yapmaktadır. Türk kökenli ve Ortodoks Hristiyan inancına sahip bir grup olan Gagauzlar, ülkede benzersiz bir konuma sahiptir. Dilleri olan Gagauzca, hem bir kimlik göstergesi hem de modernleşme ve küreselleşme baskıları karşısında bir kültürel koruma aracı olarak hizmet etmektedir.

Bu araştırma, Benedict Anderson'ın "hayali cemaat" kavramı, Pierre Bourdieu'nün "dilsel sermaye" fikri ve David Crystal'ın dillerin yok oluşu üzerine yaptığı çalışmalar gibi teorik çerçevelere dayanmaktadır. Çalışma, bölgenin tarihsel ve hukuki bağlamını analiz ederek Gagauz dilini desteklemek için uygulanan eğitim, medya ve idari politikaları incelemekte, aynı zamanda bu politikaların sınırlılıklarını da ortaya koymaktadır. Ayrıca, Türkiye'nin Gagauz dili ve kültürünün tanıtımına yönelik katkılarını ele almaktadır.

Anahtar kelimeler : Dil Politikaları, Gagauz Kimliği.

Bilim Dalı Sayısal Kodu : 911



INTRODUCTION

La langue est bien plus qu'un simple outil de communication ; elle constitue un vecteur d'identité sociale et culturelle, agissant comme un instrument stratégique de pouvoir politique et social.¹ Elle joue un rôle déterminant dans la transmission des valeurs culturelles, le renforcement du sentiment d'appartenance et l'intégration sociale. Ainsi, les politiques linguistiques apparaissent comme des mécanismes essentiels pour gérer la diversité ethnique et préserver les identités culturelles dans des contextes multilingues.²

Cette recherche s'intéresse au rôle des politiques linguistiques dans la construction et la préservation de l'identité gagaouze en Gagaouzie, une région autonome de la République de Moldavie. Le peuple gagaouze, d'origine turque et orthodoxe chrétien, s'efforce de sauvegarder son héritage historique et culturel. Dans ce processus, la langue gagaouze est un élément structurant de l'identité collective, servant d'outil crucial pour sa reproduction symbolique et sociale.

Dans l'étude de l'UNESCO³ sur les langues du monde en danger, le gagaouze figure parmi les dialectes turcs menacés d'extinction, aux côtés du Karaïm, du tatar de Crimée et de l'Altaï. Toutefois, le niveau de menace auquel ces dialectes sont confrontés varie. Par exemple, les dialectes Karaïm et Téléoute sont dans une situation plus critique que les dialectes gagaouze et Altaï. La principale raison en est que les Gagaouzes et les Altaïens disposent d'une autonomie.⁴

¹ BEACCO, J., FLEMING, M., GOULLIER, F., THÜRMANN, E., VOLLMER, H., avec des contributions de SHEILS, J. (2016). « Chapitre 2. Rôle de la langue dans la construction et l'utilisation des connaissances. Les dimensions linguistiques de toutes les matières scolaires Guide pour l'élaboration des curriculums et pour la formation des enseignants. » p. 19 -27, Conseil de l'Europe.

² MARTINEAU Michelle Edwige Jeanne, *La langue comme outil de construction et de revendication identitaire*, Concepts et Savoirs, 25.08.2022, dernière accès le 08.01.2025, <https://apropos.erudit.org/concepts-langue/#:~:text=Dans%20le%20but%20de%20promouvoir,l'anglais%20face%20au%20fran%C3%A7ais.>

³ UNESCO, "Atlas Des Langues En Danger Dans Le Monde 2010", <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000189451>

⁴ ARGUNŞAH Mustafa, "Gagauz Dili Ölüyor Mu?", "Gagauzca-Ruşça-Moldovanca Sözlük"ün 50. Yılına adanmış "Gagauziya: Dil, İstoriya, Kultura" adlı Halklararası Bilim-Praktika Konferentiyasının Bilim Yazıları, Komrat, 2024, pp. 30-37

La situation de la langue gagaouze se distingue par certains avantages. Les Gagaouzes disposent de leurs propres chaînes de radio et de télévision, et leur langue maternelle est enseignée dans l'enseignement primaire et secondaire. Cependant, les recherches de l'UNESCO montrent que les Gagaouzes sont répartis en plusieurs groupes en fonction des régions où ils vivent, et que les conditions linguistiques diffèrent selon ces groupes. Par exemple, la langue des Gagaouzes dispersés en Bulgarie, en Grèce, en Roumanie et dans d'autres pays est classée comme "gravement menacée". Cela s'explique principalement par le fait que le gagaouze n'est pas utilisé comme langue d'enseignement dans ces pays et qu'il a perdu son rôle de langue de communication. Parmi les causes de cette situation figurent des facteurs tels que l'évolution rapide des langues de communication, l'urbanisation croissante et la généralisation de l'éducation.⁵

Dans ce contexte, l'octroi du statut d'autonomie en 1994 a marqué une étape clé dans la protection de cette identité linguistique. La législation sur l'autonomie a introduit un cadre institutionnel reconnaissant le gagaouze, le moldave (roumain) et le russe comme langues officielles, tout en soutenant leur usage dans l'éducation, l'administration publique et les manifestations culturelles. Ce cadre légal est devenu un pilier de la préservation linguistique en Gagaouzie.

L'étude retrace l'évolution historique des politiques linguistiques en Moldavie et en Gagaouzie, en s'intéressant aux mécanismes de mise en œuvre et à leurs répercussions sur la durabilité culturelle. Elle explore également les relations linguistiques et culturelles entre Türkiye⁶ et la Gagaouzie, en soulignant les effets des politiques de renforcement identitaire.

⁵ ARGUNŞAH Mustafa, Ibidem.

⁶ La circulaire présidentielle sur l'utilisation de l'expression "Türkiye" en tant que marque a été publiée à la Gazette Officielle le 4 décembre 2021. Dans ce contexte, il est noté que l'on fera preuve de la sensibilité nécessaire pour l'utilisation de l'expression "Türkiye" au lieu d'expressions telles que "Turkey", "Turkei" et "Turquie", etc. dans toutes sortes d'activités et de correspondance, en particulier dans les relations officielles avec d'autres États et institutions et organisations internationales. Dans ce contexte, l'expression « Türkiye » a été enregistrée auprès d'organisations internationales, en particulier l'Organisation des Nations Unies (ONU). Conformément à cette circulaire, le terme « Türkiye » est utilisé à la place de « Turquie » dans cette étude.

Contexte et problématique

La Moldavie est l'un des pays d'Europe de l'Est les plus diversifiés sur le plan culturel. D'après le registre national de la population, plusieurs groupes ethniques résident sur le territoire de la République de Moldova.⁷ Selon les chiffres du dernier recensement de la population et des logements, réalisé en 2014, l'appartenance ethnique majoritaire représente un peu plus de 80 % de la population totale.⁸ Les minorités nationales les plus importantes numériquement sont les Ukrainiens (6,6 % de la population totale), les Gagaouzes (4,6 %), les Russes (4,1 %), les Bulgares (1,9 %) et les Roms (0,3 %). Cette diversité s'explique par l'installation, au fil de l'histoire, de différents groupes ethniques sur ces terres, notamment en raison de la situation géographique stratégique du pays. Si la structure multiculturelle de la Moldavie constitue une opportunité précieuse pour renforcer la cohésion sociale, elle impose également la nécessité de protéger les identités et le patrimoine culturel des groupes minoritaires. Parmi ces minorités, les Gagaouzes occupent une place significative dans la richesse culturelle du pays grâce à leur langue, leur religion et leurs traditions uniques.

La région autonome gagaouze (Gagauz Özerk Yeri), située dans le sud de la Moldavie, a obtenu un statut d'autonomie en 23 Décembre 1994 afin de garantir les droits politiques, culturels et économiques de cette communauté. Cependant, il est argumenté que des phénomènes tels que la mondialisation, l'urbanisation et les difficultés économiques conduisent à un effacement progressif de la langue et de la culture gagaouzes. Ce phénomène risque de provoquer non seulement la perte d'un héritage culturel unique, mais également un affaiblissement du caractère multiculturel de la Moldavie.

Cette étude analysera le rôle des politiques linguistiques en Gagaouzie dans la construction de l'identité sociale, en examinant leurs impacts sur la durabilité culturelle et leur capacité à préserver et revitaliser la langue et les traditions locales

⁷ Conseil de l'Europe, Comité Consultatif De La Convention cadre Pour La Protection Des Minorités Nationales Cinquième Avis Sur La République De Moldova, <https://rm.coe.int/5th-op-moldova-fr/1680acf619> p.9

⁸ D'après les résultats du recensement de la population et des logements de 2014 publiés par le Bureau national de statistique en août 2017, 73,7 % des personnes ayant répondu se sont déclarées moldaves et 6,9 %, roumaines. Dans son analyse des résultats, le Bureau national de statistique considère que « moldave » et « roumain » correspond à la même appartenance ethnique. Sur cette base, on peut estimer que la « population majoritaire » représente 80,6 % de la population totale.

face aux dynamiques contemporaines de changement social et politique. Elle s'interrogera sur la manière dont ces politiques contribuent à renforcer ou, au contraire, à fragiliser l'identité culturelle de la région dans un contexte marqué par des tensions entre intégration nationale et reconnaissance des spécificités régionales. Cette étude soutient que l'autonomie de la Gagaouzie joue un rôle crucial dans la préservation de l'identité culturelle et linguistique de la région. Un cadre juridique visant à protéger la langue et le patrimoine culturel gagaouzes existe, soutenu par une volonté politique manifeste tant du côté des autorités de Chișinău que de l'administration autonome de la Gagaouzie. Cependant, des dynamiques telles que les difficultés économiques, la mondialisation, l'accès croissant à l'éducation et l'exposition des jeunes générations à diverses influences culturelles, ainsi que certain manque dans la mise en œuvre des politiques, limitent l'efficacité de ces efforts de préservation. Par ailleurs, la protection de la langue gagaouze et du patrimoine culturel ne se limite pas à l'importance de sauvegarder une identité régionale, mais constitue également un facteur clé pour le maintien de la cohésion sociale en Moldavie, en favorisant la coexistence pacifique des diverses cultures. Le développement économique de la Gagaouzie, en particulier dans les secteurs de l'agriculture et du tourisme, pourrait contribuer non seulement à la prospérité de la région mais également au progrès économique global de la Moldavie. Enfin, le renforcement de l'autonomie de la Gagaouzie et des efforts visant à protéger la langue et les valeurs culturelles gagaouzes pourraient avoir un impact positif sur le processus d'intégration de la Moldavie à l'Union Européenne (EU). Ces initiatives offriraient un exemple concret de démocratisation, de pluralisme culturel et de développement régional, soulignant ainsi que le développement culturel et économique de la Gagaouzie revêt une importance locale, nationale et internationale.

Pour répondre à ces questions, la première partie de l'étude proposera un aperçu du contexte historique, en expliquant l'importance de la question linguistique en Moldavie et en Gagaouzie, notamment à travers l'héritage soviétique, les processus de transition post-soviétique et les revendications identitaires locales. La deuxième partie s'intéressera au cadre juridique des politiques linguistiques appliquées dans le pays et en Gagaouzie, en précisant les domaines d'application, tels que l'éducation, les médias et l'administration publique, ainsi que les principaux acteurs impliqués dans leur élaboration et leur mise en œuvre.

Le cadre théorique

Cette étude s'appuie sur plusieurs cadres théoriques complémentaires pour analyser les politiques linguistiques en Gagaouzie dans le contexte de la construction identitaire et de la préservation culturelle. En mobilisant les perspectives d'A. Smith, Benedict Anderson, Pierre Bourdieu et David Throsby, ce mémoire explore les relations complexes entre la langue, l'identité et les dynamiques sociopolitiques. Ces théories permettent de mettre en lumière non seulement les racines historiques et culturelles de l'identité gagaouze, mais également les défis contemporains liés à la mondialisation et aux rapports de pouvoir linguistique.

A. Smith soutient que les identités ethniques ne sont pas des constructions purement modernes, mais qu'elles s'enracinent dans des mémoires historiques, des mythes de l'« âge d'or », des symboles communs et des lieux sacrés.⁹ Ces éléments donnent aux communautés un sentiment d'appartenance authentique. Cependant, comme le souligne Benedict Anderson dans son concept de « communautés imaginées », ces éléments historiques et symboliques sont activés et renforcés par des outils modernes tels que la langue. Une langue commune joue un rôle unificateur en permettant aux membres d'une communauté de partager une identité collective, même s'ils n'interagissent pas directement.¹⁰

En Gagaouzie, cette interaction entre histoire, symboles et langue se reflète dans l'usage du gagaouze comme marqueur identitaire central. Depuis l'obtention du statut d'autonomie en 1994, la langue gagaouze n'a pas seulement servi de moyen de communication, mais aussi de lien symbolique rassemblant la communauté autour d'une histoire partagée et d'une aspiration à préserver son patrimoine. Ainsi, Smith et Anderson se rejoignent pour expliquer comment la langue, ancrée dans des racines historiques, devient un outil moderne de cohésion sociale et politique.

⁹ SMITH, Anthony D., *Culture, Community and Territory: The Politics of Ethnicity and Nationalism International Affairs* (Royal Institute of International Affairs 1944-), Vol. 72, No. 3, Ethnicity and International Relations (Jul., 1996), p. 445-458

¹⁰ ANDERSON B., *L'imaginaire national. Réflexion sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte&Syros, 2002.

Pierre Bourdieu élargit cette compréhension en abordant la langue sous l'angle du pouvoir et du statut social. Selon lui, la langue est une forme de « capital symbolique » : sa maîtrise et son usage influencent directement les rapports de pouvoir au sein d'une société.¹¹ Dans le cas de la Gagaouzie, les efforts pour intégrer le gagaouze dans l'éducation et l'administration visent à rehausser son statut face aux langues dominantes comme le russe ou le roumain. Cela reflète une tentative de rééquilibrer les rapports de pouvoir linguistiques et de renforcer l'identité régionale. Cependant, Bourdieu souligne également que le capital linguistique dépend de sa valorisation sociale. Ici, Bourdieu offre une clé pour comprendre pourquoi les politiques linguistiques doivent s'accompagner d'initiatives visant à augmenter la valeur perçue de la langue dans les sphères publiques et privées.

David Throsby propose un modèle holistique pour analyser la durabilité culturelle, où la langue est à la fois un patrimoine à préserver et un vecteur de transmission des valeurs. Selon lui, la durabilité culturelle repose sur trois piliers : la préservation des valeurs culturelles, la transmission aux générations futures, la continuité dans un cadre intégrant les dimensions économiques, sociales et culturelles.¹²

Ce modèle complète les perspectives de Smith, Anderson et Bourdieu en élargissant l'analyse à des enjeux à long terme. En Gagaouzie, la langue gagaouze est non seulement un outil de cohésion identitaire, mais aussi un facteur clé de durabilité culturelle. Par exemple, les programmes éducatifs, les festivals culturels et les partenariats internationaux (notamment avec Türkiye) soutiennent activement la transmission de la langue et des traditions gagaouzes. Cependant, ces efforts doivent être renforcés pour contrer les menaces posées par la mondialisation, qui favorise l'adoption des langues dominantes au détriment des langues minoritaires.

Ces cadres théoriques, lorsqu'ils sont combinés, offrent une analyse multidimensionnelle des politiques linguistiques en Gagaouzie. Smith et Anderson montrent comment la langue s'inscrit dans un processus de construction identitaire à la fois historique et moderne, tandis que Bourdieu explique comment cette langue est

¹¹ BOURDIEU Pierre, *Langage et pouvoir symbolique*, Polity Press, Cambridge, Grande Bretagne, 1991

¹² Throsby, D. (2001). *Economics and Culture*. Cambridge University Press

investie de significations sociales et politiques. Enfin, Throsby met en avant l'importance de préserver et de transmettre ce capital linguistique dans un contexte de durabilité à long terme.

Ce cadre théorique met en lumière les interactions complexes entre langue, identité et politique en Gagaouzie. Il montre que la langue ne se limite pas à une fonction utilitaire, mais qu'elle joue un rôle clé dans la construction et la pérennisation de l'identité collective. En s'appuyant sur ces perspectives, cette étude analysera comment les politiques linguistiques en Gagaouzie influencent la préservation de l'identité culturelle et la durabilité à long terme, tout en explorant les défis contemporains.

Méthodologie

Cette étude vise à analyser les implications socioculturelles, économiques et politiques de la préservation de la langue et de la culture gagaouzes dans le contexte moldave. Elle s'appuie sur une approche qualitative et interprétative, centrée sur l'analyse de contenu des sources secondaires. Cette méthode est particulièrement adaptée aux problématiques sociales et culturelles, car elle permet d'explorer les significations, les dynamiques et les enjeux sous-jacents qui ne peuvent être réduits à des données chiffrées ou purement descriptives.¹³

Les méthodes qualitatives, en se concentrant sur l'interprétation et la compréhension, privilégient une approche inductive, où les données collectées servent à développer des idées ou à identifier des patterns, plutôt qu'à tester une hypothèse préexistante.¹⁴ L'analyse de contenu, utilisée comme outil principal dans cette recherche, offre une méthode systématique pour examiner les textes afin d'identifier des thèmes, des concepts récurrents et des relations implicites. Selon Krippendorff¹⁵, cette méthode est particulièrement pertinente pour analyser les discours, les textes législatifs et les documents académiques, car elle permet d'interpréter à la fois les messages explicites et les significations sous-jacentes des contenus étudiés.

¹³ Creswell, J. W. (2013). *Qualitative Inquiry and Research Design: Choosing Among Five Approaches*. Thousand Oaks : SAGE Publications

¹⁴ Strauss, A., & Corbin, J. (1998). *Basics of Qualitative Research: Techniques and Procedures for Developing Grounded Theory*. Thousand Oaks : SAGE Publications.

¹⁵ Krippendorff, K. (2018). *Content Analysis: An Introduction to Its Methodology*. Thousand Oaks: SAGE Publications

Dans le cadre de cette étude, l'analyse de contenu a été appliquée à une série de documents stratégiques et académiques, notamment : les textes législatifs moldaves concernant l'autonomie de la Gagaouzie et la protection des minorités linguistiques ; les discours politiques des dirigeants moldaves sur la langue et la culture gagaouzes ; et des rapports internationaux, tels que ceux de l'UNESCO et du Conseil de l'Europe, relatifs aux droits des minorités et à la préservation du patrimoine culturel. Ces données ont été enrichies par un examen approfondi de la littérature académique existante, incluant des ouvrages et des articles portant sur l'histoire, la culture et les politiques linguistiques en Gagaouzie.

La combinaison de ces différentes sources a permis de structurer l'analyse autour de plusieurs thèmes clés : la préservation linguistique et culturelle, les tensions identitaires entre intégration nationale et régionalisme, et les défis liés à la durabilité culturelle dans un contexte globalisé. Par ailleurs, en croisant les données issues de différentes catégories de sources, l'étude a pu garantir une triangulation méthodologique, assurant ainsi la validité et la fiabilité des résultats.¹⁶

Cependant, l'approche adoptée présente certaines limitations. L'absence de collecte de données primaires, comme des entretiens ou des enquêtes sur le terrain, limite l'accès aux perceptions directes des acteurs locaux. Cette contrainte a été compensée par une analyse approfondie des discours et des textes disponibles, ainsi que par l'intégration de perspectives historiques et contextuelles. Une autre limite réside dans la dépendance aux sources secondaires, ce qui peut influencer l'originalité de certaines interprétations. Malgré cela, l'utilisation d'une méthodologie qualitative basée sur l'analyse de contenu reste le choix le plus pertinent pour répondre aux objectifs de cette étude, car elle permet d'explorer des questions complexes à l'intersection des politiques linguistiques, de l'identité et de la durabilité culturelle.

¹⁶ Denzin, N. K., & Lincoln, Y. S. (Eds.). (2011). *"The SAGE Handbook of Qualitative Research. Thousand Oaks"* : SAGE Publications.

En somme, cette méthodologie offre un cadre cohérent pour examiner comment les politiques linguistiques en Gagaouzie interagissent avec les dynamiques sociopolitiques et historiques de la Moldavie, tout en fournissant une base solide pour interpréter les défis et les opportunités liés à la préservation de la langue gagaouze.

Plan de l'étude

Cette étude s'organise en plusieurs parties complémentaires. Tout d'abord, elle examine le contexte historique et sociopolitique de la Moldavie, en retraçant les grandes étapes de son histoire et en mettant en lumière la place des Gagaouzes dans cette dynamique. Ensuite, l'attention se porte sur les origines ethniques et historiques des Gagaouzes, ainsi que sur les événements ayant conduit à la création de l'autonomie de la Gagaouzie en 1994.

Par la suite, l'étude analyse le cadre juridique relatif à la langue et à la culture gagaouzes, en explorant les lois nationales et régionales, ainsi que les déclarations des acteurs politiques moldaves. Enfin, elle évalue les pratiques actuelles et les recommandations internationales, tout en soulignant le rôle des acteurs extérieurs, notamment celui de la Türkiye, dans la préservation de la langue gagaouze.

1. CONTEXTE HISTORIQUE

L'étude du contexte historique de la Moldavie et de la Gagaouzie revêt une importance cruciale pour comprendre les dynamiques sociopolitiques et culturelles qui ont façonné l'identité gagaouze et influencé les politiques linguistiques dans la région. En effet, l'histoire complexe de la Moldavie, marquée par des périodes de domination ottomane, russe, roumain et soviétique, a laissé une empreinte profonde sur la structure ethnique et linguistique du pays. Ce passé multiculturel et multilingue a non seulement déterminé les rapports de pouvoir entre les groupes ethniques, mais a également influencé les débats contemporains sur l'autonomie, la diversité culturelle et la préservation des langues minoritaires.

La Gagaouzie, en tant que région autonome, constitue un cas unique dans ce cadre historique. Peuplée par les Gagaouzes, un groupe ethnique d'origine turque et chrétienne orthodoxe, elle illustre les tensions et les compromis entre identité ethnique, appartenance nationale et intégration régionale. L'obtention de l'autonomie en 1994 représente un tournant décisif dans la reconnaissance des droits culturels et linguistiques des Gagaouzes, tout en soulignant les efforts de la Moldavie pour concilier unité nationale et respect des diversités.

L'analyse du contexte historique permet ainsi de mettre en lumière les facteurs ayant conduit à la formation de l'identité gagaouze et à sa revendication d'autonomie. Elle offre également un cadre d'interprétation pour évaluer l'impact des politiques linguistiques mises en place et leur rôle dans la préservation de cette identité face aux défis contemporains, notamment la mondialisation, les migrations et les influences géopolitiques.

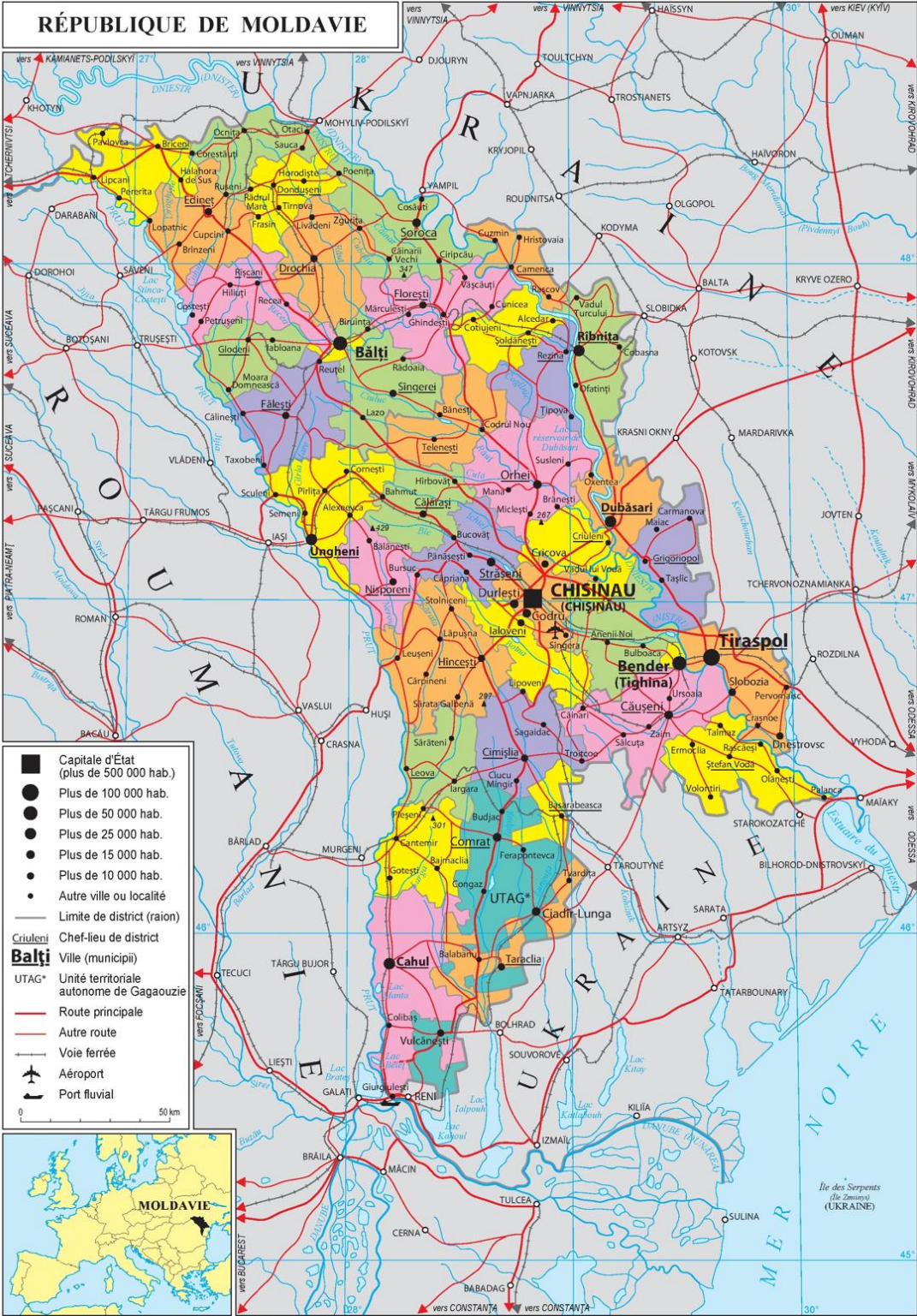


Figure 1 : La carte actuelle de la République de Moldavie

1.1. L'histoire de la Moldavie

Ce chapitre consacré à l'histoire de la Moldavie vise à fournir un cadre historique essentiel pour comprendre la position culturelle et politique des Gagaouzes. Située à un carrefour stratégique, la Moldavie a été façonnée au fil des siècles par l'influence de nombreux groupes ethniques et empires successifs. Ce passé complexe constitue non seulement la base de la structure socioculturelle moldave contemporaine, mais il a également préparé le terrain pour les luttes des minorités visant à préserver leur identité. En particulier, la préservation de communautés culturellement distinctes, telles que les Gagaouzes, est intimement liée aux héritages laissés par ces processus historiques et transformations politiques.

Ce chapitre explore les dynamiques de transformation de la Moldavie, depuis le Royaume des Daces jusqu'à l'époque moderne, sous les dominations ottomanes, russe, roumain et soviétique. Il analyse également les luttes pour l'indépendance au XXe siècle et les revendications d'autonomie formulées par les groupes ethniques. Ce contexte historique permet d'expliquer pourquoi les Gagaouzes ont revendiqué un statut d'autonomie et en quoi leurs efforts pour préserver leur langue et leur culture contribuent à la richesse multiculturelle et à la stabilité sociale de la Moldavie.

1.1.1 La principauté de Moldavie (1359-1812) : Fondements historiques d'une identité moldave

Le territoire aujourd'hui connu sous le nom de Moldavie est situé entre les fleuves Prut et Dniestr, historiquement désigné sous le nom de Bessarabie. Sous l'Empire ottoman, cette région portait le nom de Bogdan.¹⁷ Située à un carrefour stratégique en Europe de l'Est, la Moldavie a longtemps été un lieu de rencontres et de conflits entre diverses civilisations, empires et influences culturelles.

Dans l'Antiquité, la région était habitée et gouvernée par des tribus Thraces avant de passer sous le contrôle du royaume de Dacie. Fondé au début du Ier siècle avant J.-C. par des Thraces occupant une vaste région englobant la Moldavie et la Roumanie actuelles, le royaume de Dacie a atteint son apogée sous le règne du roi Burebista en 82 avant J.-C. Toutefois, dès 87 après J.-C., les Daces se heurtèrent aux ambitions expansionnistes de l'Empire romain. En 107 après J.-C., les armées de

¹⁷ ARAT Ender, "Moldova-Gagauziya Anıları", Tarihçi Kitabevi, Mai 2021, Istanbul, p. 43

l'empereur romain Trajan triomphèrent des Daces, intégrant leur territoire dans l'Empire romain comme province. Pour commémorer cette victoire, un monument emblématique, la colonne de Trajan, fut érigée à Rome.¹⁸

Grâce à ses riches ressources minières, notamment ses gisements d'or et d'argent situés autour des monts Apuseni (dans l'actuelle Roumanie), cette région devint une des provinces les plus convoitées de l'Empire romain. De nombreux colons romains s'y installèrent, contribuant ainsi à la latinisation de la région. C'est dans ce contexte que le latin devint la langue véhiculaire, donnant naissance à ce qui deviendra la langue roumaine ou moldave.¹⁹

Les Romains, présents dans la région jusqu'en 271 après J.-C., furent contraints de s'en retirer face aux invasions des Goths. Par la suite, la région subit une succession de conquêtes par des peuples tels que les Huns, les Avars et les Slaves. Entre le IXe et le XIe siècle, une grande partie du territoire correspondant à la Roumanie actuelle fut intégrée au premier État bulgare, avant d'être envahie par les Hongrois, les Petchenègues, les Coumans et les Tatars.²⁰

Le premier État fondé par les Moldaves fut la Principauté de Moldavie, établie en 1352 sous la direction de Dragoș. Dimitri Cantemir, écrivain et érudit moldave (1673-1723) qui fut également prince de Moldavie en 1710 sous l'autorité ottomane, relate cette fondation dans son ouvrage *Descrierea Moldovei*.²¹ Selon une légende consignée dans ce texte, la création de l'État moldave résulterait d'un incident survenu lors d'une partie de chasse.

Au début des années 1300, Dragoș, un voïvode roumain vivant à l'ouest des Carpates, aurait traversé les montagnes pour chasser dans une région boisée. Lors de cette chasse, il rencontra un aurochs près d'un ruisseau. En lâchant ses chiens pour poursuivre l'animal, son chien préféré, « Molda », se noya dans le torrent. En hommage à son fidèle compagnon, Dragoș donna au cours d'eau le nom de « Moldavie » et adopta la tête de l'aurochs comme emblème de sa principauté. Cette symbolique

¹⁸ ARAT Ender Arat, Ibidem.

¹⁹ ARAT Ender Arat, Ibidem.

²⁰ ARAT Ender Arat, Ibidem

²¹ CANTEMIR Dimitrie, *Descrierea Moldovei*,
https://cantemir.asm.md/files/u1/descrierea_moldovei.pdf

perdure encore aujourd'hui. Sur le drapeau actuel de la Moldavie, la bande jaune centrale représente un aurochs dans un bouclier situé sur la poitrine de l'aigle des armoiries de l'État moldave. Ce même emblème figure également dans les armoiries de l'État roumain.



Figure 2 : Le drapeau de la République de Moldavie

La Moldavie : Entre légende et histoire

Charles King²², en évoquant la légende de Dragoș, souligne que cette histoire a été utilisée par les historiens moldaves pour affirmer les droits des roumanophones sur les terres situées à l'est des Carpates. Selon cette légende, Dragoș n'aurait rencontré qu'une seule personne au cours de son périple, laissant entendre que ces terres étaient largement inoccupées. Toutefois, il est bien établi qu'au XIV^e siècle, cette région abritait une population composite, composée de Hongrois, de Tatars, de Coumans et de Valaques.²³

À cette époque, bien qu'il existât de petites principautés valaques dans la région, les historiens ne faisaient pas référence à ces territoires comme à une "Valachie" avant le XIII^e siècle. Auparavant, on les désignait sous les noms de Patzinakia ou Kumania²⁴, en raison de la domination des tribus turques des Petchénègues et des Coumans dans la région du bas-Danube.

S'appuyant sur cette légende, King affirme que la Principauté de Moldavie aurait été fondée par un prince valaque originaire de Maramureș, dans le nord de la Transylvanie, sous la suzeraineté de Louis I^{er} d'Anjou, roi de Hongrie.²⁵ Au début des

²² KING Charles, *"The Moldovans, Romania, Russia, and the politics of Culture, Studies of Nationalities"*, Stanford University, Stanford, California, 1999, p.71

²³ BRĂȚIANU Gheorghe I., *"Tradiția istorică a descălecatului Moldovei în lumina nouelor cercetări"*, *Analele Academiei Române, Memoriile Secțiunii Istorice* 27, no. 1 (1944–45), p.24

²⁴ SPÎNEÎ Victor, *"Moldavia in the 11th-14th Centuries"*, (Bucharest: Editura Academiei Republicii Socialiste Romania, 1986), p. 25-28

²⁵ KING Charles, *Ibid.* p. 73

années 1340, les Valaques de Maramureș commencèrent à revendiquer leur indépendance. Vers la fin des années 1350, un État moldave distinct émergea sous la direction du voïvode valaque Bogdan, qui entreprit d'étendre son influence à l'est des Carpates.²⁶ C'est à partir de cette période que les termes « valaque » et « moldave » commencèrent à être utilisés pour désigner les habitants de la région.²⁷

L'émergence des termes « valaque » et « moldave » pour désigner les habitants de la région a marqué une étape cruciale dans la formation d'identités politiques et culturelles distinctes. Cette distinction a non seulement consolidé l'autonomie des principautés de Moldavie et de Valachie, mais elle a également jeté les bases des revendications territoriales et historiques qui ont façonné les dynamiques ethniques et politiques de la région dans les siècles suivants.

La consolidation de la principauté moldave

La Principauté de Moldavie se renforça sous le règne de deux princes majeurs : Alexandru cel Bun (1400-1432) et Ștefan cel Mare (1458-1504). Sous Alexandru cel Bun, les institutions moldaves furent solidifiées et les frontières défendues contre les incursions des Ottomans et des Hongrois. Sous Ștefan cel Mare, la principauté atteignit son apogée. Ștefan devint célèbre pour ses victoires contre les Ottomans et ses efforts pour préserver l'indépendance moldave.²⁸

En 1455, alors que Mehmet II, dit le Conquérant, progressait dans les Balkans après la prise d'Istanbul, le voïvode Petru Aron s'assura la loyauté des Ottomans en leur versant un tribut de 2 000 ducats d'or. Toutefois, Ștefan cel Mare, qui accéda au pouvoir après Petru Aron, refusa rapidement de continuer ce paiement. En réponse, Mehmet II, le Conquérant, envoya ses troupes, déjà affaiblies par les batailles en Albanie, sous le commandement de Hadım Süleyman Pacha, Beylerbeyi de Roumélie. En 1475, Ștefan infligea une défaite à l'armée ottomane près de Vaslui, aidé par des contingents hongrois et polonais.²⁹ Cette victoire fit de lui un symbole de la résistance européenne face à l'expansion ottomane.

²⁶ DELETANT Dennis, "Moldavia between Hungary and Poland, 1347-1412," Slavonic and East European Review 64, no.2 (1986): p.187-211.

²⁷ KING Charles, Ibid. p. 74

²⁸ KING Charles, Ibid. p. 76-77

²⁹ ARAT Ender, Ibidem, p. 44

L'importance de Ștefan cel Mare est encore visible aujourd'hui. L'avenue principale de Chișinău, capitale de la Moldavie, porte son nom, tout comme de nombreux lieux et rues à travers le pays. Un monument à son effigie trône également sur cette avenue. Par ailleurs, l'épée de Ștefan cel Mare est conservée dans la collection des armes et armures du palais de Topkapı à Istanbul.

Malgré la victoire moldave de Vaslui, Mehmet le Conquérant répliqua en 1476 lors de la bataille de Războieni, après avoir consolidé son contrôle sur la Crimée et Kefe. Bien que Ștefan cel Mare fût défait, les Ottomans ne purent établir une occupation durable en Moldavie. Conscient que les conflits répétés épuisaient son pays, Ștefan signa finalement un traité de paix avec les Ottomans en 1484, acceptant de leur payer un tribut annuel.³⁰ Après la mort de Ștefan cel Mare, la Moldavie perdit progressivement son autonomie. En 1538, elle passa sous la domination directe de l'Empire ottoman sous le règne de Soliman le Magnifique. Tout comme la Principauté de Valachie, la Moldavie conserva une certaine autonomie interne, bien que ses voïvodes fussent nommés par le sultan parmi les princes locaux.³¹

À partir du XVIII^e siècle, alors que la Russie devenait une puissance majeure dans les Balkans, le territoire de la Bessarabie (incluant la Moldavie et la Roumanie actuelles) devint un enjeu stratégique entre l'Empire ottoman et la Russie. En 1711, la rébellion de Dimitrie Cantemir, prince de Moldavie, en alliance avec le tsar Pierre I^{er}, permit à la Russie de gagner en influence dans la région. Après l'échec de cette rébellion, l'Empire ottoman mit fin au statut de vassal de la Moldavie et nomma des souverains grecs issus de la communauté Phanariote. L'ouvrage de King indique que ces princes grecs, appelés Phanariotes, ont affaibli l'autonomie de la Moldavie en adoptant un style d'administration controversé.³² La guerre russo-ottomane de 1768-1774 et le traité de « Küçük Kaynarca » marquèrent une nouvelle étape dans l'affaiblissement de l'Empire ottoman. Ce traité permit à la Russie de se poser en protectrice des sujets orthodoxes de l'Empire ottoman, accroissant ainsi son influence sur la Moldavie.

³⁰ ARAT Ender, Ibidem, p. 44

³¹ KING Charles, Ibid. p. 78

³² KING Charles, Ibid, p.50

Finalement, à l'issue de la guerre russo-ottomane de 1806-1812, le traité de Bucarest céda à la Russie la partie orientale de la Bessarabie, située à l'est du Prut. Ce démembrement territorial marqua une étape clé dans la séparation entre la Moldavie et la Roumanie actuelles.

1.1.2 La Bessarabie (1812-1918) : Un champ de tensions géopolitiques et de transformations ethniques

Le terme « Bessarabie », dérivé du nom du prince valaque Basarab, désignait à l'origine uniquement la partie méridionale du territoire situé entre le Prut et le Dniestr. Cependant, après l'annexion de cette région par la Russie tsariste en 1812, l'ensemble du territoire compris entre ces deux fleuves fut désigné sous ce nom. Aujourd'hui, la totalité de la Bessarabie ne fait pas partie de la République de Moldavie : ses parties nord et sud furent intégrées à la République socialiste soviétique d'Ukraine par Staline en 1940 et appartiennent aujourd'hui à l'Ukraine.

Évolution démographique

Selon les recensements officiels du XIXe siècle, la composition ethnique de la population de la Bessarabie a connu une évolution significative, marquée par une diversification progressive due notamment à la politique tsariste. En 1817, la région comptait 482 000 habitants, dont environ 419 000 Roumains/Moldaves (86 %), 36 000 Ukrainiens et Russes (8 %), 3 000 Grecs (0,7 %), 2 600 Arméniens (0,6 %) et 2 400 Gagaouzes et Bulgares (0,5 %). En 1862, la population avait presque doublé, atteignant 915 000 habitants, avec une proportion de 600 000 Roumains/Moldaves (66,4 %), 156 000 Ukrainiens et Russes (15,7 %), 48 000 Gagaouzes et Bulgares (5,2 %), 24 000 Allemands (2,6 %) et 2 000 Arméniens (0,2 %). Ces chiffres illustrent une transformation démographique notable, marquée par l'arrivée de nouveaux groupes ethniques encouragées par la politique tsariste dans la région.³³

³³ NIȘTOR I., "*Istoria Basarabiei*", București, 1991, p. 203. CÎACHÎR N., "*Basarabia sub stapinire tarista (1812-1917)*", București, 1992, p. 31. DÎMA N., "*From Moldavia to Moldova. The Soviet-Romanian territorial Dispute*", New York, 1991, p. 29, tableau no 2.

Les reformes impériales en Bessarabie

En 1818, le tsar Alexandre Ier, dans une volonté de faire de la Bessarabie un modèle pour les chrétiens orthodoxes de l'Empire ottoman, accorda à cette région un large degré d'autonomie. Inspiré par les politiques d'autonomie mises en place dans le Grand-Duché de Finlande, le Royaume de Pologne et la Géorgie, Alexandre Ier suivit également les recommandations de son conseiller pour les affaires du Proche-Orient, le comte Ioannis Kapodistrias.³⁴ Cette autonomie fut en partie le résultat des efforts de Gavril Bănulescu-Bodoni, un important prélat orthodoxe moldave. Bănulescu-Bodoni³⁵, nommé à la tête de l'archevêché de Bessarabie, plaida pour la création d'un épiscopat distinct, une demande qui fut approuvée par le tsar. Il fut également à l'origine de la mobilisation des boyards locaux pour demander l'établissement d'un gouvernement civil fondé sur le droit coutumier moldave.³⁶ Ces demandes furent prises en compte par le tsar, qui proclama la loi organique sur le gouvernement provisoire le 29 avril 1818 à Chișinău.³⁷ Les dispositions de cette loi incluaient la création d'un Conseil suprême composé de onze membres, avec des pouvoirs exécutifs, législatifs et judiciaires comparables à ceux de la Cour de la Principauté de Bogdan, le maintien des divisions administratives locales, l'usage de la langue roumaine dans l'administration, l'élection des gouverneurs régionaux par la noblesse locale.³⁸

Cette autonomie, qui contribua au développement institutionnel et culturel de la Bessarabie, prit fin en 1828, après l'assassinat du tsar Alexandre Ier. Son successeur, le tsar Nicolas Ier, mit en place un nouveau statut pour la région le 29 février 1828. Ce statut abolit l'autonomie et subordonna la Bessarabie à la vice-royauté de Nouvelle Russie (Novorossisk), une région située à l'est du Dniestr. Les principales réformes entreprises sous Nicolas Ier incluaient l'introduction des règlements administratifs russes dans les institutions locales, l'usage exclusif de la langue russe dans

³⁴ BRATIANU G.I., "*Basarabia, Drepturi nationale si istorice (editie ingrijita si note de F. Rotaru)*", Bucuresti, 1995, pp.29-30. MORARU A., "*Istoria romanilor. Basarabia si Transnistria. 1812-1993*", Chisinau, 1995, pp. 14-17. JEWSBURY G. F., "*The Russian Annexation of Bessarabia : 1774- 1828. A Study of Imperial Expansion, Boulder*", 1976, pp. 119-154. SAUNDERS D., "*Russia in the Age of Reaction and Reform, 1801-1881*", London- New York, 1992, pp. 82-84.

³⁵ Il est déclaré "Saint" par l'Eglise orthodoxe de Moldove en 2016.

³⁶ NISTOR I., Ibid.

³⁷ RUZE Alain, "*La Moldova entre La Roumanie et La Russie, De Pierre le Grand a Boris Eltsin*",

L'Harmattan, 1997, Paris, p. 68-69

³⁸ RUZE Alain, Ibid.

l'administration et la magistrature, la transformation du Conseil suprême en un simple conseil provincial avec des pouvoirs très limités.³⁹

Au cours de la guerre russo-ottomane de 1828-1829, la Russie occupa à nouveau la Valachie et Bogdan. Cette occupation se prolongea après la signature du traité d'Andrinople (Edirne Antlaşması) en 1829, qui affaiblit considérablement la souveraineté de l'Empire ottoman sur ces régions. La Russie maintint sa domination sur la Valachie et la Moldavie jusqu'en 1854, au début de la guerre de Crimée. Pendant cette période de 25 ans, le contrôle russe affaiblit l'autonomie des principautés, intensifiant les tensions sociales et politiques.⁴⁰

En Bessarabie, l'abolition de l'autonomie locale et l'imposition de la langue russe conduisirent à une perte de l'identité moldave/roumaine au sein de l'administration, tout en favorisant la russification des élites locales. Ces changements contribuèrent à l'évolution démographique et à l'émergence de nouvelles tensions ethniques et sociales qui marquèrent durablement l'histoire de la région.

Le retour à l'Empire Ottoman et les transformations post-Crimée (1856-1871)

Après la guerre de Crimée, qui a commencé en 1853 et s'est terminée par le traité de Paris le 30 mars 1856, la Valachie et le Bogdan (région correspondant en partie à la Moldavie actuelle) furent officiellement rendus à l'Empire ottoman. Cependant, cette restitution s'accompagna de garanties internationales accordées par l'Angleterre, la France et l'Autriche. Ces puissances s'engagèrent à garantir que chaque territoire disposerait d'une assemblée nationale indépendante et que leurs affaires intérieures resteraient à l'abri de toute ingérence étrangère.

Le 6 janvier 1857, les frontières entre la Russie et la Bogdan furent redéfinies. Les régions de Cahul, Bolgrad et Ismail, situées au sud de la Bessarabie, passèrent sous l'administration de la Bogdan, tandis que Comrat, le centre des Gagaouzes, resta sous contrôle russe, la totalité du Delta revenait à l'Empire Ottoman qui, de plus occupait l'Ile des Serpents.⁴¹ Dans les territoires retournés aux principautés roumaines,

³⁹ RUZE Alain, Ibidem.

⁴⁰ ARAT Ender, "Moldova Gagauziya Anıları", Tarihçi Kitabevi, 2021, İstanbul, p. 47.

⁴¹ RUZE Alain, Ibidem, p. 77

les autorités mirent en place des écoles de langue roumaine pour contrer l'influence culturelle russe. De plus, l'église locale fut affiliée au patriarcat de Bucarest.⁴²

Cependant, cette relative autonomie fut de courte durée. Après le retour de la Bessarabie méridionale à la Russie en 1878, suivi du conservatisme croissant de la politique russe après 1881, la région perdit progressivement l'autonomie politique et culturelle qu'elle avait brièvement connue. En 1871, la Bessarabie fut transformée en "province russe" (guberniia), marquant son intégration complète dans l'Empire russe.⁴³

L'union avec la Roumanie

Environ trois ans après le traité de Paris, un tournant décisif eut lieu dans l'histoire de la région. Le 5 janvier 1859, Alexandru I Cuza fut élu prince par l'assemblée du Bogdan, suivi par son élection en Valachie le 24 janvier de la même année. Cette double élection permit une unification "de facto" des administrations des deux territoires. Cette union partielle rappelait l'unité brève réalisée sous Michel le Brave au XVI^e siècle, regroupant la Valachie, le Bogdan et la Transylvanie (Erdel). Elle fut officiellement reconnue par l'Empire ottoman le 2 décembre 1861.⁴⁴ À partir de 1862, cette entité fut connue sous le nom de "Principautés unies de Roumanie". Entre 1866 et 1881, elle prit officiellement le titre de "Principauté de Roumanie".⁴⁵

Au début de la guerre russo-turque, le 16 avril 1877, un accord fut signé à Bucarest entre la Principauté de Roumanie et l'Empire russe. Cet accord autorisait les troupes russes à traverser le territoire roumain à condition de respecter l'intégrité territoriale du pays. Peu après, le 21 mai 1877, l'Assemblée roumaine déclara officiellement l'indépendance de la Roumanie, une décision entérinée par le prince Carol I^{er}. Après la victoire de la Russie contre l'Empire ottoman, la Roumanie obtint son indépendance par le traité de Berlin en 1878. Après avoir obtenu son indépendance de la Sublime Porte en 1878, la Roumanie s'est transformée en royaume dynastique en 1881, ce qui a mis encore plus l'accent sur la question de l'identité roumaine de la Bessarabie et de sa grande importance territoriale. Cependant, la Russie refusa de

⁴² KING Charles, Ibidem, p. 95

⁴³ KING Charles, Ibidem, p. 96

⁴⁴ BERINDEI D., « *L'Union des Principautés roumaines, Bucarest, 1967, Id. Constitution d'un Etat national européen : la Roumanie* », p.5-12.

⁴⁵ ARAT Ender, Ibidem, p.48

restituer la Bessarabie orientale, située entre le Prout et le Dniestr, annexée dès 1829. Cette région, aujourd'hui identifiée comme la Moldavie, resta sous domination russe jusqu'en 1917.⁴⁶

En 1906, lors des premières élections de la Douma d'État russe, Ion Pelivan et Pantelimon Halippa, fondateurs de la Société pour la culture nationale moldave, ont encouragé plusieurs nobles à financer un journal jouant un rôle culturel clé dans la diffusion d'un message de réveil national destiné aux paysans de Bessarabie. En mai 1906, le tout premier journal roumain utilisant l'alphabet cyrillique a commencé à publier des articles bihebdomadaires. Intitulé *Basarabia*, il se présentait comme une gazette nationale-démocratique dont les articles réclamaient une réforme agraire, l'autonomie, l'auto-gouvernement de la Bessarabie, ainsi que l'introduction de la langue moldave dans les écoles et les structures administratives. Cependant, après la publication, dans son numéro du 1er mars 1907, du poème « *Deșteaptă-te, române!* »⁴⁷ (littéralement : Roumain, réveille-toi !), un ordre officiel a contraint la rédaction à fermer.⁴⁸ La fermeture de *Basarabia* a contribué à la montée des forces politiques de droite. Toutefois, le groupe nationaliste actif à Iași est parvenu à relancer le journal en 1913.

En mai 1913, les fondateurs de la Société pour la culture nationale moldave ont lancé une nouvelle initiative culturelle avec la création de Cuvântul Moldovenesc (littéralement : La parole moldave). Ce journal, d'abord bimensuel puis hebdomadaire, était publié en caractères cyrilliques et latins. Il visait à éclairer le peuple moldave et à défendre ses intérêts.⁴⁹ Les bouleversements provoqués par la Première Guerre mondiale, l'effondrement du régime tsariste et l'ascension des bolcheviks ont conduit à un statut incertain pour la province de Bessarabie. Ce contexte a favorisé les aspirations des dirigeants du réveil national en Bessarabie, notamment ceux du Parti National et des intellectuels regroupés autour de Cuvântul Moldovenesc.

⁴⁶ ARAT Ender, Ibidem, p.48

⁴⁷ Ce poème est aujourd'hui l'hymne national de la Roumanie et a également été l'hymne national de la Moldavie entre 1991 et 1994. L'hymne national actuel de la Moldavie s'appelle « Limba Noastră » (Notre langue). « Limba Noastră » est un poème écrit en 1917 par Alexei Mateevichi, qui a œuvré pour la libération nationale de la Bessarabie. Le poème appelle le peuple à revitaliser sa langue maternelle. Le poème ne fait pas référence à la langue par son nom ; elle est poétiquement appelée «notre langue»

⁴⁸ BOBEÎCĂ Alexandru, “*Sfatul Țării: Stîndard al renașterii naționale*” (Chisinau: Universitas, 1993), pp. 8-11.

⁴⁹ KING Charles, Ibidem, p.52

Du 23 au 27 octobre 1917, dans un contexte de troubles révolutionnaires en Russie, le conseil militaire de Bessarabie proclama l'autonomie de la région et établit le Conseil de pays (Sfatul Tarii) comme organe législatif. Ce dernier comptait 156 députés, principalement moldaves, mais aussi issus de diverses minorités (ukrainienne, juive, russe, allemande, bulgare, arménienne, polonaise et grecque).⁵⁰

Le 16 décembre 1917, le Sfatul Tarii proclama la création de la République Démocratique de Moldavie, sous l'autorité de la République Fédérative de Russie. Cependant, des tensions surgirent rapidement. L'Ukraine, qui venait de déclarer son autonomie, revendiqua les régions sud (Akkirman) et nord (Khotin) de la Bessarabie. Par ailleurs, l'anarchie régnant dans l'armée russe, combinée à des raids bolcheviques et bandits armés, poussa la Moldavie à demander une intervention militaire roumaine. Le 24 janvier 1918, l'armée roumaine entra en Moldavie. Peu après, dans un contexte marqué par le retrait des bolcheviks et les menaces d'annexion ukrainiennes, la République démocratique de Moldavie déclara son indépendance.⁵¹

La présence de l'armée roumaine en Moldavie contribua à renforcer les partisans de l'unification avec la Roumanie.⁵² Le Sfatul Tarii vota le 9 avril 1918 en faveur de l'union avec 86 voix pour, 3 contre et 36 abstentions. Cet acte marqua le début d'une unification officielle entre la Roumanie et la Moldavie, consolidée par un traité. Cette union, réalisée dans le contexte des bouleversements de la révolution bolchevique, resta en place jusqu'à la Seconde Guerre mondiale.

1.1.3 La Moldavie (1918-1940) : Unification, identité et transformations politiques

Le 1er décembre 1918 marque l'unification de la Transylvanie avec le royaume de Roumanie, donnant naissance à la Grande Roumanie, qui comprenait également la Bucovine, le Maramureș, la Crișana, une partie du Banat, l'ancienne Bessarabie russe et la Dobroudja bulgare.⁵³ Cependant, la seule acquisition territoriale non garantie par des traités internationaux était la Bessarabie. Bien que plusieurs cycles de négociations

⁵⁰ NISTOR Ion, *"Istoria Basarabiei"*, (Bucharest: Editura Humanitas, 1991), p. 281

⁵¹ RUZÉ Alain, Ibidem, p. 113-117

⁵² GHÎBU Onisifor, *"Pe baricadele vieții: În Basarabia revoluționară (1917-1918): Amintiri"* (Chisinau: Universitas, 1992), p. 568.

⁵³ KING Charles, Ibidem, p.86

aient eu lieu dans les années 1920 et 1930, aucune reconnaissance juridique formelle de l'intégration de la Bessarabie à la Roumanie n'a été obtenue.⁵⁴

Cette annexion a été perçue par la Russie soviétique comme une tentative d'exploitation d'un moment de faiblesse, au cours duquel les ouvriers et les paysans de la Bessarabie n'avaient pas été consultés sur leur sort.⁵⁵ En réponse, l'Union soviétique a soutenu la création, en 1919, d'une « République Socialiste Soviétique de Bessarabie », proclamée en exil à Odessa. Cependant, cet État n'a jamais existé de facto et servait principalement à des fins de propagande.

Sur le plan intérieur, la Roumanie a mis en place des réformes agraires en 1918 et 1920, redistribuant plus de la moitié des terres agricoles à la population rurale. Des efforts considérables ont également été déployés pour améliorer l'éducation, développer l'alphabétisation en roumain et renforcer l'identité nationale dans cette région.⁵⁶ Néanmoins, en 1930, malgré une hausse du taux d'alphabétisation à environ 30 %, la Bessarabie restait l'une des régions les moins développées du royaume. Son infrastructure demeurait rudimentaire et l'accès aux services publics, tels que l'électricité et la santé, était limité.⁵⁷

En 1930, la Bessarabie comptait une population mixte : 352 000 Russes, 314 000 Ukrainiens et 205 000 Juifs.⁵⁸ Ces groupes, souvent perçus comme vulnérables à l'influence soviétique, faisaient l'objet d'une surveillance étroite par les autorités roumaines.⁵⁹ Cependant, face aux assauts allemands et soviétiques contre la Pologne en septembre 1939, le gouvernement roumain a commencé à répondre aux doléances exprimées, dans le but de coopérer avec les dirigeants des communautés slaves. Afin d'atténuer les tensions, des mesures ont été adoptées à partir de 1939, telles que

⁵⁴ DOBRÎNESCU Valeriu Florin, *"The Diplomatic Struggle over Bessarabia"* Iasi: Center for Romanian Studies, 1996).

⁵⁵ KING Charles, Ibidem, p.88

⁵⁶ NÎSTOR Ion, *Istoria Basarabiei* (Bucharest: Humanitas, 1991), p. 317, 322.

⁵⁷ NÎSTOR, Ion Ibidem, p. 309

⁵⁸ MĂNUÎLĂ Sabin, *"Studiu etnografic asupra populației României (Bucharest: Editura Institutului Central de Statistică"*, 1940, p. 34-35, 38-39.

⁵⁹ Letter from Director General of Police, Chisinau, to Minister of Interior, October 20, 1921, ANR-DAIC, f.Ministerul Instrucțiunii, d. 273/1921, f. 17; Report by Gh. Teodorescu, inspector in Suceava județ, March 11, 1920, ANR-DAIC, f. Ministerul Instrucțiunii, d. 305/1920, p. 4-5.

l'introduction de cours en russe et en ukrainien, la réouverture de bibliothèques russes et l'autorisation de services religieux dans ces langues.⁶⁰

Parallèlement, l'Union soviétique poursuivait ses tentatives pour reprendre la Bessarabie. En 1924, les Soviétiques ont créé la République Socialiste Soviétique Autonome de Moldavie (RSSM) sur la rive gauche du Dniestr, dans l'Ukraine Soviétique. La RSSM représentait moins de 2 % de la superficie totale et de la population de l'Ukraine, où les Ukrainiens formaient environ 49 % de la population de la République, les Moldaves moins de 33 %, les Russes 9 %, les Juifs 8 % et les Allemands 2 %. Cette entité visait à cultiver une identité moldave distincte et servait de base pour revendiquer la Bessarabie.⁶¹ La politique linguistique y jouait un rôle clé: d'abord, l'alphabet cyrillique fut utilisé, puis remplacé par l'alphabet latin en 1932, avant d'être rétabli en 1938 dans le but de marquer une rupture avec l'identité roumaine. Ce processus visait à construire une langue moldave séparée, tout en exploitant les différences dialectales régionales.⁶²

Les tensions ont culminé après le pacte Molotov-Ribbentrop du 23 août 1939, dans lequel l'Allemagne reconnaissait les revendications soviétiques sur la Bessarabie.⁶³ Le 28 juin 1940, sous la pression d'un ultimatum soviétique, la Roumanie a cédé la Bessarabie, le nord de la Bucovine et la région de Herța à l'Union soviétique. La nouvelle République socialiste soviétique de Moldavie (RSSM) a été officiellement établie le 2 août 1940, avec Chișinău comme capitale, marquant une nouvelle phase dans la transformation politique et culturelle de la région.

1.1.4 La soviétisation de la Moldavie et les débats sur l'identité nationale (1940-1991)

En juin 1940, les Soviétiques lancèrent un ultimatum à la Roumanie pour prendre le contrôle de la Bessarabie et de la Bucovine du Nord. Le territoire annexé par les Soviétiques ne fut plus appelé Bessarabie. Le 2 août 1940, la République Socialiste Soviétique de Moldavie (RSSM) fut créée. Cette nouvelle république

⁶⁰ "Report on the Agreements Concluded with Representatives of the Russian Minority," ANR-DAIC, f. Președinția Consiliului de Miniștri, d. 145/1939, ff. 7-11; "Report on the Resolution of Claims Put Forward on September 29, 1939, by Representatives of the Ukrainian Minority," ANR-DAIC, f. Președinția Consiliului de Miniștri, d. 144/139, ff. 1-6.

⁶¹ KING Charles, Ibidem, p.111

⁶² KING Charles, Ibidem, p.164

⁶³ HITCHINS Keith, "România 1866-1947" (Bucharest: Humanitas, 2013), p. 445.

réunissait les territoires de la Bessarabie, dont les frontières avaient été définies en 1812, et de la République Socialiste Soviétique Autonome de Moldavie (RSSAM), créée en 1924. Cependant, la Bucovine du Nord, certaines parties de la Transnistrie et des régions de Khotin, Akkerman et Ismail furent transférées à l'Ukraine. En raison des nouvelles frontières, la superficie totale de la RSSM était de 33 700 kilomètres carrés, et 68,8 % de la population était moldave.⁶⁴

Après la guerre, la Moldavie fut confrontée à de graves problèmes économiques et sociaux. La campagne de collectivisation de 1946 à 1950, combinée à la famine et aux migrations forcées, fit des ravages parmi la population. Entre 1947 et 1951, un processus de “dékoulakisation” fut mis en œuvre, visant les riches agriculteurs moldaves (chiaburi), et environ 16 000 familles furent déportées hors de la RSSM dans le cadre de « l'opération Sud ».⁶⁵ En outre, « l'opération Nord » de 1951 visa les minorités religieuses, déportant 700 familles en Sibérie.⁶⁶

Au cours de ce processus, la structure économique de la Moldavie fut intégrée au système soviétique. L'administration et l'économie furent modelées sur celles des autres républiques soviétiques. La Moldavie fut positionnée comme un centre agricole pour les Soviétiques. Dans les années 1970, la Moldavie fournissait 10 % de la production de conserves de l'Union soviétique, 12,3 % de sa production de fruits et 8,2 % de sa production de vin.⁶⁷

La structure démographique de la Moldavie changea de façon spectaculaire pendant la période soviétique. Les communautés juive et allemande furent sévèrement réduites par la Seconde Guerre mondiale, les déportations et l'émigration après les années 1960.⁶⁸ La proportion de Moldaves dans la population moldave passa de 68,8

⁶⁴ CHEMBROVSKII V. V. and ZAGORODNAIA E. M., “*Moldavskaia Sovetskaia Sotsialisticheskaia Respublika*,” in *Naselenie soiuznykh respublik* (Moscow: Statistika, 1977), p. 192.

⁶⁵ GRIBINCEA Mihai, “*Basarabia în primii ani de ocupație sovietică, 1944-1950*” (Cluj: Dacia, 1995), pp. 129-48.

⁶⁶ SCURTU Ioan, “*Istoria Basarabiei de la începuturi până în 1998, Vol. 2*” (Bucharest: Semne, 1998), p. 258-59.

⁶⁷ Ibidem.

⁶⁸ KING Charles, *The Moldovans: Romania, Russia, and the Politics of Culture* (Stanford: Hoover Institution Press, 1999), p. 91.

% en 1941 à 63,9 % en 1979 et 64,5 % en 1989. En revanche, la proportion de Russes passa de 6,7 % à 13 % et celle des Ukrainiens de 11,1 % à 13,8 %.⁶⁹

Les politiques linguistiques connurent également des changements majeurs. En 1932, l'alphabet latin fut adopté, mais en 1938, l'alphabet cyrillique fut réintroduit. Dans les années 1980, la langue moldave devint assez proche du roumain, à l'exception des termes techniques empruntés au russe. Cependant, sous le régime soviétique, l'effet de russification fut important et, en 1989, les Moldaves étaient l'un des groupes ethniques les plus russifiés de l'Union soviétique après l'Ukraine et Belarus.⁷⁰ Dans la République Socialiste Soviétique de Moldavie (RSSM), la maîtrise du moldave (roumain) comme deuxième langue parmi les minorités ethniques était limitée. Les données disponibles indiquaient que 11,2 % des Russes, 15,2 % des Juifs, 12,8 % des Ukrainiens, 6,9 % des Bulgares et seulement 4,4 % des Gagaouzes parlaient le moldave.⁷¹

En 1989, la lutte pour la langue et l'identité en Moldavie atteignit son apogée. Les Moldaves ont formé le Front populaire de Moldavie, défendant le moldave comme seule langue officielle.⁷² Parallèlement, les Gagaouzes ont fondé en mai 1989 le mouvement « Gagauz Halkı » à Comrat, réclamant l'autonomie et la préservation de leur langue.⁷³ Dans le même temps, les Slaves, regroupés dans le mouvement Edinstvo, ont exigé un statut égal pour le russe et le moldave.⁷⁴ Des grèves et des manifestations ont éclaté dans des villes russophones comme Tiraspol et Rîbnița, et les Gagaouzes ont envisagé de proclamer leur autonomie dans le sud. Face à cette situation, le Front populaire a organisé un grand rassemblement, « la Mare Adunare Națională » (Grande Assemblée Nationale), réunissant 500 000 personnes. Les participants ont dénoncé le pacte Molotov-Ribbentrop, l'annexion de la Bessarabie et

⁶⁹ KARKLINS Rasma, *"Ethnic Relations in the USSR: The Perspective from Below"* (Boston: Unwin Hyman, 1986), p. 156.

⁷⁰ ANDERSON Barbara and SILVER Brian, *"Demographic Sources of the Changing Ethnic Composition of the Soviet Union"* in *Population and Development Review* 15, No. 4" (1989), p. 645-46.

⁷¹ ANDERSON and SILVER, *"Demographic Sources,"* p. 647

⁷² SOCOR Vladimir, *"Popular Front Founded in Moldavia,"* *Radio Liberty Report on the USSR*, June 9, 1989, p. 23-26.

⁷³ SOCOR Vladimir, *"Gagauz in Moldavia Demand Separate Republic,"* *Radio Liberty Report on the USSR*, September 7, 1990, p. 9.

⁷⁴ KAZUTIN Dmitrii, *"A Hot Summer,"* *Moscow News*, August 27, 1989, p. 8

la dégradation culturelle des Moldaves sous l'Union soviétique. Ils ont adopté un manifeste exigeant la souveraineté nationale et le droit à la sécession.⁷⁵

Le 31 août 1989, à la suite de manifestations de masse et de débats publics, le parlement moldave a adopté les lois linguistiques. Le moldave, basé sur l'alphabet latin, fut déclaré langue d'État. De plus, un article spécial garantissait la protection et le développement de la langue gagaouze, reconnaissant l'importance de cette minorité au sein de la république. Parallèlement, une disposition prévoyait la promotion du russe comme langue de communication interethnique au sein de la république et comme langue de communication entre les différentes républiques soviétiques.⁷⁶

Ce processus a marqué un tournant décisif dans la lutte pour l'identité nationale et l'indépendance moldave. Les lois linguistiques sont devenues un symbole de la résistance culturelle contre la domination soviétique, tout en alimentant des tensions ethniques croissantes. Les Slaves et les Gagaouzes ont interprété ces réformes comme une menace directe pour leurs identités culturelles et ont formulé des revendications d'autonomie.

Le 23 juin 1990, le Soviet suprême de Moldavie déclara sa souveraineté, et le 27 août 1991, la Moldavie proclama son indépendance. Cependant, au cours de ce processus, des mouvements séparatistes se renforcèrent dans des régions telles que la Transnistrie et la Gagaouzie. Ces régions déclarèrent leurs propres structures administratives au début des années 1990. La sécession de la Moldavie de l'Union soviétique résulta d'une longue lutte centrée sur l'identité, la langue et la culture. Les tensions ethniques et les divisions régionales qui émergèrent pendant cette période continuèrent de jouer un rôle clé dans la stabilité politique et sociale de la Moldavie après son indépendance.

1.1.5 La Moldavie après l'indépendance (1991 à nos jours) : Défis et opportunités

La Moldavie a déclaré son indépendance le 27 août 1991, dans le contexte de la dissolution de l'Union soviétique. Après son indépendance, la Moldavie a rapidement intégré la Communauté des États Indépendants (CEI) en 1991, est devenue

⁷⁵ "Sărbătoare a sufletului," Moldova socialistă, August 31, 1989, p. 4.

⁷⁶ "Actele legislative ale RSS Moldovenești cu privire la decretarea limbii moldovenești limbă de stat și revenirea ei la grafia latină" (Chisinau: Cartea Moldovenească, 1990), p. 3

membre des Nations Unies en 1992 et a rejoint le Conseil de l'Europe en 1995.⁷⁷ Ces étapes symbolisent son engagement vers une reconnaissance internationale et une stabilisation politique dans un environnement post-soviétique complexe.

Sur le plan politique, les élections de 1994 ont marqué l'arrivée au pouvoir du Parti Agraire, qui a adopté une politique en faveur de l'indépendance moldave. Cependant, des tensions régionales ont émergé parallèlement à ce processus. Tandis que les Gagaouzes au sud et les Russes de Transnistrie à l'est revendiquaient une autonomie accrue, leurs trajectoires politiques ont divergé. En 1995, la Gagaouzie a obtenu le statut de région autonome avec Comrat comme centre administratif, consolidant ainsi ses droits culturels et linguistiques. En revanche, la déclaration d'indépendance de la Transnistrie n'a été reconnue ni par la Moldavie ni par la communauté internationale, maintenant la région dans une situation de conflit gelé.

Depuis son indépendance, la Moldavie est entrée dans un processus de transformation politique et économique. Toutefois, ce parcours a été marqué par des crises économiques, des problèmes structurels et une instabilité politique persistante. L'un des principaux objectifs de la Moldavie après son indépendance a été de renforcer ses relations avec l'Union européenne tout en maintenant des liens historiques et économiques avec la Russie.

Sur le plan économique et social, la Moldavie a été confrontée à des défis majeurs au cours de sa transition vers une économie de marché. De profondes crises économiques, des inégalités croissantes et une montée du chômage ont entraîné une migration massive. Les envois de fonds des Moldaves travaillant à l'étranger sont devenus un pilier économique essentiel, représentant une source importante de devises étrangères et soutenant de nombreuses familles. Cependant, cette dépendance aux transferts monétaires a également exacerbé les déséquilibres économiques et démographiques internes, transformant la structure sociale et le marché du travail du pays.⁷⁸

⁷⁷ SUKHOPARA Fyodor N., BUCKMASTER Barbara, LATHAM Ernest and HITCHINS Keith A., "Moldova" (2019, December 02). <https://www.britannica.com/place/Moldova>

⁷⁸ PARMENTIER Florent, "Moldavie: un système politique sous tension/ Entre aspirations européennes et guerre en Ukraine", Russie.Eurasie.Visions, no: 128, Ifri, mai 2023

Conclusion

L'histoire complexe de la Moldavie, marquée par des dominations successives et des bouleversements géopolitiques, éclaire les enjeux identitaires et linguistiques qui continuent de façonner la nation aujourd'hui. Depuis la Principauté de Moldavie jusqu'à son intégration dans l'Empire russe, puis son rattachement à la Roumanie et son incorporation à l'Union soviétique, chaque période a laissé des traces profondes sur les structures sociales, culturelles et politiques du pays. Les politiques impériales et soviétiques, notamment la russification et la collectivisation, ont profondément affecté les identités locales, tout en exacerbant les débats ethniques et linguistiques. Par ailleurs, l'émergence de la langue et de la culture moldave comme des marqueurs identitaires a été centrale dans les luttes pour l'autonomie et l'indépendance.

Après l'effondrement de l'Union soviétique, la Moldavie a dû naviguer entre héritage soviétique et aspirations européennes. Les tensions ethniques, particulièrement dans des régions comme la Transnistrie et la Gagaouzie, révèlent l'impact durable des politiques linguistiques et identitaires adoptées durant ces périodes tumultueuses. L'obtention de l'autonomie pour la Gagaouzie en 1995, bien que significative, témoigne des efforts déployés pour concilier diversité culturelle et unité nationale.

Ainsi, l'histoire moldave met en lumière la manière dont les politiques linguistiques et identitaires peuvent être à la fois des instruments d'influence et des leviers d'émancipation. Cette complexité continue d'influencer les débats contemporains sur la souveraineté, l'intégration européenne et la gestion des minorités, plaçant la Moldavie au carrefour de multiples influences géopolitiques.

1.2 Les Gagaouzes – identité préservée

Les Gagauzes occupent une position particulière parmi les groupes ethniques de Moldavie. En tant que Turcs chrétiens orthodoxes, ils forment une communauté distincte. La majorité des Gagaouzes vivent dans le sud de la Moldavie. De plus petites communautés sont également présentes en Ukraine (sud-ouest), en Bulgarie, en Roumanie, en Türkiye et peut-être même en Grèce.

Leur histoire est marquée par des migrations, des influences culturelles multiples et des périodes d'assimilation sous divers régimes politiques. Au cours des siècles, ils ont su préserver leur langue et leurs traditions malgré des pressions extérieures, consolidant ainsi une identité culturelle distincte. En 1989, 197.768 Gagaouzes ont été recensés dans l'Union soviétique, dont 153. 468 (soit environ 77,6 %) résidaient en Moldavie, principalement dans les régions de Basarabeasca, Comrat, Ciadîr-Lunga, Taraclia et Vulcăneşti. D'autres vivaient dans le sud-ouest de la région d'Odessa, en Ukraine, une zone autrefois incluse dans la Bessarabie historique.⁷⁹

Le conflit gagaouze, qui a éclaté à la fin des années 1980 et n'a été résolu qu'en 1995, représente le seul conflit en Moldavie motivé par des revendications ethniques. Les Gagaouzes, en tant que groupe ethnique homogène, ont principalement réclamé plus de droits culturels et administratifs. La décentralisation vers les autorités locales a permis de répondre à leurs attentes et de désamorcer le conflit.⁸⁰

Aujourd'hui, les Gagaouzes incarnent un exemple de coexistence entre diversité ethnique et autonomie politique. Leur statut d'autonomie obtenu en 1994 symbolise à la fois la reconnaissance de leurs droits culturels et linguistiques et les défis persistants liés à leur intégration économique et sociale dans la République de Moldavie. Afin de mieux comprendre les origines et le processus menant à cette autonomie, il est essentiel d'examiner l'histoire et les luttes politiques qui ont façonné leur identité.

1.2.1 Les origines des Gagaouzes : une langue et une culture hors du temps

Les Gagaouzes sont un peuple turc et chrétiens orthodoxes, vivant principalement au sud de la Moldavie. L'une de leurs caractéristiques les plus marquantes est la préservation de leur langue turque. Cela s'est maintenu malgré un contact limité avec les Turcs musulmans, que ce soit sous l'Empire ottoman ou dans la République de Türkiye.

Quant à leurs origines, il existe de nombreuses théories, mais aucune n'a pu être confirmée de manière définitive. Certains pensent que leur identité ethnique

⁷⁹ KING Charles, Ibidem, p.666

⁸⁰ KING Charles, Ibidem, p.668

remonte aux Turcs Huns, Kipchaks, Pechenègues, Khazars, Avars ou Oghuz (Ouz), qui ont migré depuis le nord de la mer Noire vers les Balkans. D'autres lient leurs origines aux Seldjoukides, qui ont traversé le sud de la mer Caspienne pour atteindre l'Anatolie. Cette incertitude s'explique par le manque de sources historiques propres aux Gagaouzes et leur absence dans les récits des autres nations.

Le nom "Gagaouze" aurait été mentionné pour la première fois en 1817, dans une statistique russe sur les migrants transdanubiens.⁸¹ Avant cela, les Gagaouzes étaient souvent confondus avec les Moldaves, Grecs, Serbes ou Bulgares dans les recensements des XVIIIe et XIXe siècles. Ce n'est qu'à partir du milieu du XIXe siècle qu'ils furent reconnus comme une identité distincte.⁸² Les Gagaouzes, comme d'autres peuples turcs, ont migré en deux grandes vagues. La première comprenait des tribus parties d'Asie centrale, traversant les steppes russes pour rejoindre les Balkans par le nord de la mer Noire. La seconde était constituée des Seldjoukides, qui traversèrent l'Iran, vainquirent les Byzantins en 1071 et s'établirent en Anatolie.

Les mouvements des peuples turcs dans les Balkans se sont intensifiés à différentes époques. Les Pechenègues, Oghuz, Kipchaks, Cumans et Karakalpaks ont successivement influencé la région. Entre 860 et 870, les Oghuzs commencèrent leur avancée depuis l'Asie centrale en expulsant les Pechenègues au-delà de la Volga et en s'installant dans cette région stratégique. Sous la pression des Kipchaks, ils poursuivirent leur progression vers l'ouest à partir de 1060, traversant le Danube en 1064. Lors de cette migration, les Oghuzs dispersèrent les forces bulgares et grecques rencontrées sur leur chemin et s'installèrent temporairement dans des régions comme la Thrace et la Macédoine.⁸³

Cependant, les Oghuzs subirent à leur tour des attaques de la part des Pechenègues et des Bulgares, ce qui provoqua leur dispersion. Une partie des Oghuz fut intégrée à l'administration byzantine. Certains furent christianisés et enrôlés dans l'armée sous la forme d'unités spéciales appelées "*Türkopol*", utilisées pour défendre

⁸¹ GUBOĞLU Mihail, "*Gagauzların Ashına ait Faraziyeler ve Kendi Fikirlerim*", XI. Milletlerarası Türk Tarih Kongresi'nde sunulmuş bildiri özetleri (21-26 Eylül 1981), s.54-55

⁸² ÖZKAN Nevzat, "*Gagavuz Türkçesinin Yazılı Kültürle Tanışması Üzerine*", Gagavuz Türkçesi Araştırmaları Bilgi Şöleni (27-29 Aralık 2007 Ankara), Türk Dil Kurumu Yayınları, Ankara, 2010, p. 173.

⁸³ ARAT Ender, Ibidem, p. 66

les frontières byzantines. D'autres se réfugièrent en Russie et furent employés comme gardes-frontières. Cette migration se poursuivit après 1223, lorsque l'armée composée de Russes et de Kipchaks fut détruite par les Mongols. Les Oghuzs traversèrent alors le Danube une seconde fois pour s'installer dans la Dobroudja.⁸⁴

En plus des Pechenègues, des Oghuz et des Kipchaks, un autre groupe de Turcs, dirigé par le sultan seldjoukide anatolien Izzeddin Keykavus II, arriva dans les Balkans au XIII^e siècle. Initialement réfugié à Antalya en raison de la pression mongole et des troubles locaux, Keykavus rejoignit Istanbul en 1261 avec son entourage. L'empereur byzantin Mihail VIII Paléologue lui accorda la province de la Dobroudja comme terre d'accueil. L'empereur byzantin l'utilisa pour contrer les ambitions du tsar bulgare Constantin Tikh à Tarnova et pour sécuriser la frontière byzantine. Cette période transforma la Dobroudja en une région où coexistaient divers peuples turcs, notamment les Pechenègues, les Oghuz, les Kipchaks et les Turcs seldjoukides. À une époque où l'Empire byzantin perdait progressivement son influence dans les Balkans, et où le tsar bulgare était en pleine désintégration, des chefs locaux émergèrent dans la région.⁸⁵ L'un de ces chefs locaux, Balık, issu d'une famille turque christianisée, établit la principauté de Dobroudja au XIV^e siècle. Cette entité politique, bien que petite, devint influente grâce à son contrôle des routes commerciales et à des alliances stratégiques avec les Byzantins, les Bulgares, les Tatars et les Vénitiens. Après la mort de Balık en 1357, son frère Dobrotic lui succéda, devenant une figure centrale de la région. Dobrotic, grâce à ses liens avec le patriarcat de Constantinople, détacha les régions sous son contrôle de l'influence de l'Église bulgare, renforçant ainsi son pouvoir. La diversité ethnique de la Dobroudja, comprenant des Bulgares, des Turcs Kipchaks, des Pechenègues, des Gagaouzes et de petites communautés chrétiennes byzantines, permit à Dobrotic d'obtenir un soutien militaire important. Cette diversité ethnique et religieuse constitua un facteur de stabilité pour la région sous son règne.⁸⁶

⁸⁴ GÜNGÖR Harun, ARGUNŞAH Mustafa, "*Gagauz Türkleri- Tarih-Dil-Folklor ve Halk Edebiyatı*", T.C. Kültür Bakanlığı Türk Dünyası Edebiyatı, Ankara, 2002, p.21

⁸⁵ GÜNGÖR Harun, ARGUNŞAH Mustafa, p.23

⁸⁶ GÜNGÖR Harun, ARGUNŞAH Mustafa, p.24

Dynamiques religieuses et transformations culturelles dans la région

Le nom “Dobroudja” dérive directement de celui de Dobrotic, témoignant de son influence durable. Cependant, cette indépendance régionale prit fin en 1389, lorsque la région fut conquise par l’Empire ottoman sous le sultan Yıldırım Beyazıt. Certains habitants de cette principauté turque devinrent musulmans, tandis que d’autres conservèrent leur foi chrétienne.⁸⁷ Comme mentionné précédemment, la région de Dobroudja, sous l’autorité de Dobrotich, était fortement subordonnée au patriarcat de Constantinople. Cette situation plaça également les Gagaouzes dans la sphère d’influence de l’Église orthodoxe byzantine. Les prêtres grecs, qui formaient la classe dirigeante ecclésiastique de l’époque, entreprirent des efforts considérables pour imposer un caractère hellénistique à la région. Ces efforts visaient notamment à renforcer l’identité culturelle grecque dans des territoires multiethniques où coexistaient des peuples turcs, slaves et d’autres minorités ethniques. Après la conquête d’Istanbul par Mehmet II en 1453, l’Empire ottoman reconnut le patriarcat grec de « Fener » comme l’autorité religieuse suprême pour tous les orthodoxes vivant dans ses territoires, quelle que soit leur origine ethnique. Le patriarche fut investi de pouvoirs administratifs et religieux étendus, consolidant ainsi l’influence hellénistique dans des régions comme la Dobroudja.

Au cours des derniers siècles de l’Empire ottoman, les dynamiques entre les églises orthodoxe et catholique connurent une intensification notable. Cette lutte, souvent qualifiée de “guerre d’églises”, se manifesta particulièrement dans les Balkans, où des tensions politiques sous-jacentes exacerbaient les conflits religieux. Avant les tentatives d’indépendance de la Grèce et de la Bulgarie, cette tension se transforma en un conflit gréco-bulgare autour du contrôle des institutions religieuses. En 1870, les Bulgares créèrent leur propre Église indépendante, appelée l’Exarchat bulgare, afin de se libérer de l’oppression culturelle exercée par le patriarcat grec. Cependant, les Gagaouzes, bien qu’ethniquement et culturellement distincts des Bulgares, furent également touchés par ces dynamiques. Établis dans des régions sous influence bulgare, ils furent exposés à des tentatives de bulgarisation au sein de l’Église.⁸⁸

⁸⁷ MANOV Atanas, “*Gagauzlar (Hristiyan Türkler)*”, Bulgarcadan çeviren M. Türker Acaroğlu, Ankara, 1939, Yeni Baskı: TTK, Ankara, 2001, s.25

⁸⁸ GÜNGÖR Harun, “*Yunan-Bulgar Kilise Mücadeleleri ve Gagauzlar, Türk Kültürü*”, S. 344, (Aralık 1991), s.22

Cette période coïncida également avec les migrations massives des Gagaouzes vers la Bessarabie, entre la fin du XVIIIe siècle et le début du XIXe siècle. Dans cette nouvelle région d'installation, les Gagaouzes furent confrontés à des défis similaires, notamment dans le contexte de la domination ecclésiastique bulgare. Malgré ces conditions, ils réussirent à préserver leur langue turque et leurs traditions uniques, consolidant ainsi leur identité ethnique et culturelle dans un environnement multiculturel.

Premières traces des Gagaouzes dans les archives ottomanes

Le nom “Gagaouz” n’apparaît dans les archives ottomanes qu’au XIXe siècle. Selon Mustafa Argunşah, la première mention écrite des Gagaouzes fut réalisée par Jean Pietri, un journaliste italien ayant fui en 1867 à Istanbul après la dissolution des mouvements nationalistes par Napoléon III. Jean Pietri, dans son journal « *Courrier d'Orient* », publia un article illustré sur les Gagaouzes, dans lequel il développa une théorie selon laquelle ces derniers n’étaient pas d’origine turque mais plutôt des descendants des Génois. Pietri appuya son argumentation en mettant en avant des similitudes culturelles et linguistiques hypothétiques avec les populations italiennes médiévales ayant vécu dans la région. Cette affirmation suscita des réactions dans la presse ottomane. Teodor Kasap, éditeur du journal « *Hayal* », répondit avec ironie à Pietri, soulignant que cette théorie manquait de fondements historiques. Kasap insista sur le fait que ni lui ni d’autres intellectuels turcs n’avaient auparavant entendu parler des Gagaouzes, et il accusa Pietri d’avoir “inventé” leur existence pour renforcer ses propres arguments nationalistes.⁸⁹ Malgré cette polémique, les écrits de Pietri contribuèrent à attirer l’attention sur les Gagaouzes en tant que groupe distinct. Toutefois, l’absence de documents historiques solides et l’ambiguïté entourant leur origine continuèrent d’alimenter les débats académiques au cours des décennies suivantes. Après cette première apparition dans la presse, le nom “Gagaouz” disparut des discussions publiques jusqu’en 1931, lorsque Hamdullah Suphi Tanrıöver, ambassadeur turc à Bucarest, remit cette communauté au centre des préoccupations diplomatiques.

⁸⁹ GÜNGÖR Harun, ARGUNŞAH Mustafa., p.25

L'arrivée des Gagaouzes en Bessarabie

Les migrations des Gagaouzes vers la Bessarabie, particulièrement entre 1768 et 1812, furent motivées par des facteurs économiques et politiques complexes.⁹⁰ La Russie, après avoir assumé un rôle de protecteur des orthodoxes dans l'Empire ottoman avec le traité de Küçük Kaynarca (1774), facilita leur réinstallation dans des régions stratégiques telles que « Bucak ».⁹¹ Selon Nikolay Çakir, la Russie utilisait les Gagaouzes pour créer une zone tampon contre l'Empire Ottoman et la Roumanie. Dans cette stratégie, les Tatars musulmans furent déplacés et remplacés par des Gagaouzes et des Bulgares.⁹² Des villages comme « Chadır » et « Orak » furent fondés en Moldavie dès 1770, formant le cœur de la communauté gagaouze en Bessarabie. En 1818, avec l'augmentation des migrations, les Gagaouzes fondèrent 19 nouveaux villages, consolidant leur présence dans la région.⁹³

Les premières tentatives d'autonomie, difficultés économiques et turbulences géopolitiques

Au début du XXe siècle, le système foncier de l'Empire russe, fondé sur une structure féodale rigide, empêchait l'émancipation économique des Gagaouzes. Ce système maintenait la majorité des paysans dans une dépendance économique sévère. Les lourdes taxes imposées par l'État et les restrictions sur la production agricole provoquèrent un mécontentement croissant au sein de la population rurale. Ces tensions atteignirent leur paroxysme lors de la révolution russe de 1905, qui inspira une vague de révoltes dans plusieurs régions de l'Empire. Dans ce contexte, les Gagaouzes commencèrent à rechercher des solutions politiques pour répondre à leurs revendications économiques et sociales. Vers la fin de l'année 1905, une assemblée populaire locale fut formée à Comrat, rassemblant des anciens du village et des intellectuels locaux. Cette initiative symbolisait une volonté explicite de rompre avec l'autorité impériale russe, perçue comme oppressive et indifférente aux besoins des communautés rurales. Le 6 janvier 1906, les dirigeants gagaouzes proclamèrent la

⁹⁰ KIŞLALI, Georgiy. (2013). "Архивные сведения о заселении задунайскими переселенцами Пруто-Днестровского междуречья на примере жителей селения Авдарма." Международная научная конференция, In I. Kazmalı (Ed.), Avdarma. 450 лет истории. 1563–2013 pp.76-85.

⁹¹ RADOVA Olga, "Bucak'taki Transtuna Göçmenlerinin ve Gagoğuzların Etnik Kimliği (18. Yüzyılın Sonu ve 19. Yüzyılın Başı)", Avrasya Etüdeleri, S. 13 (İlkbahar 1998), s.56; Gradeşliev, Ivan. (2023). История селений Юч Орман (Горичане) и Кир Ахмед (Божаново) до их переселения в Бессарабию во время русско-турецких войн (1768–1774 гг. и 1806–1812 гг.). In Ignat Kazmalı (Ed.), Avdarma. 450 лет истории. 1563–2013 (pp. 46-64).

⁹² ÇAKIR Nikolay, "Gagoğuzlar hem ÇAKIR Senselesi", Ana Sözü, 30 Ocak 1996, s.6.

⁹³ ÇAKIR Mihail, "Besarabiealı Gagauzların Istorieası", s.24-25

République de Comrat, établissant un gouvernement basé sur une assemblée populaire représentative. Cette république visait à créer une structure politique autonome capable de protéger les intérêts économiques et culturels des Gagaouzes.⁹⁴

Cependant, cette tentative d'autonomie fut de courte durée. Avant même que dix jours ne se soient écoulés, les troupes impériales russes intervinrent à Comrat et mirent fin à cette expérience républicaine. Les dirigeants furent arrêtés et les réformes rapidement annulées. Malgré sa brièveté, la proclamation de la République de Comrat marqua un tournant majeur dans l'histoire politique des Gagaouzes. Elle renforça leur conscience nationale et démontra leur capacité à s'organiser politiquement face à l'oppression. Cet épisode est aujourd'hui considéré comme un précurseur symbolique de la région autonome de Gagaouzie, établie en Moldavie en 1994.

Face à des conditions économiques précaires et à un manque de terres cultivables, certains Gagaouzes entreprirent une migration vers l'Asie centrale entre 1909 et 1910. Cette vague migratoire les conduisit dans la région de Turgay, située dans l'actuel Kazakhstan.⁹⁵ Ces déplacements, motivés par la pauvreté et l'espoir d'une vie meilleure, s'inscrivaient dans un contexte plus large de migrations rurales dans l'Empire russe. Toutefois, les Gagaouzes rencontrèrent des défis importants liés à l'adaptation aux nouvelles conditions climatiques et économiques.

Après la révolution d'octobre 1917, les Gagaouzes nourrissaient de grands espoirs concernant la redistribution des terres, inspirés par les promesses initiales des bolcheviks. Cependant, ni la Russie tsariste ni le régime soviétique naissant ne répondirent à ces attentes. En 1918, la Roumanie profita du vide politique laissé par la révolution et annexa la Bessarabie, créant ainsi la Grande Roumanie (Romania Mare). Ce territoire incluait également la Bucovine et l'Erdel (Transylvanie). Durant cette période (1918–1938), les minorités ethniques, y compris les Gagaouzes, bénéficièrent d'un certain degré de stabilité sous l'administration roumaine. Cependant, la montée des mouvements nationalistes roumains vers la fin des années 1930 entraîna des répressions accrues, limitant leurs libertés culturelles et politiques.

⁹⁴ YOLOĞLU Güllü, "*Qagouzlar, Azərbaycan Dövlət Neşriyatı*", Bakı 1996, s 8-9

⁹⁵ YOLOĞLU, Ibidem, s.9

En 1924, dans un contexte de mécontentement grandissant, Moscou ordonna une série de réformes agraires et économiques dans la région de Tatarpinar. Cependant, ces réformes provoquèrent des soulèvements parmi les populations locales, notamment les Ukrainiens, les Bulgares et les Gagaouzes des villages de Bolboka, Karakurt, Cesmekoy, Yenikoy et Kurchi.⁹⁶ À la suite de ces révoltes, une partie des Gagaouzes quitta volontairement la région de Bucak en 1925 et s'installa dans les environs de Tachkent, en Ouzbékistan. Cette migration reflétait à la fois une fuite des troubles politiques et une tentative d'adaptation à des environnements économiques plus stables. Dans les mêmes années, certains Gagaouzes vivant en Roumanie entreprirent un voyage vers l'Amérique du Sud, en particulier au Brésil, attirés par des opportunités économiques dans le secteur agricole. Ces migrants furent principalement employés dans des travaux agricoles tels que le déracinement des arbres et le défrichement des terres pour la culture. Cependant, les conditions climatiques difficiles et les maladies tropicales entraînèrent de lourdes pertes humaines parmi les Gagaouzes.⁹⁷ Face à ces défis, une partie d'entre eux retourna dans leur pays d'origine, tandis que ceux qui restèrent s'établirent principalement dans la ville de São Paulo, où une petite communauté gagaouze subsiste encore aujourd'hui.

La période entre 1940 et 1944 fut marquée par une succession de régimes politiques qui modifièrent radicalement la vie des Gagaouzes. Le passage d'un régime soviétique à une domination roumaine, suivi d'un retour à l'URSS, reflète les tensions géopolitiques de l'époque et les conséquences directes de ces conflits sur les populations locales. Ces transformations contribuèrent à la formation d'une conscience politique et culturelle parmi les Gagaouzes. Elles posèrent également les bases des revendications d'autonomie qui émergèrent plus tard au cours du XXe siècle et aboutirent à la création de la région autonome de Gagaouzie en 1994.

La période suivant la Seconde Guerre mondiale fut particulièrement difficile pour les Gagaouzes. La famine de 1946-1947, qui frappa l'Union soviétique, entraîna la mort de milliers de Gagaouzes. Cette catastrophe aggrava la situation économique et sociale déjà précaire des populations rurales. Sous le régime soviétique, les Gagaouzes furent soumis à des politiques d'assimilation culturelle et linguistique.

⁹⁶ YOLOĞLU, Ibidem, p.9

⁹⁷ Sabaa Yıldızı, Magazine Trimestriel, "*Gagauzlar Brezilya'da*", 1996, S.2, s.50

Bien que certains droits culturels aient été accordés à certaines périodes, ces réformes furent de courte durée et souvent limitées par des contraintes financières et des pressions politiques. Dans cette période, les Gagaouzes ne purent bénéficier d'un enseignement dans leur langue maternelle ; les journaux et les publications écrites dans leur langue furent rares en raison du manque de financement et des restrictions étatiques.

Cependant, en 1957, une avancée significative eut lieu avec l'introduction d'un alphabet officiel pour les Gagaouzes. Cette réforme permit la publication des œuvres littéraires d'écrivains tels que Diyonis Tanasoğlu, Nikolay Baboğlu, Mina Köse, Dimitri Karaçoban, Stepan Kuroğlu, Todur Zanet et Stepan Bulgar. Bien que ces publications fussent principalement des livres de poésie et restassent limitées, elles jouèrent un rôle crucial dans la préservation de la langue et de l'identité culturelle des Gagaouzes.⁹⁸

La capacité des Gagaouzes à maintenir leur identité malgré ces défis peut être attribuée à leur mode de vie rural et introverti, qui les protégea en partie des pressions extérieures. Avec la politique de glasnost (transparence) et de perestroïka (restructuration) initiée par Mikhaïl Gorbatchev dans les années 1980, un réveil culturel se produisit parmi les Gagaouzes. Ce contexte politique permit une réévaluation de leur statut culturel et linguistique. En 1987–1988, sous la direction de Todor Zanet, les Gagaouzes obtinrent l'autorisation de publier un journal en langue maternelle, intitulé "*Ana Sözü*". Publié en alphabet cyrillique à partir du 14 août 1988, ce journal constitua une étape majeure dans la préservation de leur langue et servit de plateforme pour les débats identitaires. Ce mouvement rappelait l'éveil culturel des années 1930–1938 en Roumanie, où les Gagaouzes avaient commencé à revendiquer leur identité, mais cette fois-ci dans un contexte plus favorable à la mobilisation politique.

Au fil du temps, le nationalisme gagaouze, initialement limité à un mouvement culturel, évolua vers une revendication politique et territoriale. En mai 1989, lors d'un premier congrès populaire, les dirigeants gagaouzes déclarèrent leur volonté de créer une République autonome Gagaouze, dont la capitale serait Comrat. Cette entité devait

⁹⁸ GÜNGÖR Harun, ARGUNŞAH Mustafa, p.39

rester affiliée à la Moldavie, tout en jouissant d'une autonomie culturelle et économique. La situation se radicalisa en 1990, encouragée par les tensions ethniques dans la région de Transnistrie. Le 19 août 1990, les Gagaouzes proclamèrent la création d'une République Socialiste Soviétique Autonome des Gagaouzes. Cependant, cette déclaration fut rapidement annulée par le Soviet Suprême de Moldavie le 25 octobre 1990, ce qui provoqua des tensions accrues. Malgré l'annulation officielle de leur autonomie, les Gagaouzes poursuivirent leurs revendications et organisèrent des élections locales pour établir une administration autonome. Cependant, les autorités moldaves tentèrent d'empêcher ce processus en envoyant environ 50.000 volontaires armés dans la région, ce qui faillit déclencher un conflit armé. L'intervention des troupes soviétiques stationnées en Transnistrie permit d'éviter une escalade de violence, et en 31 octobre 1990, un nouveau Soviet Suprême Gagaouze fut établi à Comrat. Stepan Topal fut élu président et Mihail Kendigelen devint président de l'Assemblée.

Après la dissolution de l'Union soviétique en 1991, la Moldavie déclara son indépendance. Türkiye fut l'un des premiers pays à reconnaître cette indépendance et ouvrit un Consulat Général à Chişinău en octobre 1992. Ce soutien diplomatique marqua le début d'un processus pacifique pour l'autonomie des Gagaouzes. En 1994, après des négociations avec le gouvernement moldave, les Gagaouzes obtinrent officiellement le statut de région autonome, connu sous le nom de Gagaouzie.

Aujourd'hui, Gagaouzie représente un exemple unique d'autonomie culturelle et politique dans l'espace post-soviétique, illustrant les possibilités d'un compromis pacifique entre revendications identitaires et intégrité territoriale.

1.2.2 La Gagaouzie et son autonomie : Le processus menant à l'autonomie de la Gagaouzie

Installés dans les steppes rurales du sud de la Bessarabie, les Gagaouzes ont longtemps constitué l'une des communautés ethniques les plus défavorisées de la région. À la fin du XIXe siècle, leur taux d'alphabétisation était particulièrement bas,

avec environ 88 % des hommes et 98 % des femmes analphabètes, un chiffre nettement supérieur à celui des Moldaves et des Russes vivant dans la région.⁹⁹

Ces inégalités socio-économiques ont entraîné une sous-représentation des Gagaouzes dans les domaines de l'éducation, de la politique et de l'administration. Pendant la période soviétique, le manque d'infrastructures et d'investissements industriels a exacerbé ce retard économique. Bien que les zones habitées par les Gagaouzes représentassent 10 % de la superficie de la Moldavie, elles ne contribuaient qu'à 4 % de la production industrielle totale.¹⁰⁰

L'économie gagaouze, largement axée sur l'agriculture, a souffert d'une infrastructure de transport inadéquate et d'un accès limité aux ressources en eau. En 1990, les réserves d'eau étaient 3 à 7 fois inférieures à la moyenne nationale, et la consommation d'eau à forte teneur en minéraux a entraîné de graves problèmes de santé.¹⁰¹

Au début du XXe siècle, les initiatives en faveur de l'identité culturelle et linguistique des Gagaouzes sont restées limitées. Une renaissance culturelle modeste s'est toutefois produite dans les années 1920 et 1930 sous l'impulsion de Mihail Chakir (1861-1938), un prêtre originaire de Bessarabie. Chakir a compilé le premier dictionnaire et la première grammaire de la langue gagaouze, traduit des textes religieux et rédigé un ouvrage de référence sur l'histoire des Gagaouzes.¹⁰² Dans la même période, Hamdullah Suphi Tanrıöver, ambassadeur de Türkiye à Bucarest entre 1931 et 1944, a joué un rôle clé dans l'éveil culturel des Gagaouzes. Il a contribué à l'ouverture d'écoles turques dans 26 villages gagaouzes et a envoyé 200 étudiants en Türkiye pour poursuivre leurs études.¹⁰³ Ces initiatives, bien qu'importantes, ont été interrompues en 1940 avec l'annexion de la Bessarabie par l'Union soviétique, empêchant leur développement à long terme.

⁹⁹ KUROGLO SS. & MARUNEVIČH MV. *“Socialist transformations in the life and culture of the Gagauz population of the MSSR”*. Chisinau. 1938. P.13

¹⁰⁰ Arhiva Organizațiilor Social-Politice din Republica Moldova (AOSPRM), (Archives d'État de la Moldavie) n/c, l. 12

¹⁰¹ CPM Central Committee Report on “Some Problems of the Development of Education,” l. 6

¹⁰² GÜNGÖR Harun, ARGUNŞAH Mustafa, Ibidem, p. 39-40

¹⁰³ BAYDAR Mustafa, *“Hamdullah Suphi Tanrıöver ve Anıları”*, Menteş Kitapevi, İstanbul, 1968, s.155-156; BULGAR S.S., *“Türkiyada Gagauz Studentleri 30- Yıllarda XX Asırda: İstoriya Hem İnsannar, Hamdullah Suphi Tanrıöver ve Gagauzlar”*, Türk Yurdu Yayınları, No: 110, Ankara, Aralık 2016 s. 373-392

La langue gagaouze n'a obtenu un alphabet cyrillique qu'en 1957, devenant ainsi la dernière langue turque à être cyrillisée en Union soviétique.¹⁰⁴ Quelques écoles gagaouzes ont été ouvertes en 1957-1958, mais elles ont rapidement été fermées au début des années 1960 et remplacées par des écoles russophones.¹⁰⁵ La qualité de l'enseignement dans la région est restée faible. En 1990, 25 % des enseignants gagaouzes n'avaient qu'un certificat post-secondaire, et la proportion d'enseignants titulaires d'un diplôme universitaire était bien inférieure à la moyenne moldave.¹⁰⁶ De plus, les étudiants gagaouzes ne représentaient qu'à peine 1 % des effectifs de l'Université d'État de Chisinau.¹⁰⁷

Les désavantages économiques et éducatifs des Gagaouzes ont eu un impact direct sur leur sous-représentation politique. En 1990, même des groupes ethniques plus petits, comme les Juifs (1,5 %) et les Bulgares (2 %), bénéficiaient d'une représentation administrative plus élevée que les Gagaouzes.¹⁰⁸ Ce manque de représentation a alimenté les revendications d'autonomie. Marginalisés et privés d'influence politique, les Gagaouzes ont cherché à préserver leur identité ethnique et leurs droits culturels par des moyens institutionnels.

La lutte pour l'autonomie et son aboutissement

La période 1988-1989 a marqué un tournant avec la montée des mouvements nationalistes en Moldavie. Tandis que les Moldaves cherchaient à affirmer leur identité roumaine, les Gagaouzes, inquiets pour leur avenir, ont fondé des organisations culturelles telles que Gagauz Halkı (Peuple Gagauz) pour défendre leurs intérêts. Cependant, l'adoption de lois linguistiques en 1989, faisant du roumain la langue officielle, a intensifié les tensions. Face à ces menaces perçues, les dirigeants gagaouzes ont déclaré unilatéralement la création d'une République gagaouze autonome en 1990, une déclaration rejetée par les autorités moldaves. Contrairement

¹⁰⁴ CISCEL Matthew H., "The Language of the Moldovans: Romania, Russia, and Identity in an Ex-Soviet Republic", p. 89

¹⁰⁵ CROWTHER, W. (1997). "Moldova: Caught Between Nation and Empire. In I. Bremmer & R. Taras (Eds.), *New States, New Politics: Building the Post-Soviet Nations*", Cambridge University Press p. 152

¹⁰⁶ CPM Central Committee report on "Some Problems of the Development of Education in Taraclia, Comrat, Ciadîr-Lunga, Basarabeasca, and Vulcănești Raions," n.d., AOSPRM, n/c, l. 1

¹⁰⁷ ZIDU D. G., "On the Training of Specialists with Higher Education among the Gagauz," n.d., AOSPRM, n/c, l. 1

¹⁰⁸ Arhiva Organizațiilor Social-Politice din Republica Moldova AOSPRM, n/c, l. 8

à la Transnistrie, les dirigeants gagaouzes ne cherchaient pas à faire sécession totale avec la Moldavie, mais exigeaient un contrôle accru sur les ressources locales et la préservation de leur identité culturelle.¹⁰⁹ Malgré la proclamation symbolique de la “République gagaouze” en 1990, cette initiative était principalement une stratégie de négociation visant à obtenir des concessions politiques et économiques de la part du gouvernement central. Les autorités gagaouzes ont privilégié leurs demandes d'autonomie plutôt que de rompre totalement avec l'administration moldave.

L'approche du gouvernement central et la quête d'autonomie

En 1990, alors que les relations entre Chişinău et Comrat étaient au plus bas, le gouvernement moldave a progressivement reconnu qu'une certaine forme d'autonomie dans le sud pourrait être une solution acceptable. Les élections de 1994 ont marqué un tournant décisif dans ce processus. La perte d'influence des groupes ultranationalistes pan-roumains et la victoire des candidats centristes ont mis l'accent sur la recherche de la stabilité politique.¹¹⁰ Durant cette période, dans le cadre d'une politique générale de décentralisation et de réforme administrative, le gouvernement moldave a adopté un modèle d'autonomie accordant des droits politiques, économiques et culturels aux Gagaouzes. Cependant, la structure démographique compliquait la mise en œuvre de ce processus. Les Gagaouzes ne constituaient une majorité absolue que dans deux régions (Ciadâr-Lunga 64,2 % et Comrat 63,8 %), alors que dans d'autres régions, comme Taraclia, les Moldaves et les Bulgares étaient majoritaires.¹¹¹ Cette situation a compliqué la délimitation des frontières de l'autonomie et a alimenté les controverses.

Rôle de Türkiye et contributions diplomatiques

Türkiye a joué un rôle déterminant dans la résolution de la question gagaouze, en contribuant de manière significative au processus diplomatique. Les souvenirs d'Ender Arat, premier consul général turc en Moldavie, témoignent de l'efficacité de Türkiye dans ce contexte. Lors de la préparation du projet de constitution et de la loi sur l'autonomie, la recherche d'une définition permettant de protéger l'identité gagaouze a émergé comme un point central. Lorsque Todor Angeli, député gagaouze,

¹⁰⁹ KING Charles, Ibidem, p. 687

¹¹⁰ KING Charles, Ibidem, p.688

¹¹¹ KING Charles, Ibidem, p.688

s'est trouvé dans une impasse concernant les propositions de noms pour l'autonomie, le consul général Ender Arat est intervenu en suggérant le terme "Gagauz Yeri" pour désigner le territoire gagaouze. Cette proposition a joué un rôle clé, car elle reflétait les dimensions ethniques et culturelles de manière neutre et offrait un statut qui protégeait l'identité gagaouze. De plus, les formules proposées par Türkiye ont facilité les négociations entre les parties et ont abouti à un modèle équilibré conciliant l'intégrité territoriale de la Moldavie et les droits identitaires des Gagaouzes. Les contributions diplomatiques de Türkiye ne se sont pas limitées à la terminologie. La visite officielle du président turc Süleyman Demirel en Moldavie, du 1er au 3 juin 1994, a donné un nouvel élan au processus. Lors de ses rencontres avec le président moldave Mircea Snegur et le dirigeant gagaouze Stepan Topal, Demirel a insisté sur l'importance de protéger les droits culturels des Gagaouzes et a affirmé que ces derniers pouvaient servir de pont entre Türkiye et la Moldavie.¹¹² Le soutien turc à une résolution pacifique a accéléré les négociations entre la Moldavie et les Gagaouzes et a contribué à orienter le processus dans une direction plus constructive sur le plan diplomatique.

Constitution de 1994 et loi d'autonomie

La loi sur l'autonomie, débattue au Parlement moldave le 17 décembre 1994, a été perçue par certains députés comme une menace pour l'intégrité territoriale de la Moldavie. Cependant, des enquêtes menées avec l'intervention de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) ont conclu que cette loi ne compromettait pas l'intégrité du pays. La commission dirigée par le Premier ministre Andrei Sangeli a ensuite réexaminé les limites de l'autonomie, et le statut spécial de la Gagaouzie a été adopté le 23 décembre 1994.¹¹³ L'article 111 de la Constitution moldave, adopté en 1994, prévoyait un statut spécial pour la région sud, mais sans cadre défini. La loi sur l'autonomie gagaouze, adoptée en décembre 1994 et entrée en vigueur en janvier 1995, a concrétisé ce statut. Une "unité territoriale autonome" appelée "Gagauz Yeri" a été créée, tout en restant partie intégrante de la République de Moldavie. Les villages pouvaient rejoindre cette région autonome par référendum, ce qui a permis d'ajuster les frontières ethniques de manière flexible. Lors d'un

¹¹² ARAT Ender, Ibidem, p. 88-91

¹¹³ ARAT Ender, Ibidem, p. 88-91

référendum en mars 1995, trois villes et plus de vingt villages ont rejoint la région autonome.

Ainsi, les Gagaouzes ont cessé d'être une minorité et ont été reconnus comme une "nation" ayant le droit à l'autodétermination. En vertu de cette loi, les Gagaouzes sont autorisés à promulguer des lois sur des questions liées à la culture, à l'éducation, à l'emploi, au logement, au budget local et aux finances, à condition qu'elles ne soient pas en contradiction avec la Constitution de la Moldavie. La loi stipule que la langue officielle de la Gagaouzie est le gagaouze, ainsi que le russe et le moldave. Elle précise également que les Gagaouzes peuvent utiliser leur propre drapeau en complément de celui de la République de Moldavie et que le centre administratif de la République autonome est situé dans la ville de Comrat. Selon cette législation, la propriété de toutes les ressources souterraines et en surface situées à l'intérieur des frontières de la Gagaouzie est confiée à l'administration gagaouze. Il a également été décidé que le chef de l'exécutif en Gagaouzie porterait le titre de « Bachkan », élu par le peuple tous les quatre ans, et qu'il deviendrait membre du gouvernement de la République de Moldavie sur décision du président moldave. Cependant, la loi ne fixe ni délai pour la signature de cette nomination par le Président de la Moldavie, ni les conditions dans lesquelles ce dernier peut refuser d'approuver une telle décision. La loi désigne Halk Topluşu (Assemblée Populaire) comme organe législatif, l'autorisant à adopter des lois locales, et stipule que chaque localité de Gagaouzie doit être représentée par au moins un député au sein de cette assemblée, composée de trente-quatre sièges.

Les domaines essentiels tels que la politique étrangère, la citoyenneté, la monnaie et la sécurité nationale restent sous l'autorité du gouvernement central. Les Gagaouzes sont assurés de conserver leur droit à l'autodétermination en cas de changement de statut, notamment dans l'éventualité d'une union entre la Moldavie et la Roumanie. Ces dispositions ont apporté une solution stable, garantissant les droits politiques de la communauté gagaouze tout en préservant l'intégrité territoriale de la Moldavie.

Lorsque les Gagaouzes ont obtenu leur autonomie, ils ont modifié leur drapeau en remplaçant la tête de loup sur fond bleu ciel par un nouveau design. Ce nouveau

drapeau comporte trois étoiles sur une large bande bleu foncé, accompagnée de fines bandes blanches et rouges.



Figure 3 : Le premier drapeau des Gagaouzes



Figure 4 : Le drapeau actuel de UTA Gagaouzie

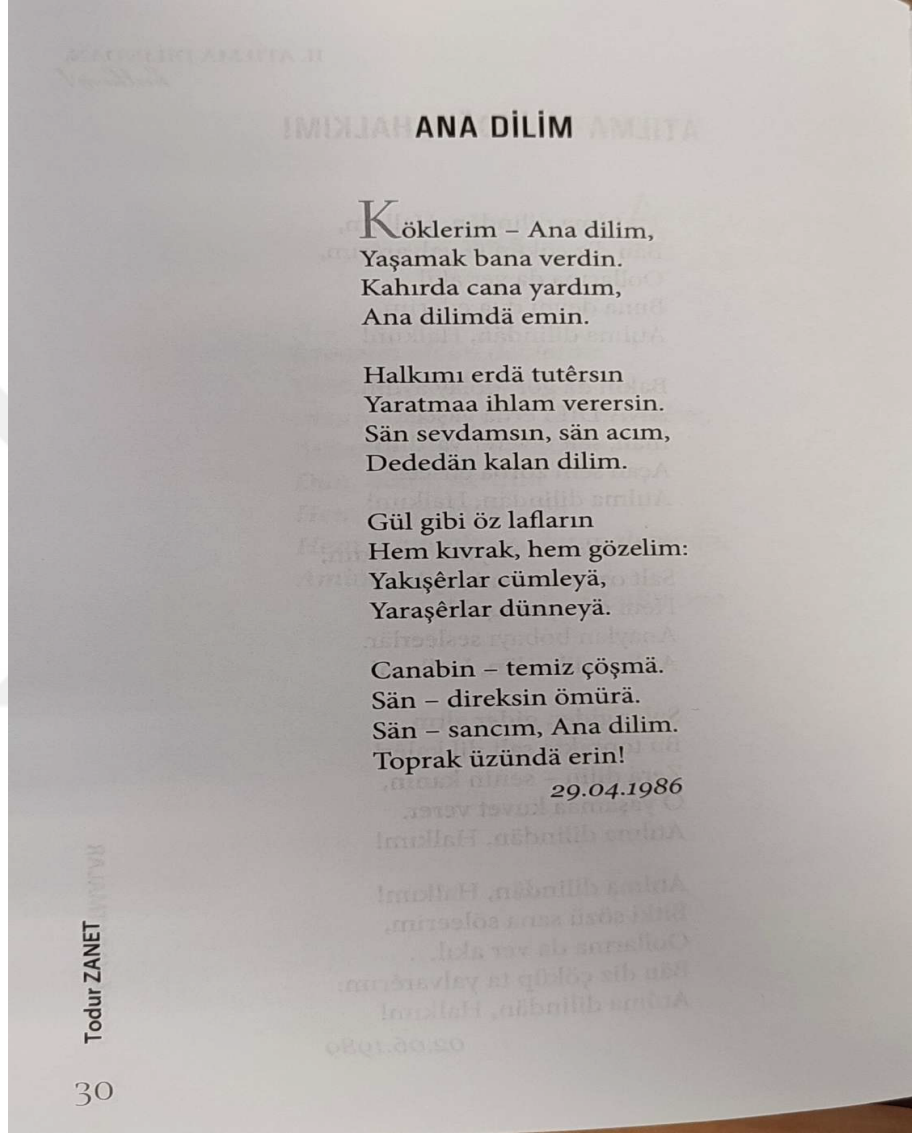
Période post-autonomie et résultats

Après 1995, la région gagaouze a surmonté ses tensions politiques avec la Moldavie. Les élections de mai et juin 1995 ont permis d'établir des organes autonomes fonctionnant en coopération avec le gouvernement central. Georgi Tabunșic, premier Bachkan élu, a travaillé en harmonie avec le gouvernement central, tout en poursuivant l'objectif d'étendre les droits à l'autonomie locale. Bien que des difficultés économiques et des problèmes d'infrastructures aient persisté, la stabilité politique a été maintenue. Pour répondre aux préoccupations sécuritaires, le gouvernement a intégré des milices locales, telles que le "bataillon Bugeac", dans l'armée nationale, garantissant ainsi l'ordre public.¹¹⁴ Le conflit gagaouze des années 1990 est un exemple de gestion réussie de la diversité ethnique en Moldavie. Contrairement au cas de la Transnistrie, la résolution pacifique par des négociations et des mécanismes d'autonomie a permis de préserver l'intégrité territoriale du pays.

Ce modèle de gouvernance régionale a protégé les droits culturels et administratifs des minorités ethniques. La question gagaouze constitue une étude de cas importante sur la gestion de la diversité ethnique et les politiques d'autonomie locale.

¹¹⁴ Charles KING, "Gagauz Yeri and the Dilemmas of Self-Determination", *Transition*, October, 20, 1995, p.25





¹¹⁵ ZANET T., *Seçma Yaratmalar: 60 yaşına*, Pontos Basımevi, Kişinev, 2018

2. LES POLITIQUES LINGUISTIQUES ET LEURS EFFETS DANS LA REGION AUTONOME DE GAGAOUZIE EN REPUBLIQUE DE MOLDAVIE: IDENTITE, DIVERSITE ET DYNAMIQUES POLITIQUES

Dans la région autonome de Gagaouzie, les politiques linguistiques jouent un rôle déterminant dans la préservation de l'identité culturelle et dans la gestion des dynamiques entre les langues officielles. Bien que le gagaouze bénéficie d'un statut égal aux côtés du roumain et du russe, son usage dans les sphères publiques reste limité. Ces dynamiques reflètent une interaction complexe entre les réglementations juridiques et les pratiques sociales. Par exemple, la loi sur le statut juridique spécial de la Gagaouzie, adoptée en 1994, reconnaît officiellement trois langues — le gagaouze, le moldave et le russe — tout en leur attribuant une égalité théorique. Cependant, dans la pratique, ces langues occupent des positions asymétriques dans la hiérarchie sociale et institutionnelle.

La théorie des “communautés imaginées” de Benedict Anderson éclaire le rôle du gagaouze comme vecteur d'une identité collective et partagée.¹¹⁶ Les initiatives éducatives et médiatiques, telles que les journaux locaux (Ana Sözü, Sabaa Yıldızı) ou les programmes régionaux, participent à renforcer ce sentiment d'appartenance. Cependant, la préférence croissante pour d'autres langues dans l'éducation et les interactions administratives met en lumière les défis auxquels le gagaouze fait face dans son intégration dans les pratiques quotidiennes.

En mobilisant les concepts de Pierre Bourdieu, cette situation peut être interprétée à travers le prisme du “capital linguistique”.¹¹⁷ Dans ce cadre, la capacité d'une langue à offrir des opportunités sociales et professionnelles détermine son prestige et son usage. En Gagaouzie, ce capital linguistique semble disproportionnellement réparti, le gagaouze conservant une fonction essentiellement culturelle tandis que d'autres langues occupent des positions plus stratégiques dans les domaines économique et administratif.

¹¹⁶ Anderson, B. (2002). *“L'imaginaire national: Réflexion sur l'origine et l'essor du nationalisme.”* Paris: La Découverte & Syros.

¹¹⁷ Bourdieu, P. (1991). *“Langage et pouvoir symbolique.”* Cambridge: Polity Press.

Les politiques linguistiques ne sont pas uniquement des mécanismes techniques, mais des instruments de pouvoir et de représentation. En ce sens, les priorités institutionnelles et politiques influencent directement la visibilité et l'intégration du gagaouze dans les espaces publics. Ces dynamiques reflètent des choix stratégiques, qui favorisent certaines langues pour leur rôle historique ou fonctionnel tout en limitant l'accès du gagaouze à des sphères plus larges.

Les déclarations de la présidente de la République de la Moldavie, mettant en avant l'importance de protéger la langue et la culture gagaouzes tout en soulignant la solidarité nationale, illustrent une tentative d'équilibrer la diversité linguistique avec l'intégrité territoriale. Toutefois, ces discours, bien que symboliquement significatifs, nécessitent des mesures concrètes pour garantir leur impact dans les pratiques quotidiennes.

À travers cette perspective théorique et juridique, cette section analyse les politiques linguistiques en Gagaouzie comme des outils de préservation identitaire et de gestion de la diversité culturelle. Ces politiques, influencées par des dynamiques locales et régionales, déterminent non seulement le statut du gagaouze, mais aussi son rôle dans la vie sociale, éducative et administrative.

2.1 Le cadre juridique : Langue officielle, langues minoritaires et construction identitaire

Dans la construction des États-nations, la langue dépasse le simple rôle de moyen de communication et devient l'un des éléments les plus importants de l'identité sociale, de la continuité culturelle et de la légitimité politique. La langue fonctionne comme un indicateur d'appartenance sociale, un vecteur d'identité nationale et, dans de nombreux cas, comme un moyen de promouvoir l'existence d'une communauté au niveau international. Dans ce contexte, les politiques en matière de langues officielles et les réglementations sur les langues minoritaires sont au cœur de la politique identitaire d'une société. En particulier dans les sociétés multiculturelles et multilingues, le choix de la langue officielle et le niveau de reconnaissance des langues minoritaires jouent un rôle essentiel non seulement dans l'obtention d'un consensus

social, mais aussi dans la protection des droits culturels et linguistiques des locuteurs de ces langues.

Dans ce contexte, l'analyse des réglementations juridiques relatives aux politiques linguistiques offre une perspective importante pour comprendre les processus de construction de la nation et de l'identité. En particulier, les réglementations sur les langues minoritaires, tout en soutenant le pluralisme, déterminent également la manière dont les groupes minoritaires sont positionnés dans le cadre de l'État-nation.

Dans cette section, les réglementations sur les langues officielles et minoritaires seront analysées à travers la législation nationale et le cadre juridique spécifique à l'autonomie de la Gagaouzie. La manière dont les politiques en matière de langues officielles sont réglementées dans la législation nationale de la Moldavie et les pratiques à l'égard des langues minoritaires sont les principaux facteurs qui façonnent le régime linguistique et la législation locale de la Gagaouzie. En particulier, la reconnaissance du gagaouze, du russe et du moldave comme langues officielles en Gagaouzie reflète la structure multilingue de la région autonome d'une part, et d'autre part, elle fournit un important domaine d'investigation sur les rôles sociaux, culturels et politiques de ces langues.

Dans ce cadre, la relation entre la législation nationale et locale, le rôle joué par les politiques linguistiques dans la construction de l'identité gagaouze seront évalués en détail, ainsi que les processus de choix de la langue officielle et de reconnaissance des langues minoritaires.

Niveau national

Le cadre constitutionnel des politiques linguistiques de la Moldavie est étroitement lié à sa structure historique, culturelle et sociopolitique. Lorsque la Moldavie a obtenu son indépendance après la dissolution de l'Union soviétique en 1991, les politiques linguistiques ont joué un rôle central dans la préservation de l'identité nationale et de la cohésion sociale. En particulier, l'adoption du roumain comme langue officielle et la détermination du statut des langues minoritaires ont été au cœur de débats majeurs, en raison de la diversité ethnique et du caractère

multilingue du pays. La Constitution de 1994 visait à protéger à la fois la langue officielle et les droits des langues minoritaires en établissant un cadre réglementaire de base sur la politique linguistique. L'article 13 de la Constitution définit initialement la langue officielle de la Moldavie comme le "moldave" et précise qu'elle s'écrit avec l'alphabet latin. Cependant, en 2013, la Cour constitutionnelle de Moldavie a statué que la Déclaration d'indépendance primait sur la Constitution dans la hiérarchie des normes. Étant donné que la Déclaration d'Indépendance stipule que la langue officielle est le roumain et que la Constitution devait être harmonisée avec cette décision de la Cour Suprême, le Parlement de Moldavie a adopté, le 16 mars 2023, un projet de loi visant à remplacer le terme "moldave" par "roumain" dans toutes les dispositions législatives pertinentes, y compris la Constitution. Cette formulation soulignait les liens historiques et culturels de la Moldavie avec la Roumanie, tout en marquant la volonté de rompre avec l'alphabet cyrillique utilisé pendant l'ère soviétique.

“Article 13. La langue de l'État et le fonctionnement des autres langues

1-La langue officielle de la République de Moldavie est la langue roumaine, fonctionnant sur la base de l'orthographe latine”¹¹⁸

Cette décision a été perçue comme faisant partie des efforts déployés par la Moldavie pour renforcer son lien avec la Roumanie. Parallèlement, l'adoption du roumain comme langue officielle reflétait non seulement la volonté de s'éloigner de l'influence russe, mais aussi celle de se rapprocher de l'Occident. En outre, l'article 10 de la Constitution garantit à tous les citoyens moldaves le droit de préserver et de développer leur identité ethnique, culturelle, linguistique et religieuse.

“Article 10. L'unité du peuple et le droit à l'identité

1) L'État est basé sur l'unité du peuple de la République de Moldavie. La République de Moldavie est la patrie commune et indivisible de tous ses citoyens.

2) L'État reconnaît et garantit le droit de tous les citoyens de préserver, de développer et d'exprimer leur identité ethnique, culturelle, linguistique et religieuse”¹¹⁹

¹¹⁸ République de Moldavie, Constitution, art. 13, 2023 [1994], [en ligne], <https://www.axl.cefai.ulaval.ca/europe/moldavie-const-1994.htm>

¹¹⁹ République de Moldavie, Constitution, art. 10, 2023 [1994], [en ligne], <https://www.axl.cefai.ulaval.ca/europe/moldavie-const-1994.htm>

L'État s'engage à protéger les langues et le patrimoine culturel des groupes minoritaires, reconnaissant l'identité linguistique comme un facteur essentiel de cohésion et de stabilité sociales. De plus, l'article 16 affirme que tous les citoyens sont égaux devant la loi, indépendamment de leur langue.

“Article 16. L'égalité

- 1) Le respect et la protection de la personne sont une obligation primordiale de l'État.*
- 2) Tous les citoyens de la République de Moldavie sont égaux devant la loi et les autorités publiques, indépendamment de leur race, de leur nationalité, de leur origine ethnique, de leur langue, de leur religion, de leur sexe, de leur opinion, de leur affiliation politique, de leur richesse ou de leur origine sociale”¹²⁰*

Ces articles ont établi une base juridique pour la protection de la langue majoritaire ainsi que pour la préservation des langues minoritaires. Cependant, l'une des questions les plus controversées des politiques linguistiques en Moldavie concerne le statut du russe. Utilisé comme langue commune de communication pendant l'époque soviétique, le russe a conservé une forme de position dominante après l'indépendance. Bien que la Constitution le reconnaisse comme langue minoritaire, elle admet également son rôle significatif dans la structure multilingue de la Moldavie.

“Article 13. La langue de l'État et le fonctionnement des autres langues

- 2) L'État reconnaît et protège le droit à la préservation, au développement et au fonctionnement de la langue russe et des autres langues parlées sur le territoire du pays”¹²¹*

Cependant, le 16 décembre 2020, le Parlement moldave a adopté une loi accordant au russe un statut presque équivalent à celui du roumain. Toutefois, cette loi a été annulée par la Cour constitutionnelle de Moldavie le 21 janvier 2021. L'objectif principal de cette législation était de réglementer l'utilisation de la langue officielle (roumain/moldave), ainsi que du russe et des autres langues minoritaires en Moldavie,

¹²⁰ République de Moldavie, Constitution, art. 16, 2023 [1994], [en ligne], <https://www.axl.cefanelaval.ca/europe/moldavie-const-1994.htm>

¹²¹ République de Moldavie, Constitution, art. 13, 2023 [1994], [en ligne], <https://www.axl.cefanelaval.ca/europe/moldavie-const-1994.htm>

tout en garantissant les droits linguistiques. La Cour constitutionnelle, cependant, a estimé que cette réglementation portait atteinte à la suprématie du roumain et accordait un privilège excessif aux langues minoritaires. Elle a conclu que les politiques linguistiques devaient être réformées afin d’assurer un équilibre entre la protection des droits linguistiques et la préservation du statut de la langue officielle.

“62. Le traitement préférentiel de la langue russe par rapport aux autres langues des minorités ethniques, en la positionnant au niveau de la langue officielle, est contraire à l'article 13 de la Constitution. Ce traitement n'est pas conforme aux principes énoncés par le Préambule de la Constitution et rend la prescription du paragraphe 2 de l'article 10 de la Constitution à être vidée de sa substance à l'égard des autres minorités ethniques qui parlent une langue autre que le russe.

63. En accordant à la langue russe un statut analogue à celui de la langue roumaine, la loi contestée diminue la force intégratrice de la langue officielle, notamment dans le domaine d'activité des pouvoirs publics”¹²²

Cet arrêt illustre de manière significative la manière dont les politiques linguistiques devraient être structurées en Moldavie. La Cour a insisté sur la nécessité de préserver le roumain en tant que langue officielle, tout en garantissant le respect des langues minoritaires. Toutefois, elle a également affirmé qu’aucune langue minoritaire ne devait bénéficier d’un statut équivalent à celui du roumain.

Enfin, dans le cadre des efforts pour préserver la diversité linguistique et culturelle, la Constitution de la République de Moldavie a été traduite en cinq langues minoritaires – le bulgare, le gagaouze, le romani, le russe et l’ukrainien – le 21 février 2017, à l’occasion de la Journée internationale de la langue maternelle, organisée par l’Agence pour les relations interethniques.

¹²² Cour constitutionnelle de Moldavie, Arrêt n° 4 du 21 janvier 2021 concernant la Loi sur le fonctionnement des langues parlées sur le territoire de la république de Moldavie de 2020, 2021, [en ligne], <https://www.axl.cefai.ulaval.ca/europe/moldavie-arret-Cour-2021.htm>

Le cadre juridique des politiques linguistiques en Moldavie reflète la complexité de l'histoire sociopolitique et culturelle du pays, marqué par des tensions entre une volonté de consolidation nationale et la reconnaissance de sa diversité ethnique. La promotion du roumain en tant que langue officielle illustre une démarche claire de construction identitaire nationale et d'affirmation culturelle, particulièrement dans le contexte post-soviétique. Cependant, cette dynamique s'accompagne de défis liés à la coexistence avec les langues minoritaires, dont le russe, qui conserve une position dominante dans de nombreux domaines de la vie quotidienne.

Les dispositions constitutionnelles, telles que les articles 10, 13 et 16, cherchent à trouver un équilibre entre l'unité nationale et la préservation des droits linguistiques des minorités. La décision de traduire la Constitution moldave en cinq langues minoritaires en 2017 est un exemple concret des efforts déployés pour reconnaître et valoriser cette diversité dans le cadre légal.

En définitive, les politiques linguistiques moldaves illustrent une approche juridico-politique où la langue joue un rôle fondamental dans la construction de l'identité nationale tout en constituant un outil de cohésion sociale. Cependant, leur mise en œuvre nécessite un équilibre délicat pour éviter les conflits, renforcer la stabilité sociale et garantir la participation active des minorités à la vie publique.

L'agence des relations interethniques (ARI) : Un acteur clé de la gestion de la diversité en Moldavie

L'Agence des Relations Interethniques (ARI) occupe une position centrale dans la gestion de la diversité culturelle et linguistique en Moldavie, un pays où le multiculturalisme est une caractéristique marquante de la société. Créée en 2018 par une décision du gouvernement moldave, l'ARI est un organe central de l'administration publique moldave, placé sous l'autorité du gouvernement. L'ARI est dirigée par un directeur général, nommé par le gouvernement, qui supervise l'ensemble des activités et veille à la mise en œuvre des politiques publiques. Il est assisté par un directeur général adjoint, chargé de coordonner les différentes structures de l'agence. Le Service d'audit interne assure le contrôle et l'évaluation de la gestion administrative et financière afin de garantir la transparence et l'efficacité institutionnelle. La Direction du renforcement des relations interethniques met en

œuvre des stratégies visant à promouvoir le dialogue interculturel et l'intégration des minorités nationales. Le Service juridique et des ressources humaines veille au respect des cadres législatifs et réglementaires tout en gérant les ressources humaines de l'agence. Enfin, le Département des affaires financières et administratives est responsable de la gestion budgétaire et du bon fonctionnement administratif de l'ARI. Son mandat s'étend à plusieurs domaines essentiels qui touchent directement à la protection et à la promotion des minorités.¹²³

L'ARI est responsable de la supervision et de la mise en œuvre des engagements nationaux et internationaux de la Moldavie en matière de diversité culturelle et linguistique. L'une de ses principales fonctions consiste à promouvoir les droits des minorités nationales en garantissant leurs libertés culturelles, linguistiques et sociales. Dans cette optique, l'ARI œuvre activement à la préservation et à la valorisation des langues minoritaires telles que le gagaouze, le bulgare et l'ukrainien. Elle s'efforce de renforcer leur usage dans les sphères publiques et institutionnelles, contribuant ainsi à leur reconnaissance et à leur vitalité. Par ailleurs, elle organise régulièrement des événements culturels et éducatifs qui visent à promouvoir le dialogue interculturel, à renforcer les relations entre les différents groupes ethniques et à réduire les tensions interethniques. L'ARI veille également au respect par la Moldavie des normes internationales, notamment celles énoncées dans la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales du Conseil de l'Europe. Bien qu'elle ne possède pas de pouvoir judiciaire ou coercitif, l'ARI sert de plateforme pour recueillir les préoccupations des minorités et les transmettre aux institutions compétentes.

Malgré son rôle crucial, l'ARI se heurte à plusieurs défis qui limitent son efficacité. L'absence de pouvoir coercitif constitue une limite importante, car l'agence ne peut pas imposer de sanctions ou contraindre les acteurs à appliquer ses recommandations. De plus, les ressources financières et humaines allouées à l'agence sont limitées pour répondre pleinement aux besoins des minorités, notamment dans les régions périphériques telles que la Gagaouzie. Par ailleurs, une grande partie de la population, y compris certains membres des minorités, a relativement moins

¹²³ Le Règlement ARI, <https://ari.gov.md/sites/default/files/Regulementul%20ARI.pdf>

d'informations sur l'existence ou les fonctions de l'ARI, ce qui entrave son impact sur le terrain.¹²⁴

La région autonome de Gagaouzie représente un terrain d'intervention prioritaire pour l'ARI en raison de sa diversité linguistique unique, où le gagaouze, le moldave/roumain et le russe sont reconnus comme langues officielles. L'ARI soutient les efforts locaux visant à préserver et promouvoir la langue gagaouze, en mettant l'accent sur son rôle central dans l'identité régionale. Elle accompagne notamment les initiatives dans les secteurs de l'éducation et des médias pour renforcer la visibilité et l'usage du gagaouze. En outre, l'agence agit comme un médiateur entre le gouvernement central et les autorités régionales de Gagaouzie, afin de garantir que les politiques nationales respectent les spécificités culturelles et linguistiques de cette région.

Niveau régional : Le cadre juridique de la langue en Gagaouzie

En Gagaouzie, la réglementation juridique relative à la langue repose sur trois textes fondamentaux : premièrement, la loi sur le statut juridique spécial de la Gagaouzie ; deuxièmement, la loi sur le fonctionnement des langues sur le territoire de la Gagaouzie ; et troisièmement, le Code de la Gagaouzie.

La “*loi sur le statut juridique spécial de la Gagaouzie*”, adoptée en 1994, a conféré à la région une autonomie politique et culturelle, lui permettant d'élaborer et d'appliquer ses propres législations. Cette loi reconnaît le gagaouze, le moldave et le russe comme langues officielles (art.3)¹²⁵ ayant un statut équivalent en Gagaouzie. En outre, selon l'article 14, le gouverneur (appelé “Bashkan”), représentant officiel suprême de la Gagaouzie, doit obligatoirement maîtriser la langue gagaouze. Le Bachkan est élu au suffrage universel pour un mandat de quatre ans et peut exercer deux mandats consécutifs. Ces dispositions renforcent le rôle de la langue gagaouze comme fondement de l'identité régionale et de la gouvernance locale.

¹²⁴ Conseil de l'Europe, Comité Consultatif De La Convention cadre Pour La Protection Des Minorités Nationales Cinquième Avis Sur La République De Moldova, <https://rm.coe.int/5th-op-moldova-fr/1680acf619>

¹²⁵ République de Moldavie, *Loi sur le statut juridique de la Gagaouzie*, art. 3, 1994, [en ligne], <https://www.axl.cefan.ulaval.ca/EtatsNsouverains/gagaouzie-code-2012.htm>

La Gagaouzie a adopté en 1995 une loi sur le fonctionnement des *langues sur le territoire de la Gagaouzie* afin de protéger et de garantir l'utilisation des langues parlées sur son territoire. Cette loi vise à préserver la diversité linguistique, à assurer le libre usage des langues et à prévenir toute forme de discrimination linguistique. Selon l'article 1¹²⁶ de cette loi, trois langues sont reconnues comme officielles en Gagaouzie : le moldave, le gagaouze et le russe. Ces langues bénéficient d'un statut protégé, ce qui leur permet d'être utilisées dans l'administration publique, les institutions éducatives, les tribunaux et les relations officielles. En plus de ces langues officielles, l'article 2 garantit également l'utilisation d'autres langues, telles que le bulgare et l'ukrainien, pour répondre aux besoins culturels et nationaux des groupes ethniques vivant dans la région.

Dans l'administration publique, les autorités ont la liberté de choisir l'une des trois langues officielles en fonction des particularités locales et des préférences linguistiques de la population (article 3). Ce principe s'applique également aux relations entre les citoyens et les institutions publiques, permettant une flexibilité linguistique adaptée au contexte local. En vertu de l'article 6, tous les documents officiels doivent être rédigés et acceptés en moldave, en gagaouze ou en russe. De même, l'article 7 stipule que les communications des organismes publics avec les citoyens doivent se faire dans l'une de ces trois langues, garantissant ainsi l'accès aux services publics pour l'ensemble de la population.

La loi prévoit également des mécanismes de contrôle afin d'assurer le respect de ses dispositions. L'article 16 charge les cadres administratifs et publics de veiller à l'application effective de cette législation, tandis que l'article 17 attribue à l'Assemblée populaire de Gagaouzie et aux autorités locales la responsabilité de superviser et d'évaluer son respect. Toute violation des règles établies peut entraîner des mesures disciplinaires à l'encontre des institutions concernées. Cette législation ne se limite pas aux branches exécutive et législative, mais s'étend aussi au système judiciaire. Conformément à l'article 9, les procédures civiles, administratives et pénales doivent être conduites dans l'une des trois langues officielles, garantissant ainsi l'accès à la justice pour tous.

¹²⁶ Unité territoriale autonome de la Gagaouzie, *Loi sur la fonctionnement des langues sur le territoire de la Gagaouzie*, art. 1-2, 1995, [en ligne], < <https://www.axl.cefan.ulaval.ca/EtatsNsouverains/gagapouzie-loi-lng-1995.htm> >

Le Code de la Gagaouzie, adopté en 1998 et révisé en 2012, constitue la loi fondamentale de cette région autonome de Moldavie. Il définit les droits, responsabilités et pouvoirs des autorités gagaouzes tout en maintenant leur conformité à la Constitution et aux lois de la République de Moldavie. L'article 2¹²⁷ stipule que le Code a priorité sur toute loi régionale en cas de divergence, tout en précisant que les citoyens et les institutions doivent respecter à la fois la Constitution moldave et les lois gagaouzes.

Sur le plan linguistique, l'article 16 reconnaît trois langues officielles : le gagaouze, le moldave (roumain) et le russe. Le Code accorde une attention particulière à la langue gagaouze, écrite en alphabet latin, qu'il considère comme un élément fondamental de l'identité nationale du peuple gagaouze. Il impose au gouvernement régional la responsabilité de préserver, promouvoir et développer l'usage de cette langue dans tous les domaines où les questions linguistiques jouent un rôle significatif. Les membres du Comité Exécutif (İcra Komitesi), ainsi que les dirigeants de l'Assemblée Populaire (Halk Topluşu), doivent également démontrer leur maîtrise de la langue gagaouze, conformément aux articles 53, 62 et 72 du Code de la Gagaouzie. En outre, il garantit également dans l'article 16, paragraphe 4 la protection et le développement des langues et cultures des autres nationalités vivant sur son territoire, en assurant leur libre utilisation dans la mesure du possible.

Le Code consacre également les principes démocratiques et l'égalité de tous les citoyens devant la loi. L'article 18 affirme que la Gagaouzie est une société démocratique où les droits et libertés des citoyens sont garantis indépendamment de leur sexe, origine ethnique, langue, religion ou convictions politiques. Cette disposition garantit une protection égale des droits culturels, linguistiques et religieux pour toutes les communautés vivant dans la région. En ce qui concerne les responsabilités du gouvernement gagaouze, l'article 77 définit ses obligations principales. Il prévoit l'élaboration et la mise en œuvre de programmes visant au développement économique, social et culturel (paragraphe 5). Cela inclut la promotion de l'éducation, de la santé, de la culture et du patrimoine historique (paragraphe 8), ainsi que la protection et l'expansion de l'usage des langues officielles et des langues

¹²⁷ Unité territoriale autonome de la Gagaouzie, *Code de la Gagaouzie*, art 2. al. 1 et 3, 2012 (1998), [en ligne], < <https://www.axl.cefan.ulaval.ca/EtatsNsouverains/gagaouzie-code-2012.htm> >

minoritaires (paragraphe 10). Le gouvernement est également chargé de préserver l'égalité des droits, la cohésion sociale et l'ordre public (paragraphe 11), reconnaissant ainsi que la stabilité et l'harmonie communautaire dépendent du respect des droits linguistiques et culturels.

Les politiques linguistiques en Gagaouzie, articulées à travers la loi sur le statut juridique spécial de la Gagaouzie, le Code de la Gagaouzie et la Loi sur le fonctionnement des langues, offrent un cadre juridique robuste et équilibré pour la gestion de la diversité linguistique. En garantissant la protection des langues officielles et minoritaires, tout en promouvant leur usage dans l'éducation, la culture et l'administration, ces lois soutiennent l'intégration sociale et la stabilité dans une société multiculturelle. Par ailleurs, les obligations linguistiques imposées aux représentants politiques et administratifs démontrent une volonté de renforcer l'identité culturelle gagaouze tout en respectant la diversité linguistique de la région. Leur approche inclusive et démocratique constitue un modèle de gouvernance linguistique qui respecte à la fois les identités nationales et les minorités culturelles.

Niveau international

La protection du gagaouze ne relève pas uniquement d'une question nationale, mais s'inscrit également dans le cadre du droit international. La préservation des langues minoritaires suscite l'intérêt de la communauté internationale, car elle constitue un élément essentiel de la durabilité de la diversité culturelle et de la protection des droits de l'homme. Classé parmi les langues en danger par l'UNESCO, le gagaouze doit être perçu non seulement comme un aspect fondamental de l'identité régionale, mais également comme un patrimoine culturel commun à toute l'humanité. Dans ce contexte, la protection et la promotion des droits linguistiques bénéficient du soutien de divers mécanismes internationaux.

Ici, il semble approprié d'examiner les politiques linguistiques dans le cadre d'une approche fondée sur l'intérêt, notamment parce que la langue Gagauz est reconnu par l'UNESCO comme l'une des langues en danger dans le monde. Dans ce contexte, à la question « *Pourquoi devrions-nous nous préoccuper de la mort des langues ?* », David Crystal avance cinq raisons principales : nous avons besoin de

diversité ; la langue exprime l'identité ; les langues sont la mémoire de l'histoire ; elles font partie du savoir total de l'humanité ; et elles sont une source d'intérêt en soi.¹²⁸

Dans une perspective qui défend les droits linguistiques sur la base de l'intérêt, la langue est considérée comme une valeur écologique, esthétique et épistémique.¹²⁹ Chaque langue est alors perçue comme un patrimoine commun de l'humanité, et son importance ne dépend pas uniquement du nombre de ses locuteurs, mais de son rôle en tant qu'expression unique des émotions, pensées et expériences humaines. Ainsi, tout comme les œuvres d'art, les idées et les traditions créées par l'humanité au fil de l'histoire sont protégées, les langues qui en sont le vecteur devraient l'être également, même par défaut.¹³⁰ Dans cette perspective, la diversité linguistique devient une valeur en soi. Les exemples illustrent souvent le caractère esthétique de cette diversité : on considère que le monde est plus riche, plus coloré et plus dynamique grâce à la variété des langues. Selon l'approche fondée sur l'intérêt, la mort d'une langue peut être comparée à l'extinction d'une espèce : tout comme la disparition d'une espèce rétrécit le monde naturel et endommage le système écologique, l'extinction d'une langue représente une perte irréversible pour l'humanité. Éliminer une langue revient à effacer définitivement une partie de l'existence collective des êtres humains. Par conséquent, la protection des droits linguistiques est essentielle à la survie de toutes les langues.

Toute l'humanité bénéficie de la culture et des connaissances accumulées par les langues. Cette approche se reflète dans certains documents internationaux. Par exemple, le préambule de la « Charte européenne des langues régionales ou minoritaires »¹³¹ souligne « *Considérant que la protection des langues régionales ou minoritaires historiques de l'Europe, dont certaines risquent, au fil du temps, de disparaître, contribue à maintenir et à développer les traditions et la richesse culturelles de l'Europe* » et « *la protection et la promotion des langues régionales ou minoritaires dans les différents pays et régions d'Europe représentent une contribution importante à la construction d'une Europe fondée sur les principes de la démocratie*

¹²⁸ CRYSTAL, David: Dillerin Katli, Çev: Gökhan Cansız, Profil Yayıncılık, İstanbul 2007, s. 46-71.

¹²⁹ KOÇAK, Mustafa: Çok-Kültürlülük Açısından Dil Hakları, Liberta Yayınları, Ankara 2013, s. 272-276.

¹³⁰ PATTEN, Alan / KYMLICKA, Will: "Introduction Language Rights and Political Theory: Context, Issues, and Approaches", in Kymlicka, Will / Patten, Alan (Ed.), Language Rights and Political Theory, Oxford University Press, New York 2003, s. 45.

¹³¹ Conseil de l'Europe, "Charte européenne des langues régionales ou minoritaires", Fait à Strasbourg, le 5 novembre 1992, <https://rm.coe.int/168007c07e>

et de la diversité culturelle, dans le cadre de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale», ce qui reflète en partie cette conception. David Crystal, en examinant les différentes raisons de la disparition des langues, insiste sur le fait que ce processus est souvent déterminé par des facteurs culturels, politiques, économiques et sociaux.¹³²

La Convention-cadre du Conseil de l'Europe pour la protection des minorités nationales contient des dispositions détaillées sur l'utilisation des langues minoritaires dans la sphère publique ainsi que sur leur place dans le système éducatif. Les articles 10 et 14 de la Convention¹³³ garantissent la libre utilisation des langues propres aux minorités et encouragent leur promotion dans le cadre du système éducatif. En tant qu'État partie à cette Convention, la Moldavie s'est engagée à protéger les langues minoritaires, y compris le gagaouze.

Dans le contexte de la Gagaouzie, ces engagements ont été formalisés sur le plan juridique avec la reconnaissance du gagaouze comme langue officielle. Cependant, les rapports de suivi du Conseil de l'Europe sur la Moldavie soulignent que des efforts supplémentaires sont nécessaires pour assurer l'utilisation effective de cette langue dans les domaines de l'éducation et des médias. Cela montre que le respect des normes internationales nécessite non seulement un cadre juridique solide, mais aussi une mise en œuvre concrète et efficace.

2.2 Pratiques et usages de la langue gagaouze

La langue n'est pas seulement un symbole dans la construction de l'identité nationale ou une structure encadrée par des règles juridiques, mais également une pratique sociale qui se reproduit dans la vie quotidienne. Les sphères publiques telles que l'éducation, les médias et les structures administratives sont des domaines clés qui déterminent la fonctionnalité et le statut social d'une langue. Dans ce contexte, le degré d'enracinement de l'utilisation d'une langue dans les pratiques quotidiennes est essentiel pour assurer sa durabilité culturelle et renforcer son rôle dans la construction identitaire. Ainsi, dans la formation des identités nationales et locales, une langue ne doit pas seulement être « apprise », mais également « vécue ».

¹³² CRYSTAL, D., Ibidem

¹³³ Convention-cadre pour la protection des minorités nationales <https://rm.coe.int/168007cdb8>

Une langue utilisée dans l'éducation, diffusée par les médias ou adoptée comme langue officielle dans les structures administratives représente non seulement l'identité d'une société, mais fournit également un cadre pour la manière dont cette identité est perçue et reproduite. Le concept de « légitimité » chez Bourdieu est particulièrement pertinent ici : l'importance et les modalités d'usage d'une langue dans l'espace public influent directement sur sa légitimité et son prestige social.¹³⁴

La mondialisation réduit la diversité linguistique, forçant les locuteurs de langues minoritaires à adopter les langues dominantes, perçues comme plus avantageuses sur le plan économique et social. La suppression des langues minoritaires et l'imposition de politiques linguistiques officielles accélèrent encore ce processus. Les facteurs économiques jouent également un rôle majeur : les communautés qui souhaitent s'intégrer à l'économie mondiale abandonnent souvent leur propre langue au profit d'une langue plus répandue, afin de garantir de meilleures opportunités à leurs enfants. L'éducation et les médias jouent un rôle clé dans la perte des langues : l'imposition de la langue officielle dans les écoles, l'ignorance des langues minoritaires et la présence exclusive des langues dominantes dans les médias contribuent à l'effacement progressif des langues minoritaires dans la vie sociale. Enfin, les catastrophes naturelles, les migrations, les guerres et les épidémies peuvent réduire drastiquement le nombre de locuteurs d'une langue et conduire à sa disparition.

Dans le cas de la Gagaouzie, l'usage du gagaouze dans les domaines de l'éducation, des médias et de l'administration ne reflète pas uniquement les réglementations juridiques, mais illustre également comment cette langue est vécue et reproduite dans la vie sociale. La transmission du gagaouze aux jeunes générations à travers l'éducation, sa diffusion publique via les médias et son adoption comme langue administrative dans les structures publiques constituent des enjeux vitaux pour la préservation et le développement de l'identité gagaouze. Cependant, ce processus ne met pas seulement en lumière l'existence de la langue, mais interroge également l'efficacité des pratiques dans ces domaines et le degré d'appropriation sociale par les locuteurs.

¹³⁴ Bourdieu, P. (1991). *Langage et pouvoir symbolique*. Cambridge: Polity Press.

Ce chapitre se concentrera sur l'utilisation du gagaouze dans l'éducation, les médias et l'administration publique, et évaluera l'impact de ces pratiques sur l'identité gagaouze et l'appartenance sociale.

La présence de la langue gagaouze dans l'éducation

L'éducation constitue un processus qui, au-delà de l'acquisition de connaissances et de compétences, façonne la construction de l'appartenance sociale et de l'identité nationale. Dans le processus de construction des États-nations, le système éducatif agit comme un vecteur de création de « communautés imaginées » à travers la langue, tout en transmettant un héritage culturel commun et en garantissant la cohésion sociale.

En institutionnalisant le capital linguistique, le système éducatif confère du prestige à certaines langues tout en marginalisant d'autres. Dans le cas des langues minoritaires, l'éducation joue un rôle déterminant dans le maintien ou, à l'inverse, l'affaiblissement de leur statut social et de leur usage.

Dans l'autonomie gagaouze, la mise en œuvre des politiques linguistiques dans le domaine de l'éducation revêt une importance cruciale pour la construction et la préservation de l'identité gagaouze. L'objectif de ces politiques est double : d'une part, garantir au peuple gagaouze le droit d'apprendre et de préserver sa langue maternelle ; d'autre part, promouvoir un équilibre linguistique au sein d'une société multilingue. Ce processus dépasse la simple dimension linguistique : il s'agit également d'une question d'identité, d'appartenance et de durabilité culturelle. Dans cette section, la place et l'importance du gagaouze dans le système éducatif seront analysées dans le cadre des politiques linguistiques et de la construction identitaire.

Selon le cinquième avis du Comité Consultatif de la Convention Cadre pour la Protection des Minorités Nationales, publié le 18 octobre 2023, la langue russe occupe une place centrale en République de Moldavie en tant que deuxième langue du pays. Parmi les personnes interrogées dans l'Ethnobaromètre 2020, issues des minorités nationales, presque tous les Russes, environ la moitié des Ukrainiens, ainsi qu'un tiers

des Gagaouzes et des Bulgares ont indiqué que le russe était leur langue principale.¹³⁵ Pour les autres, cette langue était la langue propre à leur groupe ethnique. Il a également été souligné que les minorités nationales en Moldavie sont en grande partie bilingues ou plurilingues, parlant à la fois leur langue maternelle et le russe, mais rarement le roumain.¹³⁶ La grande majorité des minorités nationales interrogées ont suivi ou suivent leur scolarité en russe. En particulier, 70 % des Gagaouzes préfèrent le russe comme langue d'enseignement, selon le rapport. L'enseignement des langues minoritaires et dans ces langues est toutefois soutenu dans les écoles moldaves conformément à l'article 6 de la loi sur les minorités nationales. Cela étant dit, le statut spécial de la langue russe dans le système éducatif moldave garantit l'accès à l'instruction en russe depuis le niveau préscolaire jusqu'à l'enseignement universitaire. En 2021-2022, 19,3 % des élèves du pays ont suivi un enseignement en russe, contre 80,6 % en roumain et seulement 0,1 % dans d'autres langues minoritaires.¹³⁷

Le pays dispose de 260 établissements scolaires, publics et privés, où l'enseignement est principalement dispensé en russe. Aucune autre langue minoritaire n'est utilisée comme principale langue d'enseignement, à l'exception de l'école Levschi/Levski de Chişinău, où certaines matières du niveau primaire sont enseignées en bulgare. Par ailleurs, l'ukrainien est enseigné comme matière dans 37 établissements répartis sur 14 localités ; le gagaouze, dans 42 établissements exclusivement situés dans la région autonome de Gagaouzie ; le bulgare, dans 28 établissements à Taraclia, Cahul, Chişinău, Leova, Cauşeni, Cantemir et en Gagaouzie; et l'hébreu, dans deux établissements à Chişinău. De plus, le polonais et l'allemand sont enseignés dans une école de la capitale moldave.¹³⁸ Sur le site officiel du Centre des Technologies de l'Information et de la Communication en Éducation de Moldavie, qui dépend du Ministère de l'Éducation et de la Recherche, on observe que des manuels scolaires en format PDF sont publiés pour les classes de la première à la

¹³⁵ Conseil de l'Europe, Comité Consultatif De La Convention cadre Pour La Protection Des Minorités Nationales Cinquième Avis Sur La République De Moldova, <https://rm.coe.int/5th-op-moldova-fr/1680acf619>

¹³⁶ Conseil de l'Europe, Comité Consultatif De La Convention cadre Pour La Protection Des Minorités Nationales Cinquième Avis Sur La République De Moldova, <https://rm.coe.int/5th-op-moldova-fr/1680acf619>

¹³⁷ Publicația Educația în Republica Moldova, BNS, 2022 (en roumain)

¹³⁸ Informations complémentaires fournies par le ministère de l'Éducation et de la Recherche de la République de Moldavie en janvier 2023

douzième année. Les livres de matières comme la physique, la chimie, les mathématiques et l'histoire sont disponibles en roumain et en russe. Concernant la langue Gagaouze en tant que matière, des manuels sont disponibles de la première à la neuvième classe.¹³⁹

Le rapport identifie trois modèles principaux pour l'enseignement des langues minoritaires en Moldavie. Le premier modèle concerne les établissements qui dispensent un enseignement entièrement en russe, accueillant la majorité des élèves et étudiants issus des minorités nationales. Le deuxième modèle inclut les établissements où des langues comme l'ukrainien, le gagaouze et le bulgare sont enseignées en tant que matières, à raison de trois heures par semaine, avec une heure hebdomadaire supplémentaire dédiée à la matière « Histoire, culture et traditions des minorités nationales ». Enfin, le troisième modèle concerne des classes spécifiques dans certains établissements où l'enseignement primaire est dispensé directement dans une langue minoritaire.¹⁴⁰ Cependant, selon ledit rapport, ces efforts restent limités en termes de temps consacré à l'enseignement des langues minoritaires, ce qui ne satisfait pas les besoins des communautés concernées. Un exemple positif est mentionné dans la région autonome de Gagaouzie, où les autorités locales ont mis en place un programme régional d'enseignement bilingue gagaouze-roumain pour les établissements préscolaires. Ce programme, qui vise un enseignement simultané du gagaouze et du roumain, est actuellement appliqué dans 56 établissements de la région.

La présence de la langue gagaouze dans le média

Le média est considéré comme l'un des outils les plus efficaces dans les processus de préservation, de diffusion et de construction identitaire des langues. Le fait qu'une langue dépasse le cadre de la communication quotidienne pour atteindre un public plus large ne crée pas seulement un sentiment d'appartenance au niveau individuel et social, mais garantit également l'avenir de cette langue. En particulier pour les langues minoritaires, le média joue un rôle essentiel en rendant ces langues visibles, en renforçant leur représentation dans la sphère publique et en assurant leur durabilité culturelle. L'utilisation des langues minoritaires dans les médias constitue un puissant mécanisme symbolique qui, en plus de garantir que la langue est perçue

¹³⁹ Les livres en format PDF sont disponibles sur le site : <https://ctice.gov.md/manuale-scolare/>

¹⁴⁰ Informations complémentaires fournies par l'Agence pour les relations interethniques en 2023

comme un moyen de communication viable, contribue à construire l'identité culturelle d'une société.

En termes de durabilité culturelle, les stratégies médiatiques qui façonnent les politiques linguistiques, combinées aux pratiques linguistiques des utilisateurs et des producteurs de médias, déterminent la manière dont les langues minoritaires sont représentées. Lorsque la visibilité d'une langue est accrue par les médias et qu'elle est présentée à différents groupes d'âge, la place de cette langue dans l'écosystème culturel devient plus forte.¹⁴¹

La présence du gagaouze dans les médias joue un rôle fondamental dans la préservation de l'identité gagaouze et la reproduction de la langue dans la vie sociale. Cependant, les quotas linguistiques et les réglementations appliquées aux langues minoritaires dans les contenus médiatiques influencent directement la portée et l'efficacité de ce processus. Dans cette section, la présence et la représentation du gagaouze dans les médias seront analysées dans le contexte de la durabilité culturelle et de la construction identitaire.

Le droit de produire et de diffuser des programmes de radio et de télévision dans les langues des minorités nationales est garanti par le Code des services de médias audiovisuels.¹⁴² Le Code énonce, entre autres, des principes applicables aux communications audiovisuelles qui s'imposent à tous les prestataires concernés. Ses différents chapitres abordent la question des langues de diffusion, qui comprennent les langues des minorités nationales, l'équilibre à respecter dans la programmation et l'observation des règles des différentes langues en matière de graphie, de prononciation, de morphologie et de syntaxe. En vertu de l'article 4.7 de ce Code, les prestataires de services médiatiques doivent diffuser au moins 80 % de leurs programmes audiovisuels locaux en roumain, les 20 % restants pouvant être diffusés en d'autres langues.

¹⁴¹ DE CERTEAU, Michel (1984), *The Practice of Everyday Life*

¹⁴² Le Code des services de médias audiovisuels (loi no 174 du 8 novembre 2018) est entré en vigueur le 1er janvier 2019. Il a annulé et remplacé le Code audiovisuel no 260/2006.

Dans les régions de République de Moldova majoritairement peuplées de personnes appartenant à des minorités nationales, les médias audiovisuels sont tenus, conformément à l'article 4.8 du Code, de diffuser leurs programmes locaux dans la langue de la minorité concernée dans une proportion de 75 % au maximum, et en roumain à hauteur d'au moins 25 % (contre au moins 20 % au cours du précédent cycle de suivi). Selon ledit rapport du Comité Consultatif, les émissions de télévision et de radio locales et régionales en Moldavie sont, dans les faits, majoritairement diffusées en russe. Ces programmes consistent souvent en des rediffusions de contenus produits à l'étranger, et non en Moldavie même.¹⁴³

Dans la région autonome de Gagaouzie, cinq chaînes de télévision – TV-Găgăuzia, ATV Coguk, ATV, TV Bizim Dalgamız et ENI Ai – et six stations de radio – GRT FM, Bugeac FM, Bizim Dalgamız FM, PRO 100 Radio, Autonomia Noastră et Radio Sud – diffusent en langue gagaouze. Parmi elles, la chaîne TV-Găgăuzia retransmet des programmes de la chaîne turque TRT en langue turque. En outre, la Radiotélévision publique nationale moldave, Teleradio-Moldova, propose des émissions dans plusieurs langues minoritaires, notamment sur ses chaînes Moldova-1 et Moldova2, ainsi que sur Radio Moldova. Par ailleurs, l'entreprise publique régionale Teleradio Găgăuzia produit et diffuse des programmes télévisés et radiophoniques spécialement destinés à la population gagaouze vivant dans l'unité territoriale autonome de Gagaouzie.¹⁴⁴

En ce qui concerne la presse écrite, le journal «Ana Sözü » dont le titre signifie « La parole maternelle », est l'une des principales publications en langue gagaouze. Fondé en 1988, il a marqué un tournant dans l'histoire culturelle de la Gagaouzie en offrant un espace de diffusion pour la langue et la culture gagaouze en publiant des informations locales, culturelles et éducatives. « Sabaa Yıldızı » est une autre publication importante en gagaouze, dédiée à la littérature, aux traditions et à l'actualité régionale. La presse écrite en Gagaouzie fait face à plusieurs obstacles majeurs. Le manque de ressources financières limite la diversité et la régularité des

¹⁴³ Conseil de l'Europe, Comité Consultatif de la Convention Cadre Pour La Protection Des Minorités Nationales Cinquième Avis Sur La République De Moldova, <https://rm.coe.int/5th-op-moldova-fr/1680acf619>

¹⁴⁴ Conseil de l'Europe, Comité Consultatif De La Convention cadre Pour La Protection Des Minorités Nationales Cinquième Avis Sur La République De Moldova, <https://rm.coe.int/5th-op-moldova-fr/1680acf619>

publications, tandis que les tirages restent modestes en raison d'un faible lectorat. De plus, la transition vers le numérique, indispensable pour élargir la portée des publications, est freinée par l'insuffisance des infrastructures et des moyens techniques.

Le susmentionné rapport du Conseil de l'Europe souligne une offre très limitée en langues minoritaires telles que le bulgare, le gagaouze, le romani ou l'ukrainien. Lors d'une visite à Briceni, le Comité consultatif a constaté qu'un journaliste membre d'une association de la minorité ukrainienne préférait publier les magazines et bulletins de l'association en russe, et partiellement en roumain, plutôt qu'en ukrainien, estimant que cela permettrait de toucher un public plus large. Le rapport indique également que l'absence d'une offre médiatique attrayante et accessible fournissant des informations régulières ou des divertissements de qualité pour les minorités nationales accentue le sentiment de marginalisation parmi ces communautés. Ce manque pousse les membres des minorités à s'orienter vers des médias étrangers. Par ailleurs, les émissions radiophoniques et télévisées destinées aux minorités nationales sont souvent jugées peu attractives par leurs représentants. Ces programmes sont principalement axés sur les cultures et musiques traditionnelles, et les membres des communautés minoritaires n'ont que très peu d'influence sur le contenu proposé.

L'usage des langues minoritaires dans les sphères publiques et institutionnelles

L'utilisation d'une langue dans les espaces publics et institutionnels révèle le rôle central qu'elle joue non seulement comme moyen de communication entre les individus, mais aussi dans la construction de l'ordre social et la représentation de l'identité communautaire. Les espaces publics sont des lieux où une langue gagne en prestige, où la mémoire collective d'une société est reproduite et où le sentiment d'appartenance est renforcé. Ces espaces, qu'ils soient éducatifs, médiatiques ou administratifs, ne se limitent pas à être des plateformes de communication, mais deviennent des arènes où les relations de pouvoir, l'identité collective et la légitimité culturelle se jouent.

En vertu de l'article 12 de la loi n° 382/2001 sur les droits des personnes appartenant aux minorités nationales et le statut juridique de leurs organisations, les personnes appartenant à des minorités nationales ont le droit de s'adresser aux institutions publiques, à l'écrit ou à l'oral, en moldave ou en russe, et de recevoir une réponse dans la langue de leur choix. Dans les localités bénéficiant d'un statut d'autonomie, comme la Gagaouzie, l'une des langues officielles locales peut également être utilisée dans les rapports avec les autorités publiques. Dans les territoires où les personnes appartenant à une minorité nationale constituent une très large part de la population, la langue de cette minorité peut aussi servir de langue de communication dans les rapports avec les pouvoirs publics.

L'analyse des usages de la langue gagaouze dans les domaines de l'éducation, des médias et des institutions publiques révèle son rôle crucial dans la préservation de l'identité culturelle et linguistique de la communauté gagaouze. Dans le domaine de l'éducation, la transmission du gagaouze reste limitée, souvent éclipsée par le russe, qui domine à la fois comme langue d'enseignement et comme langue de communication. Cette préférence reflète à la fois des réalités historiques et des enjeux pratiques.

Les médias, quant à eux, offrent un espace précieux pour diffuser et promouvoir le gagaouze, mais font face à des restrictions, notamment liées au manque de ressources. Malgré cela, les chaînes et stations locales jouent un rôle clé dans la mise en valeur de la langue et de la culture gagaouzes.

Dans les institutions publiques, bien que le gagaouze bénéficie du statut de langue officielle en Gagaouzie, son usage reste souvent symbolique, le russe étant préféré pour des raisons pratiques et administratives. Cette réalité souligne l'écart entre les cadres législatifs et les pratiques quotidiennes, tout en mettant en lumière la nécessité de renforcer l'intégration du gagaouze dans les espaces institutionnels.

En somme, le gagaouze constitue un pilier fondamental de l'identité gagaouze, mais sa durabilité culturelle dépendra d'efforts continus pour surmonter les obstacles existants et pour promouvoir son usage dans tous les aspects de la vie sociale, culturelle et institutionnelle. Il s'agit non seulement d'une question de langue, mais également d'un enjeu essentiel pour la préservation de l'identité et de l'autonomie gagaouzes dans un contexte multilingue.

2.3 Le discours politique de Chişinău : Déclarations de la présidente Maia Sandu sur la protection de la langue et de la culture gagaouzes

Le discours politique de l'autorité centrale joue un rôle essentiel dans la formation, la protection et le maintien de l'identité d'une société. En ce qui concerne la protection des langues minoritaires et la mise en œuvre des politiques linguistiques, les déclarations des dirigeants de l'État vont au-delà des simples réglementations juridiques et deviennent un instrument clé reflétant la perception sociale et la volonté politique. Ces discours renforcent non seulement le statut d'une langue dans la sphère publique, mais témoignent également d'une volonté politique de reconnaître et de protéger les droits culturels des groupes minoritaires.

La mise en œuvre effective des politiques linguistiques dépend largement de l'attitude de l'autorité centrale envers les communautés minoritaires et de sa capacité à répondre à leurs revendications. Dans ce contexte, le discours de l'autorité centrale sur la durabilité linguistique et culturelle dépasse une simple position politique : il influence directement la manière dont ces engagements se traduisent en actions concrètes.

Les déclarations de la présidente Maia Sandu fournissent des éléments clés pour comprendre la position de Chişinău vis-à-vis de l'autonomie de la Gagaouzie et de la préservation de la langue gagaouze. Dans cette section, nous analyserons l'approche de l'autorité centrale en matière de durabilité culturelle et linguistique à travers les déclarations de la présidente Sandu, tout en évaluant leurs répercussions pratiques.

Le 23 décembre 2024, la présidente Maia Sandu a diffusé un message vidéo à l'occasion du 30e anniversaire de l'adoption du statut juridique spécial de la région autonome de Gagaouzie, débutant son discours en gagaouze. Dans ce message, elle a mis en avant l'identité historique et le patrimoine culturel du peuple gagaouze, tout en soulignant l'importance de l'unité et de la solidarité entre la Moldavie et la Gagaouzie. L'analyse de ce discours présidentiel est essentielle pour mieux comprendre la perspective et les politiques de Chișinău à l'égard de la région autonome gagaouze. La traduction en français des parties significatives du message susmentionné de Maia Sandu, publié en roumain sur le site officiel de la présidence, est la suivante :

“

C'est ce que déclare le préambule de cette loi, et cette déclaration porte un sens profond. Vous avez toutes les raisons d'être fiers d'être Gagaouzes, membres de la grande famille du peuple moldave. Malgré les épreuves que nous avons traversées au fil du temps, nous n'avons jamais oublié que la famille reste la famille. Nous avons partagé nos joies et affronté ensemble nos douleurs. Nous honorons et respectons l'histoire de nos peuples comme une histoire commune, un destin partagé.

.....

Chers Gagaouzes, je veux que vous sachiez que, en tout moment et en toute circonstance, vous trouverez un soutien au Parlement, au Gouvernement et à l'Administration présidentielle. (.....). Nous avons été et nous resterons un seul pays, peu importe où nous vivons : à Comrat, Ceadâr-Lunga, Șoldănești, Edineț ou Ialoveni.

Outre la paix, pour toute la Moldavie, y compris pour l'autonomie gagaouze, un développement rapide et une croissance économique sont extrêmement nécessaires. Nous ne pouvons pas bâtir la prospérité uniquement pour certains – elle doit profiter à tout le pays. C'est une mission nationale que nous ne pouvons accomplir qu'ensemble, en mobilisant le potentiel créatif et entrepreneurial de tous les citoyens moldaves.

.....

En cette journée importante, nous devons attirer l'attention sur le fait que la loi définit l'objectif principal de l'autonomie comme étant la préservation de l'identité des Gagaouzes, leur développement complet et l'enrichissement de leur langue et culture nationale. De nombreux Gagaouzes consacrent leur vie entière à cette cause. Honneur et respect à eux !

Cependant, de la part des autorités autonomes, on n'entend souvent rien sur le sujet le plus important – le développement de la langue, de la culture et de l'identité. Et cela, alors même que le nombre de résidents de l'autonomie parlant le gagaouze diminue, en particulier parmi les jeunes générations, et que la langue gagaouze figure parmi celles en voie de disparition. Les choses doivent changer ! Dans l'autonomie gagaouze, l'accent doit être mis non pas sur la promotion des intérêts géopolitiques étrangers, mais sur la protection et la promotion de la langue et de la culture gagaouzes parmi tous les Gagaouzes, y compris ceux vivant à l'étranger. L'autonomie gagaouze a besoin d'un programme d'apprentissage de la langue gagaouze.

Chers amis,

Comme dans toutes les familles, il peut y avoir des désaccords. Mais le plus important est que les Moldaves considèrent les Gagaouzes comme faisant partie de leur famille. Et les Gagaouzes acceptent les Moldaves comme faisant partie de leur famille. C'est la véritable base de nos relations. Indépendamment des jeux politiques et géopolitiques, nous sommes entiers, et la Moldavie est notre maison. Encore une fois, je vous félicite pour cette belle fête, chers Gagaouzes !”¹⁴⁵

La déclaration de la présidente Maia Sandu à l'occasion du 30e anniversaire de l'autonomie de la Gagaouzie constitue un message politique fort soulignant l'importance de l'intégrité territoriale et de la stabilité interne de la Moldavie. Tout en définissant le peuple gagaouze comme une partie intégrante de la Moldavie, la présidente met en avant l'histoire commune et l'unité de destin qui lient les deux communautés. Cette déclaration affirme clairement le respect par le gouvernement

¹⁴⁵ Președintele Republicii Moldova “<https://presedinte.md/rom/discursuri/mesajul-sefei-statului-cu-prilejul-implinirii-a-30-de-ani-de-la-crearea-unitatii-teritoriale-autonome-gagauzia-ca-parte-a-republicii-moldova>” (Traduction non-officielle fait par l'auteur)

central des droits du peuple gagaouze et de son statut d'autonomie, tout en réaffirmant sa détermination à préserver l'unité nationale.

L'accent mis sur la langue et l'identité dans ce discours est particulièrement significatif. Mme Sandu met en lumière les lacunes dans la protection de la langue gagaouze et exhorte les administrations locales à assumer davantage de responsabilités dans ce domaine. S'inquiétant du déclin de l'usage du gagaouze parmi les jeunes générations, elle insiste sur le fait que la préservation du patrimoine culturel constitue l'objectif principal de l'autonomie. Bien que ce message exprime la volonté du gouvernement central de soutenir l'identité culturelle, il inclut également une critique indirecte des administrations locales à cet égard.

En outre, la présidente Maia Sandu a rencontré le président de la République de Türkiye, Recep Tayyip Erdoğan, en marge de la COP 29 à Bakou, le 12 novembre 2024. À l'issue de cette rencontre, elle a partagé le message suivant sur la plateforme de médias sociaux "X" :¹⁴⁶

“Avec le Président @RTErdogan, nous avons discuté de la paix et de la stabilité régionales, ainsi que de la Gagaouzie — un pont entre nos deux pays. Ensemble, nous visons à préserver la langue gagaouze, classée par l'UNESCO parmi les langues en danger, et à protéger la culture gagaouze, une partie importante de l'identité de la Moldavie.”

La déclaration de la présidente moldave Maia Sandu à la suite de sa rencontre avec le président Recep Tayyip Erdoğan met en lumière l'approfondissement des relations entre la Moldavie et Türkiye, ainsi que le rôle clé de la Gagaouzie en tant que pont culturel et politique dans ces relations.

En outre, Mme Sandu a souligné la nécessité d'un effort commun pour préserver la langue gagaouze, classée parmi les langues en danger par l'UNESCO, et pour maintenir vivante la culture gagaouze. Qualifiant cette culture d'élément essentiel

¹⁴⁶<https://x.com/sandumaiamd/status/1856321595435790656?s=46&t=3Q2XKiOXDMQnYMKCFhyDWw>

de l'identité moldave, elle a affirmé que sa préservation est cruciale non seulement pour la Gagaouzie, mais aussi pour l'intégrité et la diversité culturelles de la Moldavie. Ce discours met en évidence l'importance que la Moldavie accorde au statut d'autonomie et aux droits culturels de la Gagaouzie, tout en précisant que ces droits doivent être protégés dans le cadre de l'intégrité territoriale du pays. La rencontre avec Türkiye ouvre ainsi un espace de coopération, soutenant les sensibilités moldaves sur la Gagaouzie et confirmant que Türkiye est perçue comme un partenaire stratégique dans ce processus.

2.4 Les initiatives de la République de Türkiye pour promouvoir la culture et la langue gagaouze

La République de Türkiye a reconnu, en décembre 1991, la République de Moldavie, qui avait déclaré son indépendance en août 1991. Les relations diplomatiques entre les deux pays ont été établies le 3 février 1992. Le traité d'amitié et de coopération, qui constitue la base juridique des relations de Türkiye avec la Moldavie, a été signé lors de la visite de 9^e Président de Türkiye Süleyman Demirel en Moldavie, les 2 et 3 juin 1994.¹⁴⁷ Au cours de cette visite, Demirel, s'adressant au peuple Moldave, a déclaré : « *J'apporte aux Moldaves les vœux les plus sincères de la nation turque pour le succès et la prospérité, ainsi que les salutations de l'amitié. L'établissement de la paix, de la stabilité et de la coopération dans notre région est l'objectif de la politique étrangère turque. Cet objectif peut être atteint grâce à la présence des pays indépendants et amis dans la région qui respectent le droit international.* » En attirant l'attention sur l'importance du peuple gagaouze dans les relations politiques avec la Moldavie, il a également déclaré : « *Dans les relations entre les deux pays, nous considérons le peuple gagaouze vivant sur ses terres ancestrales comme un pont indispensable à l'amitié et à la coopération entre Türkiye et la Moldavie.* »¹⁴⁸ Lors de sa visite en Moldavie les 17 et 18 octobre 2018, le président Recep Tayyip Erdoğan a déclaré que les turcs Gagaouzes constituent l'un des principaux éléments de la coopération avec la Moldavie et jouent un rôle essentiel dans l'établissement de l'amitié et de la coopération entre les deux pays.¹⁴⁹

¹⁴⁷ Türkiye Cumhuriyeti Dışişleri Bakanlığı, <https://www.mfa.gov.tr/turkiye-moldova-siyasi-iliskileri.tr.mfa>

¹⁴⁸ ARAT Ender, Ibidem

¹⁴⁹ Türkiye Cumhuriyeti Dışişleri Bakanlığı, <https://www.mfa.gov.tr/turkiye-moldova-siyasi-iliskileri.tr.mfa>

La politique générale de Türkiye à l'égard de la région vise à préserver l'autonomie de la région autonome de Gagaouzie dans le respect de l'intégrité territoriale de la Moldavie. Devenu opérationnel en 2020, le Consulat Général de Türkiye à Comrat est le seul consulat général permanent dans la région. Depuis la création de la région autonome de Gagaouzie, la République de Türkiye a apporté un soutien financier et politique au développement de la République de Moldavie et de la région autonome de Gagaouzie à travers divers projets. Depuis 1994, la valeur de l'aide fournie par Türkiye à la Moldavie dans les domaines de l'éducation, de la santé, des infrastructures sociales et du renforcement des capacités a dépassé 80 millions de dollars américains. Türkiye a mené de nombreux projets dans les domaines de l'éducation, de la santé, du sport et des services sociaux en Moldavie. Parmi ces réalisations figurent la bibliothèque Atatürk, le centre médical et de diagnostic Prof. Dr. Aziz Sancar, le centre de jeunesse de la municipalité d'Altındağ (Ankara), la crèche Nasrettin Hoca, la maison de retraite Recep Tayyip Erdoğan, ainsi que le Stade de Comrat construit par le Ministère de la Jeunesse et des Sports de la République de Türkiye. Plus récemment, Türkiye a achevé la construction du Collège d'enseignement professionnel Recep Tayyip Erdoğan à Comrat. Les préparatifs en vue de son ouverture sont actuellement en cours.

Le bureau de coordination de Chisinau de l'Agence Turque de Coopération et de Développement (TIKA) a été établi la même année que l'autonomie. Depuis, TIKA a mis en œuvre plus de 300 projets et activités dans divers domaines tels que l'éducation, la santé, l'approvisionnement en eau, le traitement des eaux usées et les activités culturelles, contribuant ainsi à l'amélioration de la situation socio-économique de la Gagaouzie. La majorité des activités menées dans le domaine culturel consistent en un soutien apporté au théâtre et aux ensembles folkloriques gagaouzes. De nombreuses publications en langue gagaouze ont également été soutenues par TIKA au fil des années.

En 2018, un soutien à la rénovation et à l'équipement a été apporté à la maison de la culture de Kriyet Lunga, un village de la région autonome de Gagaouzie. En 2021, afin de préserver la fabrication des tapis gagaouzes et de maintenir cette tradition vivante, une classe a été créée et un soutien matériel a été fourni pour former à la

fabrication de tapis au sein de l'école professionnelle de Chadir-Lunga. La même année, TİKA a rénové le système technique ainsi que les instruments de musique très anciens de la maison de la culture de Çeşmeköy en Gagaouzie.

Afin d'encourager les enfants et les jeunes à apprendre la langue gagaouze, TİKA a mis en œuvre en 2021 le « Projet de doublage de dessins animés en gagaouze ». Dans le cadre de ce projet, 23 dessins animés les plus populaires actuellement diffusés en russe, y compris certains réalisés en Türkiye, ont été sélectionnés et doublés en gagaouze, pour un total d'environ 500 minutes. En 2023, avec le soutien de TİKA, huit dessins animés originaux de 7,5 minutes ont été réalisés en langue gagaouze et sous-titrés en moldave. Ce projet a été poursuivi en 2024 avec la création de huit nouveaux épisodes. Ces dessins animés, qui constituent la première série animée de l'histoire réalisée par des Gagaouzes, sont entièrement originaux en termes de personnages, de musique, d'animation, de montage et de contenu. Inspirés des coutumes et traditions gagaouzes, ils offrent aux enfants et aux jeunes l'opportunité de mieux connaître leur propre culture. Ces dessins animés sont diffusés sur la Radio-Télévision Gagaouze (GRT) et projetés dans tous les écoles maternelles de Gagaouzie.¹⁵⁰ Récemment, la bibliothèque Mihail Çakır, située à Chişinău et fondée en 1992, a été rénovée avec le soutien de TİKA et a été officiellement inaugurée en 2025. Cette bibliothèque vise à promouvoir la culture, la littérature, l'histoire et les traditions gagaouzes.

L'enseignement du turc en Moldavie par le biais d'institutions officielles remonte au début du 20e siècle. Dans les années 1930, 26 enseignants ont été envoyés dans des localités gagaouze en Moldavie, alors située sur le territoire de la Roumanie, par l'intermédiaire de Hamdullah Suphi Tanrıöver, alors ambassadeur à Bucarest.¹⁵¹ Ces enseignants ont poursuivi leurs fonctions jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Par la suite, en Moldavie, devenue une république au sein de l'Union soviétique, les activités éducatives et culturelles liées au turc ont été suspendues jusqu'à la déclaration d'indépendance du pays en 1992. Depuis 1992, environ 916 étudiants moldaves ont bénéficié de bourses octroyées par Türkiye dans le cadre des programmes mis en place par la Présidence des Turcs à l'Etranger et des Communautés Affiliées (YTB).

¹⁵⁰ Les dessins animés mentionnés sont accessibles via ce lien:

<https://www.youtube.com/watch?v=uSsxVuYMTEI>

¹⁵¹ ARAT Ender, Ibidem

Bien que la langue gagaouze soit enseigné dans les établissements d'enseignement de Gagaouzie, il existe également des institutions où le turc moderne est enseigné. Les langues d'enseignement du lycée Turc-Moldovan Kongaz Süleyman Demirel, ouvert en 1999, sont le russe, le roumain, l'anglais et le turc. Au lycée, en plus des dix enseignants actuellement affectés par le Ministère de l'Éducation Nationale de la République de Türkiye, conformément à la décision de la Commission Culturelle Mixte Interministérielle, huit enseignants moldaves dispensent des cours à 166 élèves.

La bibliothèque Mustafa Kemal Atatürk, créée par TIKa en 1998, constitue un centre culturel important pour les habitants de la région, leur offrant un accès à des ouvrages publiés en Türkiye tout en accueillant diverses activités culturelles. Par ailleurs, la branche de Comrat de l'Institut Yunus Emre fonctionne dans le bâtiment de cette bibliothèque. Des cours de turc y sont dispensés par des professeurs turcs désignés par le Ministère de l'Éducation Nationale de la République de Türkiye, ainsi que par des instructeurs locaux.

L'Université d'État de Comrat est le seul établissement d'enseignement supérieur de Gagaouzie et de Moldavie à disposer d'un département de langue et littérature turques. Créé en 2018, ce département a commencé à présenter un programme de premier cycle à partir de l'année universitaire 2019-2020.¹⁵² Les enseignants de ce département sont recrutés dans diverses universités turques par l'intermédiaire du Ministère de l'Éducation Nationale de Türkiye. Après la Gagaouzie, le centre le plus important pour l'enseignement du turc est la capitale Chisinau. Toutefois, il n'existe pas, à Chisinau, d'institutions telles que l'Institut Yunus Emre ou un département de turcologie où le turc serait enseigné de manière institutionnelle. L'enseignement du turc dans cette ville repose sur des protocoles signés entre l'Ambassade de Türkiye à Chisinau et les universités locales. Par exemple, un protocole signé avec l'Université d'État de Moldavie (USM) en 2002 a permis la création d'une classe de turc au sein de la faculté de littérature, équipée par TIKa. Un

¹⁵² KASAR, A. (2020b). "Yabancılarla Türkçe öğretimi ve Moldova'da Türkçe eğitim veren resmi kurumlar". Dans T. İ. Rakovçena, G. G. Sult, R. N. Kovrikova (Ed.). *Sbornik Statey* (p. 374-377). Université d'État de Comrat.

autre protocole a été signé avec l'Université Libre Internationale de Moldavie (ULIM) en 2010, permettant la création d'une classe de turc grâce à la contribution de TIKA.

Dans ces deux universités, les cours de turc sont proposés gratuitement comme cours de langue étrangère et sont ouverts au public. Ces cours sont dispensés par un instructeur turc désigné par le Ministère de l'Éducation Nationale de Türkiye. Entre le 20 et le 22 février 2022, près de 100 personnes se sont inscrites à des cours de turc à Chisinau. Outre ces initiatives, le bureau du conseiller en éducation de l'Ambassade de Türkiye à Chisinau mène également des activités visant à promouvoir la langue turque. Ces activités comprennent des cours de turc pour les enfants turcs vivant en Moldavie, des cours de turc destinés aux fonctionnaires moldaves, des concours culturels et des célébrations.¹⁵³

Le ministère des Affaires étrangères de Türkiye a publié le message suivant à l'occasion du 30e anniversaire de la fondation de l'autonomie de la Gagaouzie :

« No : 261, 23 décembre 2024, Concernant le 30e anniversaire de l'adoption de la loi sur le statut juridique spécial de la Gagaouzie

Nous félicitons le peuple moldave et les Turcs gagaouzes à l'occasion du 30e anniversaire de l'adoption de la loi sur le statut juridique spécial de la Gagaouzie (Gagauz Yeri) par le Parlement de la République de Moldavie le 23 décembre 1994. L'établissement de l'autonomie a garanti la protection des droits et des intérêts des Turcs gagaouzes, renforcé la paix et la stabilité de la Moldavie et constitue un pont d'amitié singulier entre Türkiye et la Moldavie.

Türkiye continuera à soutenir les Turcs gagaouzes et la Gagaouzie, constituants inséparables de la Moldavie. »

Comme le montrent toutes ces initiatives, Türkiye accorde une importance particulière à la préservation de la culture et de la langue gagaouze, tout en apportant divers soutiens à la région dans ce cadre. À travers des projets éducatifs, culturels et socio-économiques, elle joue un rôle clé dans le maintien de l'identité culturelle des

¹⁵³ INAN, K. (2022). "Kişinev örneğinde Moldova'da Türkçe öğrenenlerin dil ihtiyaç analizi." RumeliDE Dil ve Edebiyat Araştırmaları Dergisi, (29), 113-132. DOI: 10.29000/rumelide.1164857.

Gagaouzes et contribue activement à la transmission de leur patrimoine aux générations futures. D'ailleurs, cette importance a été une nouvelle fois soulignée dans le message publié sur le site officiel du Ministère des Affaires Etrangères de Türkiye à l'occasion du 30e anniversaire de l'autonomie de la région. Ce message réaffirme l'engagement constant de Türkiye envers la Gagaouzie, tout en rappelant que la région est une partie intégrante de la République de Moldavie. Il met en évidence le soutien indéfectible de Türkiye à la préservation de la richesse culturelle et linguistique de la région, dans le respect de l'intégrité territoriale de la Moldavie.



CONCLUSION

Cette étude vise à mettre en lumière la place unique et l'importance du gagaouze parmi les langues minoritaires en Moldavie. Le gagaouze n'est pas seulement considéré comme une langue minoritaire, mais également comme un atout contribuant à la diversité culturelle du pays. Sa préservation peut jouer un rôle significatif dans divers domaines tels que le tourisme culturel, le développement économique et l'enrichissement du patrimoine culturel. En outre, cette situation peut constituer un exemple positif dans le contexte du respect des droits de l'homme et des minorités, notamment dans le processus d'intégration de la Moldavie à l'Union européenne.

Classé parmi les "langues en danger" selon la classification des Nations Unies, le gagaouze revêt une importance cruciale. La transmission de cette langue aux générations futures est une responsabilité qui incombe non seulement à la communauté gagaouze, mais également à l'humanité, dans la mesure où elle participe à la préservation de la diversité culturelle mondiale. Comme le souligne l'UNESCO, la préservation des langues en danger est essentielle pour garantir la continuité et la richesse du patrimoine culturel. David Crystal, quant à lui, rappelle que la disparition d'une langue ne se limite pas à la perte d'un moyen de communication : elle signifie également la perte d'un savoir, d'une culture et d'une vision unique du monde. Les langues contiennent souvent des connaissances spécifiques sur les écosystèmes locaux, les méthodes agricoles, la connaissance de la nature ou encore la médecine traditionnelle. Par conséquent, leur extinction entraîne également la disparition de ces savoirs. En outre, chaque langue véhicule l'histoire, la mythologie, les chansons et les proverbes d'une société ; leur disparition entraîne celle de ces éléments culturels. C'est pourquoi la préservation et la pérennité du gagaouze sont indispensables à la durabilité de la diversité culturelle et à la transmission intergénérationnelle des connaissances, tant au niveau local qu'universel.

Dans ce contexte, cette étude s'appuie sur la théorie du capital symbolique de Pierre Bourdieu et sur les approches de David Crystal concernant la préservation et la disparition des langues. Bien que le gagaouze semble avoir une valeur limitée en termes de capital symbolique, il est évident que ce capital pourrait être renforcé par des politiques appropriées. Conformément à l'approche de Crystal, l'utilisation généralisée de la langue dans la vie quotidienne et sa transmission aux nouvelles générations sont des conditions essentielles à sa survie.

Tout d'abord, cette étude couvre largement le contexte historique de la Moldavie. Cela est nécessaire pour comprendre la diversité culturelle de la région, façonnée par des influences issues de nombreuses administrations et cultures différentes au cours d'un long processus historique. Ce contexte historique sert de base pour expliquer la situation actuelle du gagaouze. Après les analyses historiques, les réglementations juridiques en vigueur en Moldavie et dans la région autonome de Gagaouzie ont été examinées. Il a été conclu que ces réglementations offrent une infrastructure suffisante pour la protection du gagaouze. Toutefois, il a été observé que certaines mesures devraient être prises afin de rendre cette infrastructure juridique plus efficace dans la pratique.

Les analyses portant sur l'utilisation du gagaouze dans les domaines de l'éducation, des médias et de l'espace public montrent que ces pratiques peuvent être considérablement améliorées. D'un autre côté, l'approche constructive du gouvernement central concernant la protection du gagaouze et de sa culture, ainsi que les activités menées par Türkiye – un acteur clé dans la région – en faveur du développement de cette langue, constituent également une partie importante de cette étude. La contribution de Türkiye aux politiques linguistiques et culturelles de la région est perçue comme un soutien précieux pour la protection et la promotion du gagaouze.

Dans cette étude, les politiques linguistiques durant la période soviétique n'ont été mentionnées que de manière limitée. Ce sujet étant si vaste qu'il pourrait constituer une thèse à lui seul, il n'a pas été possible d'en faire une analyse détaillée. Par ailleurs, faute de pouvoir effectuer un travail sur le terrain, il n'a pas été possible de mener des entretiens individuels avec les habitants de la région. En conséquence, cette étude s'est

appuyée sur la littérature existante et sur les recherches antérieures menées sur le terrain. Cette situation constitue l'une des limites de l'étude.

En conclusion, la préservation du gagaouze et la culture des gagaouzes revêt une importance majeure, tant pour l'enrichissement de la diversité culturelle que pour le développement économique et social de la région. Dans ce cadre, il est nécessaire de mettre en œuvre des pratiques visant à accroître l'utilisation du gagaouze dans la vie quotidienne et à encourager les nouvelles générations à apprendre cette langue. La préservation de la langue et de la culture gagaouzes est essentielle non seulement pour la communauté gagaouze elle-même, mais également pour la cohésion sociale et le développement de Moldavie sur la voie de l'Union Européenne.



BIBLIOGRAPHIE

Les Livres

Anderson, B. (2002). *L'imaginaire national: Réflexion sur l'origine et l'essor du nationalisme*. Paris: La Découverte & Syros.

Arat, E. (2021). *Moldova-Gagauziya Anıları*. İstanbul: Tarihçi Kitabevi.

Arel, D., & Cadiot, J. (2010). Introduction. In J. Cadiot, D. Arel, & L. Zakharova (Eds.), *Cacophonies d'empire: Le gouvernement dans langues dans l'Empire russe et l'Union soviétique* (p. 9). Paris: CNRS Editions.

Babel, A. (1926). *La Bessarabie: Étude historique, ethnographique et économique*. Paris: Librairie Félix Alcan.

Baydar, M. (1968). *Hamdullah Suphi Tanrıöver ve Anıları*. İstanbul: Menteş Kitapevi.

Berindei, D. (1967). *L'Union des Principautés roumaines*. Bucarest: Id. Constitution d'un Etat national européen: la Roumanie.

Bobעיă, A. (1993). *Sfatul Țării: Sfândard al renașterii naționale*. Chisinau: Universitas

Bourdieu, P. (1991). *Langage et pouvoir symbolique*. Cambridge: Polity Press.

Brătianu, G. I. (1995). *Basarabia: Drepturi nationale si istorice*. Bucuresti: Editura Enciclopedică.

Bulgar, S. S. (2016). *Türkiyada Gagauz studentleri 30- yıllarda XX Asırda: İstoriya hem insannar, Hamdullah Suphi Tanrıöver ve Gagauzlar*. Ankara: Türk Yurdu Yayınları.

Ciachir, N. (1992). *Basarabia sub stapinire tarista (1812-1917)*. Bucuresti: Editura Humanitas.

Cisciell, M. H. *The Language of the Moldovans: Romania, Russia, and Identity in an Ex-Soviet Republic*.

Crystal, D. (2007). *Dillerin katli* (G. Cansız, Trans.). İstanbul: Profil Yayıncılık.

Çakır, M. (1996). *Besarabiealı Gagauzların İstorieası*.

Dima, N. (1991). *From Moldavia to Moldova: The Soviet-Romanian territorial dispute*. New York.

Dobrincescu, V. F. (1996). *The Diplomatic Struggle over Bessarabia*. Iasi: Center for Romanian Studies.

Hitchins, K. (2013). *România 1866-1947*. Bucharest: Humanitas.

Güngör, H., & Argunşah, M. (2002). Gagauz Türkleri: Tarih, dil, folklor ve halk edebiyatı. Ankara: T.C. Kültür Bakanlığı Türk Dünyası Edebiyatı

Jewsbury, G. F. (1976). The Russian annexation of Bessarabia: 1774-1828: A study of imperial expansion. Boulder: Westview Press.

Kazmalî, I. M. (2015). Авдарма: 450 лет истории, 1563-2013: прошлое, настоящее, будущее. Balacron.

King, C. (1999). The Moldovans: Romania, Russia, and the politics of culture. Stanford, California: Stanford University Press.

Koçak, M. (2013). Çok-kültürlülük açısından dil hakları. Ankara: Liberta Yayınları.

Kuroglo SS. & Marunovich MV. (1938) Socialist transformations in the life and culture of the Gagauz population of the MSSR. Chisinau.

Kymlicka, W., & Patten, A. (2003). Language rights and political theory. New York: Oxford University Press.

Manov, A. (1939). Gagauzlar (Hristiyan Türkler). Bulgarcadan çeviren M. Türker Acaroğlu. Yeni Baskı: TTK, Ankara, 2001

Moraru, A. (1995). Istoria romanilor: Basarabia si Transnistria 1812-1993. Chisinau: Universitas.

Nistor, I. (1991). Istoria Basarabiei. Bucuresti: Editura Humanitas.

Ruze, A. (1997). La Moldova entre La Roumanie et La Russie, De Pierre le Grand a Boris Eltsin. Paris: L'Harmattan

Saunders, D. (1992). Russia in the age of reaction and reform, 1801-1881. London-New York: Routledge

Sabaa Yıldızı. (1996). Gagauzlar Brezilya'da. Magazine Trimestriel,

Spinei, V. (1986). Moldavia in the 11th-14th Centuries. Bucharest: Editura Academiei Republicii Socialiste Romania

Scurtu, I. (1998). Istoria Basarabiei de la începuturi până în 1998, Vol. 2. Bucharest: Semne

Thiesse, A.-M. (2001). La création des identités nationales. Paris: Le Seuil.

Throsby, D. (2001). Economics and culture. Cambridge: Cambridge University Press.

Yoloğlu Güllü (1996), "Qagouzlar, Azerbaycan Dövlət Neşriyatı", Bakou

Zanet Todur, (2018), Seçme Yaratmalar: 60 Yaşına, Pontos Basımevi, Kişinev

Les Articles

Anderson, B., & Silver, B. (1989). Demographic sources of the changing ethnic composition of the Soviet Union. *Population and Development Review*, 15(4), 645-646.

Crowther, W. (1997). Moldova: Caught between nation and empire. In I. Bremmer & R. Taras (Eds.), *New States, New Politics: Building the Post-Soviet Nations* (p. 152). Cambridge University Press.

Çakır, N. (1996). Gagauzlar hem Çakır senselesi. *Ana Sözü*, January 30

Dallin, A. (1998). Odessa, 1941-1944: A Case Study of Soviet Territory under Foreign Rule. Iasi: Center for Romanian Studies

Gradeşliev, Ivan. (2023). История селений Юч Орман (Горицане) и Кир Ахмед (Божаново) до их переселения в Бессарабию во время русско-турецких войн (1768–1774 гг. и 1806–1812 гг.).

Guboğlu Mihail, “Gagauzların Aslına ait Faraziyeler ve Kendi Fikirlerim”, XI. Milletlerarası Türk Tarih Kongresi’nde sunulmuş bildiri özetleri (21-26 Eylül 1981),

Güngör, H. (1991). Yunan-Bulgar Kilise Mücadeleleri ve Gagauzlar. *Türk Kültürü*

Karklins, R. (1986). *Ethnic relations in the USSR: The perspective from below*. Boston: Unwin Hyman, 156.

Kazutin, D. (1989). A hot summer. *Moscow News*, 8, August 27.

Kışlalı, Georgiy. (2013). “Архивные сведения о заселении задунайскими переселенцами Пруто-Днестровского междуречья на примере жителей селения Авдарма.” *Международная научная конференция*, pp.76-85.

King, C. (1995). Gagauz Yeri and the dilemmas of self-determination. *Transition*, October 20, 25.

İnan, K. (2022). Kişinev örneğinde Moldova’da Türkçe öğrenenlerin dil ihtiyaç analizi. *RumeliDE Dil ve Edebiyat Araştırmaları Dergisi*,

Kasar, A. (2020). Yabancılar Türkçe öğretimi ve Moldova’da Türkçe eğitim veren resmî kurumlar. In T. İ. Rakovçena, G. G. Sult, & R. N. Kovrikova (Eds.), *Sbornik Statey* (pp. 374-377). Université d’État de Comrat.

Özkan, N. (2010). Gagavuz Türkçesinin Yazılı Kültürle Tanışması Üzerine. In *Gagavuz Türkçesi Araştırmaları Bilgi Şöleni* (pp. 173). Ankara: Türk Dil Kurumu Yayınları

Parmentier, F. (2023). Moldavie: un système politique sous tension. *Russie.Eurasie.Visions*,

Radova, O. (1998). Bucak'taki Transtuna Göçmenlerinin ve Gagoğuzların Etnik Kimliği. Avrasya Etüdeleri

Smith, A. D. (1996). Culture, community, and territory: The politics of ethnicity and nationalism. *International Affairs*, 72(3), 445-458.

Socor, V. (1989). Popular front founded in Moldavia. Radio Liberty Report on the USSR, June 9, 23-26.

Socor, V. (1990). Gagauz in Moldavia demand separate republic. Radio Liberty Report on the USSR, September 7, 9.

Zidu, D. G. On the Training of Specialists with Higher Education among the Gagauz

Les Rapports et Les Documents Officiels

Conseil de l'Europe, Comité Consultatif De La Convention Cadre Pour La Protection Des Minorités Nationales. (2023). Cinquième avis sur la République de Moldova. Retrieved from <https://rm.coe.int/5th-op-moldova-fr/1680acf619>.

Cour constitutionnelle de Moldavie. (2021). Arrêt n° 4 du 21 janvier 2021 concernant la Loi sur le fonctionnement des langues parlées sur le territoire de la république de Moldavie de 2020. Retrieved from <https://www.axl.cefan.ulaval.ca/europe/moldavie-arret-Cour-2021.htm>.

République de Moldavie. (1994). Constitution. Retrieved from <https://www.axl.cefan.ulaval.ca/europe/moldavie-const-1994.htm>.

République de Moldavie. (1994). Loi sur le statut juridique de la Gagaouzie. Retrieved from <https://www.axl.cefan.ulaval.ca/EtatsNsouverains/gagaouzie-code-2012.htm>.

Unité Territoriale Autonome de la Gagaouzie. (1995). Loi sur le fonctionnement des langues sur le territoire de la Gagaouzie. Retrieved from <https://www.axl.cefan.ulaval.ca/EtatsNsouverains/gagapouzie-loi-lng-1995.htm>.

Les Sources Numériques

Dimitrie, C. Descrierea Moldovei. Retrieved from https://cantemir.asm.md/files/u1/descrierea_moldovei.pdf.

Martineau, M. E. J. (2022). La langue comme outil de construction et de revendication identitaire. Concepts et Savoirs. Retrieved January 8, 2025, from https://apropos.erudit.org/concepts_langue/#:~:text=Dans%20le%20but%20de%20promouvoir.

UNESCO. (2010). Atlas des langues en danger dans le monde. Retrieved from <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000189451>.

Conseil de l'Europe. (1992). Charte européenne des langues régionales ou minoritaires. Retrieved from <https://rm.coe.int/168007c07e>.

Cantemir, D. Descrierea Moldovei. Retrieved from https://cantemir.asm.md/files/u1/descrierea_moldovei.pdf.

Gagauzie. (1995). Loi sur la fonctionnement des langues sur le territoire de la Gagaouzie. Retrieved from <https://www.axl.cefai.ulaval.ca/EtatsNsouverains/gagapouzie-loi-lng-1995.htm>.

Ministère des Affaires Etrangères de la République de Türkiye www.mfa.gov.tr

Preşedintia Republicii Moldova <https://presedinte.md>

Sukhopara Fyodor N., Buckmaster Barbara, Latham Ernest and Hitchins Keith A., “Moldova” (2019, December 02). <https://www.britannica.com/place/Moldova>



ÖZGEÇMİŞ



TEZ ONAY SAYFASI

Üniversite : T.C. GALATASARAY ÜNİVERSİTESİ
Enstitü : SOSYAL BİLİMLER ENSTİTÜSÜ
Hazırlayanın Adı Soyadı : Bilun KONYAR
Tez Başlığı : Dillerin Siyasi Bir Araç Olarak Kullanımı: Moldova Cumhuriyeti Gagauz Özerk Yeri Örneği
Savunma Tarihi : 28 / 01 / 2025
Danışman : Doç. Dr. Hakan YÜCEL

JÜRİ ÜYELERİ:

Unvan, Ad-SOYADI

İmza

Prof. Dr. Birol ÇAYMAZ

Prof. Dr. Derya FIRAT

Doç. Dr. Hakan YÜCEL

Prof. Dr. Ulun Akturan
Enstitü Müdürü